

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12904

4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- VENDREDI 25 JUILLET 1986

Le conflit israélo-arabe après la rencontre d'Ifrane

Hassan II et M. Pérès sont restés sur leurs positions mais le dialogue se poursuivra

Le succès derrière l'échec

Lorsqu'il se lança dans l'extraordinaire entreprise qu'était son voyage à Jérusalem, Sadate était condamné à réussir. Il lui fallait rompre l'isolement qu'allait lui imposer le monde arabe et obtenir d'Israël des concessions à la mesure de sa témérité. Neuf ans plus tard, il en va tout autrement du roi Hassan II : même si son invitation à l'ennemi a soulevé des protestations très vives, encore que limitées à quelques irréductibles, il a mené son affaire assez adroitement pour que l'issue prévisible de la rencontre d'Ifrane n'ait pas des allures d'échec.

Quand il s'agit d'un conflit aussi profondément enraciné que celui-là, personne ne peut espérer sérieusement que deux journées d'entretiens permettent de parvenir à un accord en bonne et due forme. Le roi s'était bien gardé, au demeurant, de paraître négocier au fond. Il se proposait seulement - et c'est déjà beaucoup - de rencontrer l'adversaire, de l'entendre et de lui expliquer ses positions - en l'espèce le consensus arabe obtenu à Fès il y a quatre ans. A l'égard de son opinion publique, Hassan II a insisté, comme on pouvait s'y attendre, sur l'intransigeance de son hôte. De retour chez lui - et de façon tout aussi prévisible, - M. Shimon Pérès a mis l'accent sur l'aspect positif du dialogue et sur le « dénominateur commun » que les entretiens ont permis d'entrevoir.

Au-delà de ces présentations contrastées, une chose demeure : Israël n'étant plus le paria du Proche-Orient, le roi du Maroc ayant à son tour osé l'inviter à sa table, le dialogue continuera. Le double « non » public de M. Pérès sur les territoires occupés - il se serait montré moins catégorique en privé - et sur la reconnaissance de l'OLP comme interlocuteur pourra-t-il indéfiniment être maintenu dans une négociation enfin franche et ouverte ? « Arabes, assez d'intoxication ! », s'est exclamé Hassan II, persuadé qu'il est grand temps d'appeler les choses par leur nom et de ne plus invoquer des tabous pour échapper à une discussion de fond inéluctable.

Dans l'immédiat, le bilan d'Ifrane est, certes, surtout positif pour Jérusalem. Cette « habilitation diplomatique » n'aura été payée de sa part d'aucune concession. Mais un mouvement est amorcé, et il s'arrêtera difficilement.

Le président Assad, qui n'a pas l'habitude de s'emballer pour des velléités, l'a bien montré par sa réaction immédiate et outragée. Le camp des « durs » est effaibli. Les « modérés » ont le vent en poupe. L'Arabie saoudite et les pays du Golfe se gardent bien de jeter l'opprobre sur le roi du Maroc. La Jordanie, embarrassée, ne peut, de toute évidence, approuver ouvertement une initiative vouée aux gémonies par la Syrie, sa grande et dangereuse voisine, avec laquelle elle tente depuis quelques mois de se remettre en bons termes. L'Egypte jubile, et c'est à Israël de prouver, en réglant enfin le ridicule litige sur le mouchoir de poche de Tabs, que Sadate a eu raison jadis de montrer la voie.

Recevoir l'adversaire, lui rappeler les bases sur lesquelles on souhaite négocier, proclamer « urbi et orbi » qu'il n'est pas encore prêt à entendre raison, prendre à témoin son peuple de sa bonne volonté dans un effort « exploratoire », engagé sans excès d'illusions... La démarche du roi du Maroc n'a pas été audelà. C'est ce qui lui assurait de voir se profiler le succès derrière l'échec.

Le dialogue se poursuivra même s'il existe un grand écart entre les positions respectives du Maroc et d'Israël, a déclaré ce jeudi matin 24 juillet le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, à son arrivée à Tel-Aviv après deux jours d'entretiens à Ifrane avec le roi Hassan II du Maroc. Malgré l'absence de résultats concrets - que le roi a imputés, dans un discours télévisé, à son interlocuteur - M. Pérès s'est félicité du « caractère amical et approfondi » de conversations qui, selon lui, ont « ajouté une nouvelle dimension à la recherche de la paix au

IFRANE
de notre envoyée spéciale

« Au revoir... je n'ai plus rien à dire à un homme qui rejette l'OLP comme interlocuteur valable unique représentant (du peuple palestinien) et refuse l'évacuation des territoires occupés. » Le roi du Maroc, au terme d'un discours à son peuple de quarante-cinq minutes, a résumé ainsi, le mercredi 23 juillet, les entretiens entamés deux jours plus tôt avec M. Shimon Pérès, premier minist-

tre israélien. Toutefois le souverain chérifien a aussi déclaré : « Je n'ai pas accepté cette rencontre pour négocier ou décider quoi que ce soit. Dans mon esprit, il s'agissait d'un acte d'exploration. Je pense personnellement que c'est lâche de ne pas vouloir entendre un adversaire, un ennemi. »

Ce qui apparaît comme un constat d'échec peut cependant être tempéré par le fait que Rabat et Jérusalem se sont mis d'accord sur la publication, ce jeudi, d'un

communiqué commun selon lequel chaque partie s'engage à faire connaître les positions de son partenaire : aux chefs d'Etat arabes, pour le roi du Maroc, au gouvernement et à l'opinion israélienne, pour M. Pérès.

D'autre part, de très bonnes sources proches de la délégation israélienne indiquent que le double non de M. Shimon Pérès ne signifie pas que celui-ci ait rejeté en bloc toute approche nouvelle.

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 2.)

Max Frérot recherché par la police

La « confession » d'un militant d'Action directe

La police considère qu'il est impliqué dans les récents attentats d'Action directe et notamment le plus meurtrier contre la préfecture de police de Paris. A tort ou à raison, Maxime Frérot fait bien figure de nouvel « ennemi public numéro un ». Nous retraçons ci-dessous son parcours politique et clandestin.

LYON
de notre envoyé spécial

C'est une confession froide que rien ne permet de comparer à une autocritique ou, à l'inverse, à un plaidoyer. C'est le bilan de six années de terrorisme ininterrompu (1980-1986), écrit par un homme qu'aucune police ne soupçonnait alors d'être l'un des pivots de la branche nationale du groupe d'ultra-gauche Action directe. Le rapport de Maxime Frérot, trente

ans, rédigé d'une écriture fine, serrée mais parfaitement lisible, est un document d'une dizaine de feuillets - unique -, « exceptionnel », selon policiers et magistrats. Quelque chose comme « tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les coulisses du terrorisme sans oser le demander ».

Cela commence comme un auto-portrait : « J'ai participé à un mouvement prolétarien quand j'étais au lycée. » Cela continue, méticuleusement, sous la forme des bons et mauvais comptes du terrorisme. Des aveux spontanés - peut-on dire désarmants ? - qui accusent aujourd'hui Frérot. En fuite depuis le 28 mars, jour de l'arrestation d'André Olivier, chef de la branche nationale d'Action directe, Frérot est désormais soupçonné d'avoir tué le général Guy Delfosse lors d'un hold-up, à Lyon, en 1984 ; d'avoir

participé aux attentats des 6 et 9 juillet dernier, à Paris, contre les locaux de Thomson, de L'Air liquide et de la préfecture de police (un mort, trois blessés graves).

On le voit partout. Sa photographie, largement diffusée par la presse, suscite mépris et témoignages inexactes. Il sait que sa « cavale » est périlleuse ; il sait aussi qu'il peut compter sur quelques camarades et un réseau de caches soigneusement préparées « avant ». D'une certaine manière, cela fait presque quinze ans qu'il est engagé dans la mouvance politique qui l'a conduit à la clandestinité. Et, tout compte fait, la première phase de son « bilan » est une bonne introduction pour comprendre son parcours : « J'ai participé à un mouvement prolétarien quand j'étais au lycée. »

LAURENT GRELSAMER.
(Lire la suite page 7.)

CHRONIQUE
DES
ANNÉES

60

Les hebdomas
font peau neuve
PAGE 8

L'imprimeur de M. Nucci inculpé
M. Daniel Ronjat, imprimeur à Beaupaire, a été inculpé dans le cadre de l'enquête sur le Carrefour du développement.

PAGE 7

Les nouveaux PDG des nationalisées



PAGES 19 et 20

Nos ancêtres cannibales

Quatre mille ans avant Jésus-Christ, des cannibales ont vécu près de Salernes, dans le Var.

PAGE 7

Premier vaccin humain
produit par manipulation génétique
Le vaccin contre l'hépatite virale B a été commercialisé par les Américains.

PAGE 24

« Intolérance » à Avignon

Le célèbre film de Griffith massacré par la couleur et la musique.

PAGE 14

Le Monde
DES LIVRES

- Hemingway and Co : le Paris de la génération perdue.
- Villiers de l'Isle-Adam ou la fureur de l'idéal.
- Essai : force et faiblesse de l'Etat-Providence.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : réédition du « Grand Meaulnes », poèmes, lettres.

Pages 9 à 13

Le sommaire complet se trouve page 24

Les organisations humanitaires en Ethiopie

Témoins ou complices ?

L'Ethiopie aurait-elle épuisé les capacités d'indignation et de mobilisation de l'opinion publique internationale ? Lorsque, le 17 juin dernier, l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF) lance un nouveau cri d'alarme sur les « conditions effroyables » dans lesquelles se sont déroulés les transferts de plusieurs centaines de milliers d'Ethiopiens, et sur le détournement de l'aide internationale, personne ou presque ne s'émeut.

Le 11 juillet, d'Addis-Abeba, le professeur Jean Dorresse affirme que le programme gouvernemental de déplacement des populations est « historiquement et juridiquement fondé et mérite un large soutien international » et que les critiques à ce sujet ne sont que de la « propagande ». Personne ne réagit. Qui a raison, du docteur Rony Brauman, président de MSF, qui compare volontiers l'Ethiopie du président Mengistu au Cambodge de Pol Pot, ou de l'éminent spécialiste dont la position rejoint celle du gouvernement éthiopien ?

Entre les transferts de populations et les opérations de « villagisation » un amalgame est souvent opéré, de même qu'entre les principes qui guident cette politique

- dont on peut discuter - et ses conséquences immédiates - effectivement dramatiques - pour les populations concernées. Faut-il cesser d'aider l'Ethiopie au motif d'une corrélation entre les « déportations massives » et le flux de l'aide internationale ? Une chose est sûre : ni l'aide alimentaire ni le travail qu'effectuent, sur le terrain, les organisations humanitaires ne sont « neutres ». En Ethiopie, cette aide, tout en soulageant des populations affamées, conforte aussi le régime éthiopien, en lui donnant les moyens de poursuivre son projet politique. Certaines organisations humanitaires tombent parfois dans l'angélisme ou la naïveté, qui conduisent, au nom de l'« apolitisme », à légitimer une situation attentatoire aux droits de l'homme. De « témoin », le risque est grand de devenir, insidieusement, « complice ».

Parmi les organisations humanitaires, MSF a choisi de ne plus accepter de cautionner un « véritable carnage » qui aurait provoqué de cent mille à cent cinquante mille morts, et de le dénoncer, ce qui a provoqué son expulsion du pays. Mais presque toutes les

organisations - une quarantaine - qui restent présentes sur le terrain ont pris le parti de se taire, estimant que leur rôle - sur place - demeure irremplaçable. Tout, dit le docteur Jean-Manuel Piétri, secrétaire général d'Action internationale contre la faim (AICF), plutôt que le Cambodge et l'Afghanistan, pays qui se sont fermés à tout contact avec les Occidentaux.

La contribution de MSF à l'arrêt momentané des déplacements a été sans aucun doute importante, mais la rigueur lui aurait peut-être commandé de préciser que son chiffre n'est fondé que sur des estimations, des témoignages et d'alaïtoires projections mathématiques. Le docteur Rony Brauman veut bien le reconnaître. Reste que des milliers d'Ethiopiens auraient pu être sauvés si les opérations de déplacement de populations n'avaient pas été effectuées avec brutalité et sans aucune préparation. Reste aussi qu'une partie de l'aide internationale est détournée de son objectif, ce qui accroît le nombre des morts.

LAURENT ZECCHINI

(Lire la suite page 3.)

PRIX FÉMINA

Hector BIANCIOTTI



Sans la miséricorde du Christ

roman

GALLIMARD nrf

Etranger

Le conflit israélo-arabe après la rencontre d'Ifrane

Sans attendre la fin des entretiens d'Ifrane, l'OLP a demandé officiellement, le mercredi 23 juillet, à la Ligue arabe de Tunis la convocation d'urgence d'un sommet arabe pour « examiner les répercussions de la visite au Maroc du chef du gouvernement de l'ennemi [Israël] et les conséquences dangereuses qui en découlent ».

● A DAMAS, la presse syrienne a poursuivi ses violentes attaques contre la rencontre d'Ifrane. Le Front national progressiste, qui

regroupe les cinq partis partageant le pouvoir, a publié, à l'issue d'une réunion présidée par M. Hafez El Assad, un communiqué affirmant que l'initiative marocaine constitue « un tournant très dangereux dans le conflit à long terme que mène la nation arabe contre son ennemi israélien ». Ce texte condamne la « conspiration du souverain israélien visant à liquider la cause palestinienne ». Le Front front appelle les masses arabes à « contrecarrer ce complot, qui connaît

la même sorte que celui fomenté par l'ancien président égyptien Anwar Sadate ».

● A TRIPOLI, le gouvernement libyen a fait savoir dans un communiqué que « le comportement du roi Hassan II » était un « complot contre la nation arabe (...) et une insulte à l'égard du monde musulman », affirmant qu'elle constitue une « violation grave du traité historique d'Oujda qui contenait une clause relative à la libération de la Palestine et de Jérusalem ». Les comités popu-

laires ont exigé la réunion du « tribunal prévu par le traité d'Oujda pour juger celui qui violera ce traité ».

● A BEYROUTH, des manifestants agitant des banderoles ont qualifié Hassan II de « chah marocain » et brûlé les drapeaux américain et israélien devant les locaux de l'ambassade du Maroc. Les partis de gauche et musulmans ont lancé un mot d'ordre de grève à Beyrouth-Ouest vendredi prochain. — (AFP, Reuter.)

Le premier ministre israélien : il ne faut pas désespérer de la paix

JERUSALEM
de notre correspondant

« Le roi Hassan II et moi-même sommes convenus que notre dialogue se poursuivait ». En rentrant à Tel-Aviv à l'aube de ce jeudi 24 juillet, le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a formulé l'espoir que la rencontre d'Ifrane aurait des suites. Dans la conférence de presse tenue à sa descente d'avion, il a tiré les premiers enseignements de son voyage marocain.

« Je me sens très encouragé par cette rencontre », déclarait M. Pérès, nous sommes tombés d'accord avec le roi qu'il ne s'agissait ni d'une négociation ni de pourparlers. C'était un dialogue direct, ouvert et franc. Nos positions de départ étaient très éloignées et fermes. Elles le demeurent, du moins dans leur formulation. Pourtant, je pense que le roi et moi-même avons trouvé, sur un plan pratique, un certain dénominateur commun. Nous avons pu nous rencontrer en tête à tête. Nous avons essayé non seulement de cerner les problèmes mais aussi d'explorer les possibilités de règlement ».

« J'ai eu l'occasion, a poursuivi M. Pérès, d'expliquer dans le détail la véritable position du gouvernement israélien. Le roi a parlé en son nom propre mais aussi au nom de ce qu'il pensait être le consensus arabe. Connaître précisément le point de vue de la Ligue arabe et d'un dirigeant qui ne recherchait rien pour le compte de son propre pays m'a beaucoup apporté. Le roi et moi-même savons maintenant exactement de quoi nous parlons. J'ai proposé des négociations directes, sans condition préalable. Bien sûr, je ne m'attendais pas à ce que nous réglions tous les problèmes en deux jours, mais notre rencontre prouve qu'il ne faut pas désespérer de la paix ». M. Pérès s'est également dit au passage impressionné par les progrès réalisés par le Maroc.

Trois motifs de satisfaction

Dans l'avis militaire qui le ramène vers Israël, le premier ministre avait adressé un télégramme au souverain marocain, où il rend hommage au « courage » de son hôte, le

remercier pour « son accueil amical » et « exprime l'espoir que le dialogue engagé à Ifrane continuera comme convenu ». Le communiqué conjoint israélo-marocain a été publié jeudi à midi heure de Jérusalem (11 h à Paris) par la présidence du conseil.

A l'heure du premier bilan de ce rendez-vous historique, Israël retient trois principaux motifs de satisfaction. Le premier, patent depuis l'annonce de la rencontre, tient évidemment à son formidable impact psychologique. Le deuxième résulte des répercussions de la rencontre d'Ifrane dans le monde arabe. A l'évidence, le rendez-vous Hassan-Pérès n'a pas fini d'y provoquer des vagues. Israël constate que l'événement a un effet, à ses yeux favorable, il irrite et affaiblit le camp du refus arabe et palestinien, hostile à toute forme de dialogue avec l'Etat hébreu.

Troisième raison de contentement : l'attitude de l'Égypte. Jérusalem a apprécié à sa juste valeur la réaction prompte et favorable du président Mubarak aux entretiens d'Ifrane. Les Israéliens espèrent que le roi imitera rapidement le roi Hassan et acceptera enfin de rencontrer M. Pérès. Le journal Haaretz évoque à ce sujet la possibilité d'un « sommet » dès le mois prochain à Assouan ou Alexandrie. Cela supposerait évidemment qu'Israéliens et Égyptiens se soient au préalable entendus sur la formule d'arbitrage international à laquelle ils souhaitent soumettre la querelle frontalière de Tabá. Quelques jours avant l'arrivée au Proche-Orient du vice-président George Bush, on compte ici sur l'influence des États-Unis pour inciter le président Mubarak à hâter sa rencontre avec M. Pérès.

Toutes ces raisons d'espérer n'empêchent pas, bien entendu, les Israéliens de constater lucidement que les divergences de fond sur la manière de relancer la négociation de paix au Proche-Orient sont intactes. Qu'il s'agisse de la participation de l'OLP à d'éventuels pourparlers ou de l'organisation d'une conférence internationale. A Ifrane, M. Pérès a défendu la position du gouvernement d'union nationale. Il a mis l'accent sur la nécessité de négociations directes, exigence qui a le soutien du Likoud. Il a pris soin de ne pas aller au-delà de cette position commune aux deux camps israéliens. Voilà pourquoi la droite ne peut rien aujourd'hui lui reprocher. A en juger par ses premières réactions, le Likoud, après Ifrane, ne nourrit pour l'instant aucune appréhension excessive.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Hassan II et M. Pérès sont restés sur leurs positions

(Suite de la première page.)

Le premier ministre, dit-on, s'est notamment engagé à examiner à son retour la possibilité d'une rencontre avec une délégation de « représentants authentiques » du peuple palestinien, pour entamer de véritables pourparlers afin de trouver une solution satisfaisante à la fois les aspirations du peuple palestinien et la sécurité d'Israël. M. Pérès a, d'autre part, promis au roi, dit-on de mêmes sources, qu'Israël n'étendra pas sa souveraineté sur la Cisjordanie et Gaza jusqu'à la reprise du processus de paix et pendant toutes les négociations. La question de la souveraineté sera décidée, aurait-il indiqué, par négociation. Le premier ministre israélien a, d'autre part, affirmé qu'une négociation avec des représentants des pays arabes et du peuple palestinien aspirant à la paix et rejetant la violence et le terrorisme pourrait se tenir dans un cadre international que les parties concernées définiraient.

Il reste bien sûr à évaluer jusqu'où pourra aller M. Pérès, compte tenu de ses impératifs de politique intérieure. Le roi l'a redit dans son discours, il estime que le chef du parti travailliste constitue une meilleure chance pour la paix que M. Shamir. La parole est aujourd'hui à la partie israélienne et le monde en est témoin, estime-t-on côté marocain. Les officiels insistent d'ailleurs ici sur l'aspect exploratoire de la rencontre destinée à exposer et expliquer le plan de Fès (voir ci-dessous) et à rappeler aux Israéliens le droit « imprescriptible et inaliénable » du peuple palestinien à l'autodétermination sous la conduite de l'OLP.

Rien n'interdit des contacts

C'est toute la genèse de ce nouveau défi qu'il vient de lancer que le roi du Maroc a expliquée à son peuple. En s'adressant d'abord aux Marocains, dont le consensus lui est acquis, il a clairement montré le caractère volontariste d'une décision dont il a revendiqué à plusieurs reprises la responsabilité exclusive. Le souverain a affirmé qu'il n'avait prévenu aucun chef d'Etat arabe ou africain de son initiative. Il a aussi indiqué que c'était la raison pour laquelle il avait refusé la proposition de

M. Pérès de le rencontrer aux États-Unis à l'occasion du voyage qu'il devait y faire, comme la suggestion du président Reagan de procéder de cette façon.

Mais ce discours très didactique, précis, non sans ironie mordante parfois s'adressait aussi aux États arabes et à l'opinion internationale prise ainsi à témoin des efforts du souverain pour débiter une situation que le roi a qualifiée de « tragédie ». En expliquant ses démarches, Hassan II a tenu à souligner qu'il n'était pas sorti du consensus arabe, puisque la base de discussion fixée par lui-même avait été celle du plan de Fès. Or a dit le souverain « rien ne permet soutenir que les résolutions de Fès interdisent des contacts avec Israël établis dans le cadre du plan. J'ai rencontré M. Shimon Pérès parce qu'aucune décision de la Ligue des États arabes depuis qu'elle existe n'a interdit à un responsable arabe de rencontrer un responsable israélien. » « C'est très important », a ajouté le roi.

« Arabes, assez d'intoxication ! »

Le rappel solennel de la décision du sommet de Rabat, en 1974, de consacrer l'OLP comme unique représentant du peuple palestinien n'était pas dans la bouche du roi simple rhétorique. Celui-ci a, d'ailleurs, souligné tout ce que les Palestiniens avaient gagné à avoir leur propre direction.

Rappelant, dans le même temps, la responsabilité des États arabes dans la poursuite du drame palestinien, le souverain a dénoncé les dissensions qui détournent « du problème essentiel » en ces termes : « Arabes, assez d'intoxication ! Parmi vous, il en est qui ont trahi. Ils ont trahi la cause sacrée en prenant les armes contre un ennemi arabe pour défendre des non-Arabes. Allusion claire au soutien de Damas à Téhéran dans sa guerre contre l'Irak, alors que la Syrie vient de rompre toutes relations avec Rabat.

Le roi a affirmé que, président en exercice de la Ligue arabe, il était de ce fait habilité, à défaut de mandat, pour entamer des discussions avec M. Pérès. Il a indi-

qué qu'il comptait adresser « un message à chacun des souverains et présidents arabes pour leur expliquer les raisons qui nous ont poussé à recevoir Shimon Pérès et leur rendre compte de sa double réponse négative ». Les émissaires déjà envoyés dans diverses capitales y reprennent peut-être l'allusion faite dans le discours à la tenue d'une réunion qui pourrait débiter des résultats de cette rencontre.

A la fin de son exposé, le roi a tenu à prévenir les comparaisons entre son initiative et le voyage de Sadate à Jérusalem en 1977 en disant : « Il avait conclu un accord en récupérant un territoire. (...) Il ne s'agit pas, pour moi, d'un territoire à libérer. S'il en était ainsi, je n'aurais pas attendu jusqu'à maintenant pour le faire. (...) Je n'accepte pas que les gens du Machrek viennent me donner des leçons de patriotisme ». Réaliste comme à son habitude, Hassan II a aussi rappelé les propositions du sommet de Casablanca, en 1965, où il avait suggéré soit de combattre Israël avant qu'il ne soit trop tard, soit de s'entendre avec lui. « Ma conscience est tranquille », a conclu le souverain, qui a terminé sur une citation du Coran : « Agissez, Dieu, ses apôtres et les croyants feront vos œuvres ».

Ces quarante-huit heures d'entretiens ont, à l'évidence, été très serrées, et mardi, semble-t-il, on a frôlé la rupture. Au mois de novembre, le roi, révélant qu'il était prêt à recevoir M. Pérès, avait bien précisé : « Si celui-ci a des propositions concrètes ». Or on voit mal ce qu'a apporté le premier ministre israélien en échange d'une venue à Rabat, dont il semble être le principal bénéficiaire.

Le geste du roi Hassan II n'en apparaît, dans ces conditions, que plus méritoire. Sans aucun doute, au visible contentement israélien ne répond aujourd'hui qu'une très prudente satisfaction marocaine. En ne cédant rien sur les principes, le roi du Maroc a montré que l'on pouvait parler aux Israéliens en espérant sans doute qu'ils sauraient à leur tour faire les gestes qui s'imposent. Reste à savoir si cette démarche sera soutenue dans le monde arabe, et si Israël saura y répondre.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Le communiqué commun :

Un caractère purement exploratoire

A l'issue des entretiens d'Ifrane, le roi Hassan II et M. Shimon Pérès ont publié un communiqué commun dont voici le texte : « Sa Majesté le roi Hassan II a reçu en son palais d'Ifrane, les 22 et 23 juillet 1986, M. Shimon Pérès, premier ministre israélien. Au cours des entretiens marqués de franchise et consacrés essentiellement à l'étude du plan de Fès, le souverain marocain et le premier ministre israélien ont procédé à un examen approfondi de la situation au Moyen-Orient et des conditions de forme et de fond susceptibles de contribuer efficacement à l'instauration de la paix dans cette région.

« Sa Majesté le roi Hassan II a exposé et expliqué le bien-fondé de chacun des éléments du plan de Fès, qui a le double mérite, d'une part, de constituer le seul

document, à son avis, objectivement valable en ce qu'il est susceptible d'être le fondement d'une paix juste et durable et, d'autre part, de faire objet, à l'exclusion de tout autre plan ou projet de paix, d'un consensus arabe.

« M. Shimon Pérès, a de son côté, exposé ses observations sur ce plan de Fès et avancé des propositions quant aux conditions qu'il estime nécessaires à l'instauration de la paix.

« La rencontre n'ayant revêtu qu'un caractère purement exploratoire et n'ayant à aucun moment visé à entamer des négociations, Sa Majesté Hassan II et le premier ministre Shimon Pérès ont formé, le premier, les responsables arabes, le second, son gouvernement, des points de vue développés au cours des entretiens. »



Plus vite, moins cher !

ça c'est NEUBAUER

SOLDES EXCEPTIONNELS
sur quelques modèles 1986
neufs ou d'exposition

- 4 309 GT (bleu Minq, gris Futura, gris Winchester)
- 2 309 GR (gris métal et bleu Minq)

Ne commandez pas votre nouvelle voiture sans nous avoir téléphoné !

PEUGEOT NEUBAUER

4, rue de Châteaudun - 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
227, bd. Anatole-France ☎ 93.200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

M. Ibrahim Souss : il n'y a pas de « froid » entre la France et l'OLP

M. Ibrahim Souss, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à Paris, a été reçu, le mercredi 23 juillet, par le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et a affirmé à l'issue de cet entretien qu'il n'y avait pas de « froid » entre la France et l'OLP.

Il a qualifié de « malentendu sur le calendrier » le fait que M. Raimond n'ait pu s'entretenir, lors de sa visite à Tunis la semaine dernière, avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, dont l'emploi du temps, selon lui, n'a pas permis cette rencontre.

« J'ai apprécié, et considéré comme un geste significatif, a-t-il déclaré à sa sortie du Quai d'Orsay, le fait que le ministre ait souhaité me recevoir très vite après son

retour de Tunis. J'ai apprécié également le fait d'avoir été pour la première fois invité par le président François Mitterrand à la réception du 14 juillet à l'Élysée, et d'avoir été invité par le premier ministre Jacques Chirac à participer au dîner qu'il a offert aux ambassadeurs arabes accrédités à Paris. »

M. Souss a indiqué, d'autre part, qu'il avait fait avec le chef de la diplomatie française un tour d'horizon de la situation au Proche-Orient et qu'il lui avait fait part de la condamnation par l'OLP de la visite de M. Shimon Pérès au Maroc. La position du comité central du Fath (principale composante de l'OLP) a été exprimée dans un communiqué publié mardi soir à Tunis (Le Monde du 24 juillet 1986).

Le Monde
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986

Renseignements publicité :
45-55-91-82, poste 4196

مكتبة الامن والاصل

Afrique

ETHIOPIE : le rôle des organisations humanitaires

Témoins ou complices ?

(Suite de la première page.)

En outre, il faut tenir compte de la désinformation systématique pratiquée par les autorités d'Addis-Abeba sur les conséquences de cette politique, ainsi que sur celle d'un puissant groupe de pression diplomatique — notamment « onusien » — qui, dans la capitale éthiopienne, choisit, en toute connaissance de cause, de taire les excès du régime.

Des motifs stratégiques ?

Cette politique de « bascule » consistant à déplacer les populations des régions Nord (Wollo, Tigré, Erythrée), très peuplées, vers les régions Sud-Ouest (Kaffa, Wollega, Illubabor), où la densité est en général plus faible, a été pratiquée sur une grande échelle par les militaires éthiopiens. Avec l'aide d'experts américains, l'empereur Haïlé Sélassié s'y était essayé, avec un succès limité, et, comme le disent les autorités d'Addis-Abeba, ainsi que de nombreux sociologues, agronomes et géographes, les surfaces cultivables extrêmement parcelisées du Nord sont épuisées par un travail agricole intensif, alors que certaines régions du Sud sont désertées et réputées fertiles.

Mais, s'il est vrai que certaines zones du Wollo et du Tigré connaissent des densités de population de 50 à 100 habitants au kilomètre carré, il apparaît aussi que des dizaines de familles déplacées vivaient dans des zones agricoles économiquement viables. Restent aussi les motivations d'ordre stratégique, selon lesquelles le régime éthiopien veut créer une sorte de no man's land dans les régions situées au nord d'Addis-Abeba, afin d'isoler le Front pour la libération du Tigré (FPLT) et le Front pour la libération de l'Erythrée (FLE) des populations locales, qu'ils sont susceptibles de « contaminer ».

Dans la revue *Esprit* du mois de juin, Georges Lecomte note cependant : « Sur les quelque 525 000 personnes déplacées entre novembre 1984 et août 1985, 310 000 venaient du Wollo (8,5 % de la population de cette province), 86 000 du Tigré (3,5 % de la population provinciale), 105 000 du Shoa (1,3 %), 16 000 du Godjam (0,4 %) et 6 400 du Gondar (0,2 %). Ces proportions extrêmement faibles,

ajoute-t-il, suffisent à montrer qu'une éventuelle stratégie d'isolement de la guérilla aurait été bien mal servie par d'aussi modestes ponctions. »

D'autres témoignages, plus nombreux, affirment pourtant le contraire, notamment celui du docteur Rouyard, de Médecins du monde, qui était en Ethiopie jusqu'à la fin de l'année 1985. Dans le « triangle Afar », à 200 kilomètres au nord d'Addis-Abeba, raconte-t-il, « les gens n'avaient pas le droit de cultiver leurs plantations de coton. Les autorités ont fait en sorte qu'ils ne s'installent pas. Les routes de transhumance des éleveurs afars étaient systématiquement coupées. C'était une volonté délibérée, sinon d'affamer les populations, du moins d'empêcher tout développement économique de ces régions. »

Chacun, en revanche, s'accorde à souligner l'importance des facteurs ethniques et religieux. Les Amharas chrétiens des hauts plateaux, qui constituent l'élite politico-militaire du régime, outre qu'ils ont toujours fait preuve d'un certain mépris pour les paysans, éprouvent une solide et historique inimitié envers les Tigriens du Nord ou les Oromes au Gallas du sud. Pour l'essentiel cependant, les transferts de populations, comme la « villagisation », visent à brasser toute la population pour mieux faire émerger une collectivité « nationale ».

Regroupements forcés

On entend aussi, par le quadrillage politique et militaire du pays, éduquer les masses, les nouveaux villages devant être le creuset de l'« homme nouveau » de la « révolution » éthiopienne.

Cette opération, qui doit s'appliquer aux quelque trente millions de ruraux, consiste à regrouper les habitants d'une même région dans des villages uniformes et « coopératifs ». Sous la houlette du parti, le PTE (Parti des travailleurs éthiopiens), il s'agit de faire passer la part de la production collective de 14 % à 56 % en dix ans. Des milliers de paysans ont préféré fuir en Somalie, où ils grossissent les trente-sept camps de réfugiés qui existent dans ce pays. Ainsi, à Togwachale, à la frontière éthiopienne, rapporte l'envoyé spécial de l'AFF, Michael Anders,

50 000 personnes sont regroupées dans des installations prévues pour accueillir 2 500 réfugiés.

La plupart d'entre eux affirment avoir fui à la fois le regroupement en villages, l'abolition de la propriété privée et les persécutions religieuses. Sur cette question, les témoignages convergent, illustrant la brutalité de l'armée et des cadres du parti, l'absence de lieux de culte dans les zones de regroupement (réinstallation). Au Harrarghe, quelque 900 000 personnes ont déjà été « villagisées ».

Des révoltes matées

Parfois, pourtant, la population se révolte. Du 5 au 10 mai dernier, à l'est de Gondar et du Godjam, des jacqueries ont éclaté, les paysans hostiles à la « villagisation » massacrant les présidents d'associations locales qui transmettaient les ordres de regroupement. Bien que cette révolte ait été sévèrement matée par l'armée, appuyée par des bombardements aériens, des groupes de maquisards se sont constitués dans la région. Soigneusement tenues secrètes par les autorités éthiopiennes, ces violences ont été

En dépit de silences tantôt gênés, tantôt scandaleux, il est établi que les opérations meurtrières de déplacement forcé de populations sont facilitées par l'aide internationale. Mais peut-on cesser d'aider l'Ethiopie ?

connues grâce aux centres d'écoute occidentaux qui sont situés dans la corne de l'Afrique et qui permettent d'intercepter les communications de l'armée éthiopienne.

Cet exemple, parmi d'autres, montre que la « villagisation » de populations, ne se sont pas, globalement, effectués « avec l'accord des populations », comme nous l'a réaffirmé le ministre éthiopien de la justice, M. Ammanuel Mikael, qui était récemment à Paris. A Makale, localité située sur l'axe est de la route Addis-Abeba, les transferts, rapporte le docteur Piétri, « s'effectuaient à la fois par la persuasion et la force. Des gens du parti venaient faire des séances de « conscientisation » avec un grand écran vidéo montrant « les riantes plaines du sud », et disaient aux gens « Voilà où vous allez arriver ». Si certains villageois étaient « volontaires », de nombreux récalcitrants, en revanche, ont été tués sur place par l'armée.

Mais les principales causes de mortalité semblent avoir été les conditions dans lesquelles les transferts se sont effectués. Bien qu'ayant utilisé à cette fin les camions fournis par l'aide internationale pour les secours aux victimes de la famine, le régime éthiopien n'avait pas les moyens logistiques d'une opération d'une telle envergure. Plusieurs centaines de personnes sont mortes au cours du voyage, soit dans les routes non pressurisées des avions cargos soviétiques Antonov (pilotes par des Soviétiques), soit en raison des conditions épuisantes du trajet par la route, entassés dans des benne de camion, avec peu ou pas du tout de nourriture.

Soudan

Les rebelles du Sud encerclent Juba

Les forces gouvernementales soudanaises ont lancé, le mercredi 25 juillet, une contre-attaque pour déloger les rebelles de l'armée populaire de libération du Soudan (APLS) de la colline de Lado qui domine l'aéroport de Juba, capitale du sud du pays. Selon les diplomates de Nairobi, qui ont contacté Juba mardi, l'aéroport n'est pas tombé aux mains de l'APLS, comme l'a affirmé un des responsables du mouvement à Addis-Abeba.

Toujours selon ces diplomates, les rebelles peuvent mener des coups de main aux abords de la ville, dont la prise paraît exclue en raison de la présence d'importantes forces militaires. Devant les risques que poserait un assaut frontal, il semble que les maquisards aient choisi de couper Juba du reste du monde dans l'espoir que la faim vienne à bout de

Le cauchemar de ces exilés — dont les familles ont souvent été séparées — n'a pas pris fin à leur arrivée dans le Sud. Les terres du Sud, dont l'altitude s'échelonne entre 600 et 1 500 mètres, sont souvent des zones marécageuses et insalubres et les habitants des hauts plateaux du Nord, dont l'organisme n'est pas habitué à ces conditions climatiques, ont été décimés par la maladie (malaria, tripanosomiase, etc.). Les infrastructures d'accueil étaient en outre, souvent inexistantes et les transplantés se sont heurtés à l'hostilité des populations locales.

Tout cela est connu des organisations humanitaires qui travaillent en Ethiopie. Beaucoup se refusent, pour cette raison, à étendre leur action aux régions du Sud. « C'est un choix difficile, reconnaît le docteur Piétri. Ne pas intervenir, c'est laisser mourir des milliers de gens. Intervenir, c'est favoriser ou conforter les moyens expéditifs d'un gouvernement qui refuse d'envisager une politique de transferts progressifs. »

Le débat sur ce point rejoint celui du rôle et de la responsabilité des organisations humanitaires. Les centres de distribution

d'aide dans le nord du pays sont devenus, pour les autorités éthiopiennes, de véritables centres de transit d'où il est facile d'embarquer les « candidats » au départ. « L'aide internationale était utilisée comme une espèce d'appât », assure le docteur Brauman.

Les détournements de l'aide

Le rôle joué à cet égard par le Relief and Rehabilitation Commission (RRC) est loin d'être clair. De l'avis unanime des organisations qui opèrent en Ethiopie, les détournements de l'aide alimentaire n'ont pu être effectués que sur les stocks provenant des aides bilatérales et multilatérales, qui échappaient au contrôle des ONG (organisations non gouvernementales). « Qui peut dire avec exactitude où est allée l'aide de la France ? », dit-on au Quai d'Orsay.

Plusieurs responsables d'ONG affirment avoir vu des stocks très importants d'aide alimentaire enfermés dans des hangars, notamment à Nazaret, Kembolcha, dans la zone de Débra et à Asmara, et non distribués. Certains avancent la thèse selon laquelle ces stocks sont destinés à nourrir l'armée pour de futures opérations militaires en Erythrée et au Tigré.

Pourtant, de nombreux cadres de la RRC ont tenté de faire face à leurs responsabilités humanitaires, ce qui leur a valu la méfiance, puis l'hostilité des autorités. Lorsqu'on se rappelle les réactions indignées du gouvernement éthiopien et des dirigeants de la RRC à la suite des articles du *Monde* évoquant le détournement de l'aide internationale, on sait que depuis lors les deux



principaux responsables des opérations de lutte contre la famine, MM. Dawit Wolde Giorgis et Berhane Dereassa, se sont réfugiés aux Etats-Unis, l'un parce qu'il condamnait les « ingérences croissantes des idéologues du parti » dans la conduite des opérations de secours, l'autre parce qu'il ne pouvait plus « accomplir [ses] devoirs de manière acceptable pour [sa] conscience ». Comment ne pas mettre en doute les démentis d'Addis-Abeba, ou les affirmations de M. Amde Mikael, pour qui les accusations de MSF ne sont qu'une « campagne exploitée par les adversaires de l'Ethiopie » ?

Menaces contre Paris

Six cent mille personnes ont déjà été déplacées en Ethiopie, et plus de deux millions et demi ont été « villagisées ». Les transferts, qui se sont arrêtés au cours de l'été 1985, vont reprendre dès que de « nouvelles zones d'accueil auront été préparées », comme l'affirme M. Amde Mikael. L'objectif reste de réinstaller un million et demi de personnes. « C'est urgent, ajoute-t-il, il s'agit de sauver la vie des gens. »

La France, pour sa part, continue d'exprimer « des interrogations et des inquiétudes » sur les transferts et « s'abstient de soutenir des projets dans les zones de réinstallation ».

Attitude prudente, mais que démentent les propos très criti-

ques du secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, M. Claude Malhuret. Les responsables du régime éthiopien ont officiellement fait savoir qu'ils n'hésiteront pas à expulser la moitié des diplomates français en poste à Addis-Abeba si de pareilles dénonciations se poursuivent.

Que faire ? M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, invité, le dimanche 13 juillet du « Club de la presse » de Radio-France internationale, s'est montré circonspect : « Nous sommes conduits à penser que cette aide ne doit être poursuivie que dans la mesure où on est certain de sa destination. Or il y a des doutes à ce sujet. C'est un problème que le gouvernement éthiopien, avec nous, peut examiner, en apportant la preuve que nos craintes ne sont pas fondées. » S'agissant des ONG, « il faudrait, dit le docteur Rouyard, une plateforme commune, de façon que nous puissions imposer un certain nombre de règles déontologiques au gouvernement éthiopien ».

Cette année, l'Ethiopie disposera d'environ 1,2 million de tonnes d'aide alimentaire, compte tenu que plus de 300 000 tonnes n'ont pas été distribuées en 1985. Or, se basant notamment sur les résultats satisfaisants des dernières pluies, les experts estiment que 800 000 tonnes seulement auraient été suffisantes en 1986. On sait déjà qu'à la fin de l'année 400 000 tonnes n'auront pas été utilisées. Qui en profitera ? Mais peut-on cesser d'aider l'Ethiopie ?

LAURENT ZECCHINI.

TOGO : l'opposition au président Eyadéma

L'heure du laitier

Depuis longtemps, notamment à la suite des attentats à la bombe qui se sont produits à Lomé, en août dernier, le président togolais, le général Gnassingbé Eyadéma, se plaint auprès des autorités françaises des agissements des opposants à son régime réfugiés à Paris, et membres du Mouvement togolais pour la démocratie (MTD). Comme la plupart des chefs d'Etat africains, le président Eyadéma ne peut pas admettre que la France « amie » laisse s'exprimer sur son sol ses ennemis.

Déjà, en décembre dernier, le président togolais nous avait indiqué que des tracts « subversifs » venaient de France, dans des paquets d'Ormo (le Monde du 7 décembre). Paris avait, semble-t-il, compris le message : le 14 janvier dernier, un arrêté d'expulsion était pris à l'encontre de M. Poulin Lissou, l'un des principaux responsables du MTD. Son éloignement, était-il indiqué, « constitue une nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat », l'intéressé poursuivant en France « des luttes partisans échangées contre des adversaires politiques togolais dans des conditions qui sont susceptibles de porter gravement atteinte à l'ordre public ». L'arrêté précisait que l'expulsion de M. Lissou — qui ne lui a été signifiée que le 24 avril — était un « cas d'urgence absolue ». Le 27 janvier, un arrêté d'assignation à résidence en Seine-Saint-Denis (où il vit) était prononcé contre lui.

Et puis, rien jusqu'au mardi 22 juillet, lendemain du jour où M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, arrivait à Lomé, pour une première visite officielle de deux jours et où, cinq jours plus tôt, M. Jean-Christophe Mitterrand, adjoint au conseiller du président de la République

pour les affaires africaines, l'y avait précédé.

Ce mardi, un peu avant 6 heures du matin, une dizaine de policiers se sont rendus au domicile de M. Lissou, dans le but de procéder sans délai à son expulsion du territoire français. Enfermé dans son appartement, celui-ci a immédiatement téléphoné au MRAP et à la Ligue des droits de l'homme, dont six représentants se sont précipités sur les lieux. Pendant ce temps, les policiers s'écroulaient sur la serrure. Au bout de deux heures d'essais infructueux, soumis aux protestations des voisins et des militants des droits de l'homme, ils ont quitté les lieux. L'avocat de M. Lissou craint que celui-ci ne reçoive une nouvelle visite matinale dans les prochains jours...

A Lomé, le procès de plusieurs opposants présumés s'est ouvert le 16 juillet, en présence de leurs avocats, puis a été renvoyé presque immédiatement, la juge demandant un « supplément d'information ». Les accusés, M. et Mme Au Randolph et le professeur Yema Gu-Konu, sont emprisonnés depuis septembre 1985. Au cours du procès, M. Randolph a affirmé qu'il avait été torturé. D'autre part, depuis août 1985, MM. Biyoh Mensah, Grant Kavou, Amétépé Kokou et Lawson Laté sont également emprisonnés sans jugement. En juin dernier, l'organisation humanitaire avait confirmé les conclusions de son rapport sur l'emprisonnement politique au Togo (qui décrivait notamment la torture systématique des prisonniers), rapport que le ministère togolais de la justice avait qualifié de « tissu de mensonges ».

L. Z.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (01) 45-23-06-81
Tél. : (01) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :

Daniel Verne.

Correspondant en chef :

Claude Sals.

Imprimerie

de « Le Monde »,

7, rue des Italiens

PARIS-09

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ;

Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 316 F CFA ; Danemark, 8 kr. ;

Espagne, 130 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye,

0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie,

336 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$;

Yugoslavie, 110 nd.

Europe

GRANDE-BRETAGNE : le mariage d'Andrew et de Sarah

Sous l'emprise de la monarchie populaire

Les membres de la famille royale sont devenus des monstres sacrés de la télévision, pour laquelle le spectacle était organisé.

LONDRES
De notre correspondant

Mercredi 23 juillet, 16 heures : brouhaha dans la cour intérieure du palais de Buckingham, pluie de confettis. La reine, qui, le matin, avait l'air assez pincé, rit maintenant aux éclats. Comme, à l'évidence, il paraît y avoir annulation pour le crime de lèse-majesté, disons-le tout net, elle se tord. A l'écart, la princesse de Galles fait de grands gestes. Mutine, elle semble mijoter une nouvelle blague avec sa bonne amie Sarah, désormais duchesse d'York. Perdu au milieu de la joyeuse compagnie de serviteurs du palais, le prince de Galles hisse son fils sur ses épaules. C'est tout juste s'il ne lui fait pas un de ces péripécies en carton qu'utilise la foule qui se presse au dehors.

Le landau royal qui emmène les jeunes mariés vers leur lune de miel est transformé en char de carnaval. Un énorme nuage d'or a pris place sur le siège avant et, à l'arrière de l'attelage, avec cette légende « Phone home ! » (« N'oubliez pas de téléphoner ! »), on a installé une fausse antenne de télécommunications par satellite. Allusion à une publicité pour British Telecom, mais aussi un symbole de l'évolution de la fonction de la famille royale. Ça frise presque l'indépendance des rois de Monrovia et de la duchesse d'Alençon.

Les Windsor n'en font-ils pas un peu trop, dans le populaire ? Princes et princesses autour du monarque s'amusent follement, comme le bon peuple. Quelle ambiance, quel contraste avec la pompe et l'apparat de la cérémonie et du cortège auxquels on a assisté quelques heures auparavant. Mais, dans un cas comme dans l'autre, un même succès. Comme à la fin de certains grands spectacles, les artistes reviennent devant le public pour une farandole débridée et font des pirouettes. Ça fait aussi partie du show et de la mise en scène. Décidément, les Windsor sont devenus des stars accomplies, bien de leur siècle,

ils possèdent à fond leur sujet — leurs sujets.

Ces dernières images révélatrices le confirment, mais les spectateurs massés devant le palais les auront peu vues, sauf ceux, avisés, qui se sont munis d'un mini téléviseur portable.

Une fête par et pour la télévision

Ce regard faussement indiscret était réservé à la toute-puissante télévision dont les caméras étaient partout. Aujourd'hui, une telle fête royale est faite par et pour la télévision. Quatre cents millions de téléspectateurs à travers le monde, dans quarante-deux pays. Il n'y a guère qu'une première spatiale, les Jeux olympiques, ou la Coupe du monde de football pour rivaliser.

En Grande-Bretagne, le « direct » a commencé dès 6 h 15 du matin et ne s'est achevé que dans l'après-midi. Les reporters de la BBC, tous mobilisés pour l'occasion, étaient postés à tous les endroits stratégiques du parcours. Interviews des écumeurs, de l'un de ces « fans » qui, depuis trois jours et trois nuits, campent devant l'abbaye pour avoir la meilleure place. « Marvellous », « beautiful », « lovely », « exciting »... délicieuses banalités de circonstance distillées également par les habitants du village familial de Sarah, les professeurs d'Andrew dans son collège écossais, où l'on souligne qu'il se distinguait par ses talents en poterie. Biographie détaillée de la mariée, sa première dent, etc. Son passage dans une école de secrétariat où l'on apprend incidemment qu'elle était « dernière ex aequo », glissons... Direct aussi avec l'équipage de la frégate « Brazen » sur laquelle a servi Andrew. Direct avec les Malouines (en pleine nuit et en plein hiver) car le nouveau duc d'York y a fait la guerre.

Pauvre Victoria !

A chaque fois, même refrain : « Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. On interroge même la première petite amie du prince dragueur, une ravissante Canadienne. Que voulez-vous qu'elle dise, si ce n'est qu'il est « charming » ? Tout cela pour préparer le public à la prestation magis-

trale de ces monstres sacrés que sont désormais les membres de la famille royale.

Une fois de plus, la reine Victoria, dont les caméras escaladaient la statue devant Buckingham Palace, a dû se retourner dans sa tombe. A son époque, la monarchie était impopulaire, la cour vivait retranchée. Heureusement que la télévision n'était pas là pour montrer le mariage de George IV, son prédécesseur ; il était ivre. Victoria a épousé Albert dans la plus stricte intimité et l'indifférence générale. C'est Disraeli qui, le premier, a compris le rôle que pouvait et devait jouer la royauté, alors même qu'elle perdait ses derniers pouvoirs de gouvernement. Il a fait sortir Victoria de son asile et l'a proclamé impératrice des Indes, et il a organisé les premières grandes festivités royales de l'ère moderne. Moins d'un siècle plus tard, sur les conseils judicieux du duc d'Edimbourg, Elisabeth II accélérera cette évolution, reconnue par tous les « buckinghamologues ». Pour son couronnement, la reine actuelle autorisera le premier direct télévisé depuis l'abbaye de Westminster. L'avènement du satellite a fait le reste.

On ne saurait s'étonner d'avoir participé, le 23 juillet, à cette majestueuse fête « pop ». Dans la nef de Westminster, il y a de moins en moins de têtes couronnées étrangères parmi les invités ; en revanche, on note la présence de nombreux acteurs, dont Michael Caine, aux premiers rangs, d'un ancien champion de formule 1, Jackie Stewart, et même de Billy Connolly, comique vedette dont l'humour extrêmement bête et méchant s'exerce souvent au détriment apparent de la famille royale. Imaginez feu Coluche en queue-de-pie côtoyant Margaret Thatcher et Nancy Reagan... Showbiz et royauté se doivent de faire bon ménage. Maintenant que la famille royale britannique n'a plus de rivalité que celle des Grimaldi de Monaco, elle s'attache à régner sans partage par et pour la télévision, et le monde entier subit volontiers cette sorte de système « totalitaire du troisième type » : comme l'on parle d'un régime de démocratie populaire, il faut bien désigner la « monarchie populaire » par son nom.

FRANCIS CORNU.

URSS

Purge et remue-ménage dans les écoles diplomatiques de Moscou

Moscou (AFP). — Les deux principales écoles qui forment les cadres de la diplomatie soviétique n'échappent pas aux turbulences de l'ère « post-Gromyko » et sont à leur tour touchées par « l'examen critique » en cours à Moscou sur le fonctionnement du ministère des affaires étrangères. M. Nikolai Lebedev, recteur depuis douze ans de l'Institut de l'Etat pour les relations internationales, a été destitué et relevé de son mandat de député, a annoncé le mercredi 23 juillet la Prada de Moscou.

Quant à l'Académie diplomatique, qui dépend directement du ministère, elle se trouve aujourd'hui dans une « situation complexe », a déclaré récemment le chef du parti à Moscou, M. Boris Eltsine. Parlaient lors d'une récente réunion du comité du parti de Moscou, M. Eltsine a précisé que 70 % des élèves de cette académie sont des enfants de cadres du parti et que 40 % des membres du personnel ont des liens de parenté entre eux.

Un nouveau bastion de la nomenklatura dans le collimateur

Ces nouvelles précisions apportées par M. Eltsine ne sont pas pour suspendre de la part d'un homme qui s'est déjà distingué par son franc-parler, comme l'a montré le compte rendu de son intervention du 11 avril dernier, publié en exclusivité par le Monde du 16 juillet. Depuis lors, le dynamisme chef du parti à Moscou semble s'en être pris à ces autres bastions de la nomenklatura que sont les écoles diplomatiques.

Détaché en 1945 de l'université de Moscou, l'Institut des relations internationales (MGIMO) a vu passer toute une série de grands responsables de la diplomatie soviétique d'après guerre (tous d'ailleurs méconnus par les banques de données du système SOVT mis en place par le Monde). Citons notamment parmi les élèves des toutes premières promotions MM. Arbatov, actuel directeur de l'Institut des Etats-Unis, Zagladine, actuel premier chef adjoint du département international du parti et qui fut enseignant dans cet institut pendant plusieurs années, Kovalev et Vorontsov, aujourd'hui premiers vice-ministres des affaires étrangères, ainsi que deux autres tout récents vice-ministres de la nouvelle génération, tous deux diplômés en 1957, MM. Bessmertnykh et Vladimir Petrovski. Anastol Gromyko, fils de son père et aujourd'hui directeur de l'Institut d'Afrique de l'Académie des sciences, y fit ses études. Un autre élève fameux fut, de 1949 à 1954, Arkadi Chevtchenko, futur secrétaire général adjoint de l'ONU,

qui fit défection aux Etats-Unis en 1978. Quant à l'Académie diplomatique, elle a pris la suite en 1974, avec un statut rehaussé, de l'Ecole supérieure diplomatique « créée en 1939 sur la base d'une école plus modeste héritée des années 20. Très longtemps dirigée par M. Viktor Popov, ancien élève lui-même, qui a pris au printemps de cette année sa retraite comme ambassadeur à Londres, puis, depuis 1981, par M. Tikhtinski, historien, elle a vu passer sur ses bancs le fils de M. Andropov, qui y exerça des fonctions « scientifiques et pédagogiques » de 1974 à

1979. Mais son élève le plus prestigieux est M. Dobrynine, l'actuel architecte en chef de la « nouvelle » politique étrangère soviétique, qui en sortit en 1946, aussitôt après avoir terminé un autre institut, celui des ingénieurs aéronautiques de Moscou. Notons qu'un autre personnage bien connu accompagna M. Dobrynine dans ces deux instituts et pendant les mêmes années de guerre : il s'agit de M. Zamiatine, ancien chef du département de l'information internationale du parti, aujourd'hui ambassadeur à Londres.

M. T.

Asie

La visite du premier ministre pakistanais à Paris

M. Chirac promet d'accroître l'aide humanitaire aux réfugiés afghans

Le premier ministre du Pakistan, M. Mohammad Khan Junejo, a été reçu le mercredi 23 juillet par M. Jacques Chirac, qui lui a confirmé la décision de la France d'augmenter son aide humanitaire aux réfugiés afghans recueillis par le Pakistan.

« Nous allons demander à nos collègues de la Communauté européenne de faire la même chose », a déclaré M. Chirac. Cette aide, a-t-il précisé, ira « à toutes les organisations qui s'occupent des réfugiés ».

Cette promesse intervient quelques jours après la décision d'accorder une subvention de 2 millions de francs aux organisations humanitaires françaises opérant en Afghanistan, dans les zones contrôlées par la résistance.

« Nous avons décidé d'améliorer autant que possible nos échanges et nos relations (...) dans tous les domaines, parce que c'est normal et naturel d'avoir des liens plus étroits entre le Pakistan et la France », a par ailleurs indiqué M. Chirac. Il a informé le premier ministre pakistanais « des évolutions nouvelles de la politique française dans cette partie du monde, en particulier de la normalisation que nous souhaitons entre la France et l'Iran ».

A l'issue de l'entretien, M. Khan Junejo, qui devait être reçu ce jeudi par le président Mitterrand, a loué « l'amitié sincère que M. Chirac a toujours témoignée au Pakistan lorsqu'il était premier ministre ».

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

La sécheresse provoque la mort de quarante-deux personnes

Washington (AFP). — La sécheresse, qui sévit aux Etats-Unis, prend des proportions catastrophiques. Mercredi 23 juillet, on déplorait déjà quarante-deux morts, dont quatorze dans le seul Etat de Géorgie, l'un des plus touchés par l'actuelle vague de chaleur. Dans cet Etat, les dommages causés à l'agriculture (pertes de bétail et de récoltes) sont estimés à environ 1 milliard de dollars. A Atlanta, la capitale, le déficit pluviométrique depuis le 1^{er} janvier est de 40 centimètres.

Des agriculteurs de l'état, à court d'aliments pour leurs bêtes, ont parcouru plus de 100 kilomètres et fait le queue pendant des heures pour bénéficier d'une distribution gratuite de 40 tonnes de foin, expédiées par les fermiers du Middle-West. Les gestes de solidarité se multiplient devant l'ampleur du désastre.

Les services de météorologie annoncent que la température, qui est déjà souvent supérieure à 100 degrés Fahrenheit (38 degrés Celsius) pourrait encore monter le semaine prochaine.

RFA

Echange d'espions entre Bonn et Berlin-Est

Un échange d'espions entre la RFA et la RDA a eu lieu, le mercredi 23 juillet, au poste frontière d'Herleshausen. La RFA a libéré un Allemand de l'Est de soixante-deux ans, M. Hansjörg Thelen, condamné à trois ans de prison le 21 avril dernier, Berlin-Est, de son côté, a relâché un homme et une femme dont les identités n'ont pas été révélées.

Le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Friedhelm Ost, a indiqué que cet échange n'était pas lié à

l'affaire Meisner, ce faux transfuge de l'Est dont les aventures ont défrayé la chronique (le Monde du 23 juillet).

La procureur fédéral, M. Kurt Rebmann, s'était ému, lundi, des conditions dans lesquelles les services secrets ouest-allemands avaient agi dans cette affaire et dénoncé le manque de coordination avec les instances judiciaires.

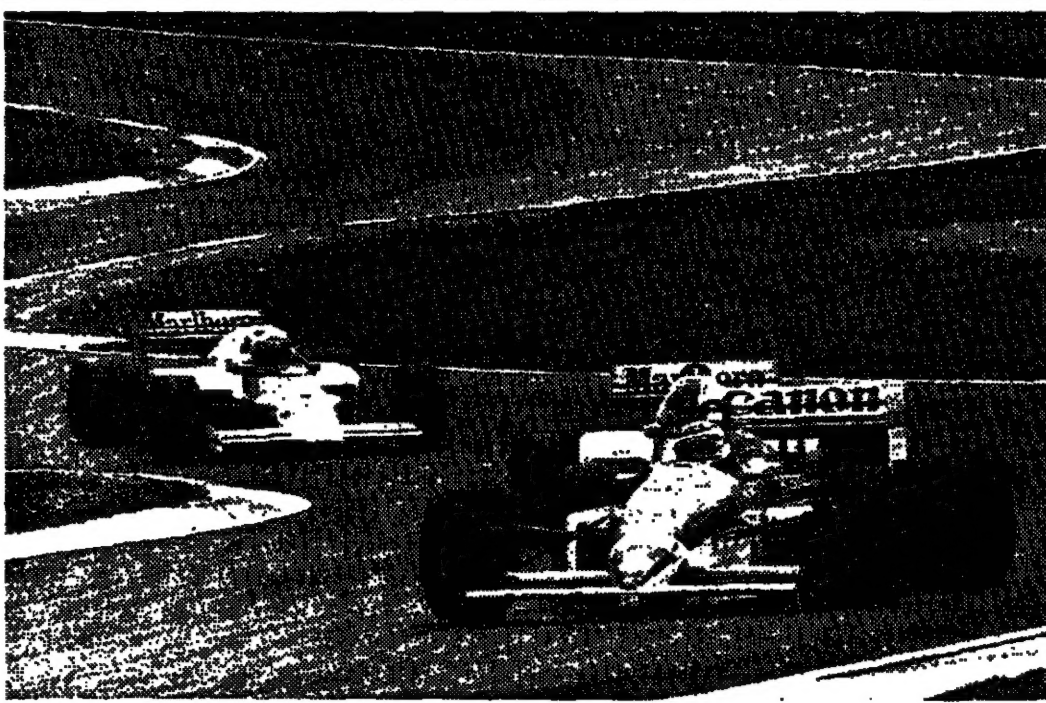
Certains journaux ouest-allemands publient des « comptes rendus » des interrogatoires de Meisner, faisant état de luttes de pouvoir à l'intérieur du SED. Le « transfuge » aurait révélé une tentative de renversement de M. Erich Honecker à la fin de l'année 1985, menée par deux anciens membres du bureau politique, MM. Konrad Naumann et Herbert Haebler. Ceux-ci ont été démis de leurs fonctions au mois de décembre dernier. — (AFP.)

Zaïre

M. Karl-I-Bond est nommé ambassadeur à Washington

M. Nguzi Karl-I-Bond, ancien premier ministre zaïrois de 1980 à 1981, a été nommé ambassadeur du Zaïre à Washington, a annoncé, le mardi 22 juillet, l'agence zaïroise de presse (AZAP). Né le 4 août 1938 au Shaba, nouveau de l'ancien premier ministre Moïse Tshombe, il a occupé successivement les fonctions de ministre des affaires étrangères et de vice-président du gouvernement du président Mobutu. Accusé de haute trahison en 1977, après l'invasion du Shaba par des rebelles venus d'Angola, M. Karl-I-Bond fut destitué, arrêté et condamné à mort. Gracié en 1978, il redevint ministre des affaires étrangères l'année suivante et fut nommé premier ministre en 1980. En 1981, alors qu'il se trouvait en voyage privé à Bruxelles, il démissionna de ses fonctions et s'exila en Belgique. Pendant longtemps, M. Karl-I-Bond incarna l'opposition au président Mobutu et s'attacha à regrouper ses adversaires en exil.

DEMAIN DANS Le Monde



LA FORMULE 1

Le 10 août à Budapest : premier Grand Prix derrière le rideau de fer.

La politique promotionnelle d'ELF-France.

Pilotes : le corps soumis à trop d'épreuves ?

VOYAGES

Genève, la ville dont l'âme est un lac.

GUIDE PRATIQUE

Photographie : actualité du 24 X 36 compact.

LA TABLE

Les restaurants ouverts en août à Paris.

Le Monde
sans visa

Reportages - Entretiens - Voyages

le nouveau cahier du week-end

AMÉRIQUES

Un conseiller de M. Reagan à Paris

M. Paul Nitze, conseiller du président américain et du secrétaire d'Etat pour les affaires de désarmement, a été reçu le mardi 22 juillet à l'Élysée par M. Mitterrand, ainsi qu'à l'hôtel Matignon et au Quai d'Orsay. Aucune indication précise n'a été donnée sur le contenu de ces entretiens, dont l'objet général est de présenter aux alliés européens de Washington la réponse que les Etats-Unis envisagent de faire aux dernières propositions de M. Gorbatchev en matière de limitation des armements. M. Nitze a également visité cette semaine Bonn, Londres et Rome.

● CHILI : l'affaire de l'étudiant brûlé vif. — Le juge chargé d'enquêter sur la mort, au début du mois de Rodrigo Rojas de Nagri, s'est déclaré incompetent, l'affaire relevant selon lui, des tribunaux militaires. Peu de temps auparavant, ce même mercredi 23 juillet, il avait ordonné l'incarcération de l'un des vingt-cinq militaires mis en cause par l'armée, le lieutenant Pedro Fernandez, accusé de n'avoir pas fait transporter assez rapidement les deux jeunes gens brûlés lors de la manifestation gouvernementale. L'étudiante Carmen Quintana est toujours hospitalisée dans un état grave. — (AFP, Reuters.)

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

PLEASE
THEY MA

A L'ATTE
DEMEURAN

مكة امين الاصل

La nouvelle politique du logement devant l'Assemblée nationale

M. Méhaignerie confronté jusqu'au bout aux pressions ultra-libérales de la majorité

La loi Quilliot a vécu : les députés du RPR et de l'UDF, contre ceux du PS et du PC (ceux du FN s'abstenant), ont approuvé, le mercredi 23 juillet, en première lecture, le projet de M. Pierre Méhaignerie « tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accès à la propriété de logements sociaux ». La majorité a ainsi mis à bas un des symboles de la gauche au pouvoir, que la droite avait, dans sa propagande, rendu responsable de tous les maux du bâtiment et du logement en France.

Le texte du ministre de l'équipement et du logement ne se contente pas d'abroger la législation voulue par son prédécesseur ; il cherche à introduire les lois du marché dans un domaine — les rapports entre locataire et propriétaire — où elles ont eu bien peu l'occasion de jouer en France. Ce changement est si important qu'il a fallu prévoir des mesures transitoires. Les loyers des logements vacants ne seront fixés que par la loi de l'offre et de la demande. En revanche, ceux des appartements et des maisons en cours de location ne seront que progressivement libérés, en tout cas avant le 31 décembre 1991, dans les agglomérations de plus d'un million d'habitants. D'ici là, c'est du moins le pari du ministre, le plan de relance de la construction de logements devrait avoir accru l'offre suffisamment pour que la spéculation ne puisse plus profiter de la trop grande pression de la demande. Le président du CDS se montre ainsi très « barbare » dans la façon de gérer son secteur ministériel. La réforme profonde qu'il entend mener n'a de résultats véritables que bien après les élections électorales, et elle pourrait même avoir dans un premier temps des retombées négatives.

Le responsable de l'UDF n'en est pas moins parfaitement en concordance avec la ligne politique de sa confédération. Son projet s'inscrit en effet dans le vaste mouvement de « déréglementation » de l'économie française, non seulement dans le strict domaine des rapports locatifs mais aussi dans la législation du logement social, en accroissant la liberté d'action des offices HLM, et dans la réglementation de l'urbanisme, en assouplissant les possibilités d'intervention de la puissance publique. Il va à l'encontre d'une tradition bien antérieure à 1981, et qui devait beaucoup à la fois à la pensée gaullienne et à la philosophie démocratique chrétienne, dont M. Méhaignerie est pourtant un des héritiers.

La vente des HLM

Son « centrisme » est resté vivace dans la manière de mener le débat à l'Assemblée nationale : il s'est montré soucieux d'écouter les critiques des oppositions, et parfois d'en tenir compte, y compris contre l'avis d'une partie de sa majorité ; de même il a eu la volonté — pas toujours couronnée de succès — de résister aux pressions les plus vives de la droite. Ainsi l'équilibre — dont le ministre de l'équipement et du logement a fait la règle de base de son projet — a été sensiblement modifié au cours de la discussion : les locataires ont obtenu quelques satisfactions, les propriétaires bien davantage.

La discussion, mercredi 23 juillet, des dernières dispositions du projet gouvernemental a été, de ce point de vue, aussi nette que celles des modifications des rapports locatifs intervenues les jours précédents. La gauche a voulu accroître la possibilité d'accords collectifs, alors que la droite donne la priorité aux accords entre personnes individuelles. Le ministre veut favoriser le plus possible la vente des logements HLM à leurs occupants, que l'extrême droite aurait voulu encore plus massive, que le PS accepte, que le PC ne refuse pas, dans son principe, mais dont il redoute les conséquences pour le maintien d'un fort secteur du logement social. C'est pourquoi les communistes ont tenté de limiter les

possibilités de ces ventes, alors que le gouvernement s'est efforcé de rendre cette possibilité suffisamment attractive pour les locataires comme pour les offices afin qu'elle soit considérablement plus utilisée que par le passé. Sensible aux demandes d'une partie de la droite et de toute la gauche, M. Méhaignerie a renoncé à son projet de permettre aux collectivités locales de transformer les offices d'HLM en sociétés anonymes.

La gauche, en revanche, a été tout à fait unie dans son refus des assouplissements apportés à la législation de l'urbanisme pour favoriser la mise sur le marché de nouveaux terrains à bâtir afin de permettre un accroissement de la construction de logements neufs, puisque, pour le gouvernement, c'est l'accroissement de l'offre qui évitera une flambée des prix. Pour les communistes, cela va faciliter « la spéculation » ; pour les socialistes, cela va réduire dangereusement la maîtrise de l'urbanisme par la puissance publique. Le

ministre, lui, a voulu rendre plus libres de leur action les communes en ne leur imposant plus des « plafonds légaux de densité », qui limitent la concentration de bâtiments, et un droit de préemption sur les terrains vacants : elles auront simplement la possibilité d'user de ces procédures créées bien avant 1981.

Les maires de droite en sont ravis. Ils ont même obtenu, en plus, la possibilité d'autoriser des constructions dans des conditions très limitées, là où les règles actuelles de l'urbanisme ne le permettaient pas. Mais si M. Méhaignerie avait écouté certains, la législation actuelle sur les plans d'occupation des sols aurait été encore plus souple. Jusqu'au bout il a ainsi dû résister à la pression « ultra-libérale » d'une partie de sa majorité. C'est ce qui lui permet de dire que son projet est « équilibré » alors même qu'il revient sur les traditions françaises de contrôle strict de l'urbanisme et du marché du logement.

THÉRY BRENIER.

Le débat sur l'audiovisuel

Après un marathon d'un mois le Sénat adopte le projet de loi

C'est fini ! Le Sénat devait adopter, ce jeudi 24 juillet, le projet de loi relatif à la liberté de communication, au terme d'un marathon entamé plus d'un mois auparavant. Mais gouvernement et formations politiques préparant déjà la deuxième manche, qui devrait s'ouvrir le 4 août à l'Assemblée nationale.

Mercrédì, les sénateurs ont bouclé l'examen des derniers articles, sous la pression d'une évidente lassitude générale. La journée avait commencé dans la tension : le gouvernement ayant abandonné le principe de l'égalité des temps de parole des formations politiques à la télévision et refusant d'étendre l'accès à l'antenne aux syndicats, M. Gérard Delfau (PS, Hérault) a dénoncé « une véritable atteinte aux libertés, une régression démocratique ».

La séance s'est pourtant achevée dans le consensus, le gouvernement acceptant de revenir à la loi de juillet 1982 pour définir les rôles et la composition de la délégation parle-

mentaire et du Conseil national de la communication audiovisuelle. Entre temps, les sénateurs avaient transféré les émissions religieuses de TF 1 sur A 2 et refusé la proposition communiste d'étendre le programme minimum aux chaînes privées, en cas de grève du service public.

Cent-quatre-vingt heures de débat, mille huit cent trente-six amendements, dont plus de mille cinq cents examinés en séance publique. « Record absolu du débat parlementaire depuis 1958 », comme l'a souligné M. Adrien Gouteyron (RPR), rapporteur de la commission spéciale. Sénateurs communistes et socialistes ont utilisé toutes les ressources du règlement pour ralentir les débats. La majorité a répondu par le silence, le gouvernement par le vote bloqué. Des procédures qui n'ont pas manqué d'entraîner une « stérilisation des débats », qui inquiète nombre de sénateurs, soucieux, à l'instar de M. Gouteyron, de préserver le climat serein et attentif des débats de la Haute Assemblée.

Cette bataille rangée a consacré trois héros : M. Gouteyron d'abord, chez qui les sénateurs unanimes applaudissent à la fois la compétence, l'assiduité et la constante courtoisie. M. Jean-Pierre Fourcade, ensuite, président de la commission spéciale, qui a pris un évident plaisir à aguerir « un gouvernement jeune et inexpérimenté », à qui il n'a pas épargné ses critiques. M. Michel Dreyfus-Schmidt enfin, porte-parole insatiable et inspiré d'un groupe socialiste, qui s'est découvert à l'occasion une âme de bretteur. En face, une seule victime : M. François Léotard, dont l'image de professionnalisme et d'habileté politique a pris un sérieux coup, au moins dans les milieux parlementaires.

Le chemin de croix de M. Léotard

Le ministre de la culture et de la communication a dû accepter de voir son projet réécrit par la majorité sur nombre de points essentiels : de la privatisation de TF 1 à l'annulation des concessions de la « 5 » et de TF 6, en passant par les administrateurs provisoires des sociétés publiques. Sur quelques articles pourtant — la suspension de la Régie française de publicité, le refus d'intégrer Canal Plus dans le calcul des limites à la concentration — M. Léotard a tenu tête à la commission spéciale.

Mais n'a-t-il pas l'occasion de prendre sa revanche, lors du débat à l'Assemblée nationale ? M. Michel Péricard, futur rapporteur du projet de loi au Palais-Bourbon, n'a pas manqué de faire état de l'irritation des députés de la majorité devant certaines initiatives des sénateurs. Lui-même reste partisan de la nomination par le gouvernement d'un administrateur provisoire pour TF 1 et d'un retour au texte original pour la composition de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL).

M. Jacques Chirac a réuni, le 22 juillet, M. Léotard et les représentants de la majorité du Sénat et de l'Assemblée, pour parvenir à un compromis. Le premier ministre veut, à l'évidence, éviter de nouvelles dissensions au sein de sa majorité pour conclure rapidement le débat au Palais-Bourbon et faciliter par avance le travail de la commission mixte paritaire. M. Fourcade assurait, le 23 juillet, qu'un terrain d'entente pourrait être trouvé entre les deux assemblées, mais il précisait aussi que « le Sénat ne pourrait revenir en arrière sur cinq points fondamentaux » : les modalités de la privatisation de TF 1 ; la composition de la CNCL ; l'annulation, sous la houlette d'une même autorité, des secteurs de l'audiovisuel et des télécommunications ; le capital, majoritairement public, de Télédiffusion de France et de la Société française de production, et, enfin, le volet social accompagnant la réforme.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le PCF insiste pour que M. Mitterrand n'analyse pas le nouveau découpage électoral

Un seul geste de M. François Mitterrand compterait véritablement aux yeux des dirigeants du PCF : l'abstention de parapher au-dessous de l'ordonnance sur le découpage électoral. Après M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, qui présentait récemment le refus de signature de l'ordonnance sur les délimitations par le chef de l'Etat (le Monde du 17 juillet) comme « un coup à blanc », M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central, a estimé, le mercredi 23 juillet, que le président de la République avait une bonne occasion de « vraiment montrer son inquiétude » face à la politique du gouvernement en refusant de « signer l'ordonnance sur le découpage électoral ».

Au cours du point de presse hebdomadaire du PCF, le responsable communiste a souligné que cette hypothétique attitude de M. Mitterrand donnerait, aussi, « l'occasion à l'Assemblée nationale de jouer son rôle » car le président de la République ne cautionnerait pas « par sa signature le tripotage préparé sur la tombe de la proportionnelle par Péguy ».

A vrai dire, le PCF, qui ne croit pas beaucoup à ce dénouement, garde deux fers au feu. En même temps qu'il tend une perche vers l'Elysée, il dénonce les efforts tendant à instaurer « un bipartisme » entre la droite et le PS. Rappelant qu'il s'était élevé contre la « bande des quatre », le parti assure que « notre pays n'est pas prêt pour la bande des deux ». En conséquence, M. Laurent appelle « tous les gens épris de liberté à s'élever contre cette perspective mutilante ».

ATTENTION BRITISH CITIZENS LIVING ABROAD

1	BROWN (Andrew Brown, of 6 Orchard Grove, Maiden Vale, London W9 3DT)	X
2	SMITH (John Philip Smith, of 21A Highfield Road, Enfield, Middlesex EN6 2DR)	
3	JONES (Albert David Jones, of 11 Charlton Court, London NW1)	

If you were registered as an elector in the UK within the last 5 years you can now vote in UK parliamentary and European Parliament elections.

Your vote will be cast in the constituency in which you were last registered before leaving the UK.

In order to qualify you will have to fill in a declaration form and return it by 10th October 1986

(15th September if you were previously resident in Northern Ireland).

Forms and an explanatory leaflet are available from your nearest diplomatic or consular post.

PLEASE LET OTHER BRITISH CITIZENS KNOW THAT THEY MAY ALSO BE ELIGIBLE TO VOTE IN THE UK.

A L'ATTENTION DES CITOYENS BRITANNIQUES DEMEURANT A L'ETRANGER. NE SOYEZ PAS EXCLUS!

Si vous étiez inscrit sur une liste électorale au Royaume-Uni au cours des cinq dernières années vous pouvez désormais voter lors des élections parlementaires au Royaume-Uni et du Parlement européen.

Votre vote comptera pour la circonscription dans laquelle vous étiez inscrit juste avant de quitter le Royaume-Uni.

Pour répondre aux conditions requises vous devrez remplir une fiche de déclaration et nous la renvoyer avant le 10 octobre 1986 (15 septembre si vous habitez en Irlande du Nord).

Les fiches et une notice explicative sont à votre disposition à la mission diplomatique ou consulaire la plus proche de votre domicile.

FAITES SAVOIR AUX AUTRES CITOYENS BRITANNIQUES QU'IL EST POSSIBLE QU'EUX AUSSI AIENT LE DROIT DE VOTER AU ROYAUME-UNI.

Une évocation dense et lumineuse

NOS ANDALOUSIES

Texte : Michel del Castillo
Photos : Michel Dheniaide
23x29 cm - 212 pages - 220 F
Editions Berger-Levrault

Asie

M. Charac...

A TRAVERS L'AFRIQUE

France-Union

La République

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Politique

A la poursuite du « centre »...

Dialogue de sourds entre MM. Barrot et Rocard

C'est bien connu, le « centre » est le lieu géographique de toutes les convulsions politiques. Pas étonnant donc que ce point mythique fasse l'objet d'un face-à-face entre MM. Michel Rocard et Jacques Barrot dans *La Croix* du mercredi 23 juillet. Rejoignons-nous, dit en substance l'ancien ministre socialiste de l'Agriculture, « le PS n'a pas beaucoup changé », répond l'ancien ministre de la Santé et actuel secrétaire général du CDS. Un dialogue, certes, mais un dialogue de sourds.

Pour M. Rocard, « il n'y a désormais de majorité que de coalitions, coalitions qui sont elles-mêmes le reflet de la bipolarisation ». Le responsable socialiste pense que c'est « le fait d'appartenir à une coalition antagoniste, avec les glissements idéologiques que cela suppose » qui sépare encore les centristes des socialistes. Il affirme que « les socialistes en ont fait l'expérience au temps de l'union de la gauche, mais [que] ce temps est révolu du fait du PC ». De son côté, M. Barrot se demande s'il s'adresse à « l'homme Michel Rocard » ou au « représentant d'un socialisme français à multiples facettes que je ne sais pas très bien où il va et qui est, il est, l'horizon de l'an 2000 ». Le responsable du CDS relève trois oppositions entre lui et le PS : le socialisme français est « marqué par une approche méfiante de la liberté, sous l'influence du marxisme », il est « caractérisé par un volontarisme collectif » qui, s'il a pu se justifier, n'est plus de mise aujourd'hui et il est empreint d'une « passion immédiate pour les structures et les organisations ». En somme, l'ancien ministre centriste estime que le PS n'a guère changé mais qu'il a plutôt « brouillé » son identité au point que l'on ne sait plus très bien s'il est social-démocrate, démocrate tout court, ou toujours attaché à ses origines révolutionnaires et marxistes.

M. Rocard a beau affirmer que « le socialisme étatique a été battu » au congrès de Toulouse, que « le socialisme français est en train d'achever collectivement une mutation fondamentale », M. Barrot préfère attendre 1987 « pour voir le vrai visage du PS ». En toile de fond, c'est l'élection présidentielle qui se profile et le candidat de M. Barrot ne semble pas s'appeler François Mitterrand, ou même Michel Rocard, mais plutôt Raymond Barre.

Un nouveau haut commissaire en Nouvelle-Calédonie

M. Jean Montpezat remplace M. Fernand Wibaux

Sur proposition du ministre des départements et territoires d'outre-mer, le conseil des ministres a nommé, mercredi 23 juillet, un nouveau haut commissaire en Nouvelle-Calédonie : l'actuel trésorier-payeur général de l'Orne, M. Jean Montpezat, qui connaît bien les dossiers des DOM-TOM, va remplacer à Nouméa M. Fernand Wibaux, qui avait succédé à M. Edgard Pisan dans le territoire. Ce changement intervient au moment prévu depuis longtemps par M. Bernard Pons, qui avait souhaité le maintien de M. Wibaux jusqu'à ce que la nouvelle loi modifiant le statut de la Nouvelle-Calédonie soit promulguée au Journal officiel.

Un médiateur efficace

NOUMÉA
de notre correspondant

« Une année sans violence et de respect de la loi, ce n'est pas si mal », M. Fernand Wibaux le dit dans un soupir. Ce grand commis de l'Etat, vieil habitué des chancelleries et des missions délicates, n'a guère le goût des communiqués de victoire. Douze mois de sérénité retrouvée en Nouvelle-Calédonie ? Il n'en revendique guère le mérite exclusif. Délégué du gouvernement, il n'a été que l'exécutant d'une politique décidée à Paris à un moment où sur le territoire chacun aspirait à souffler après l'épreuve. Pourtant, il aime à s'étendre avec un soin tout pédagogique sur son « style personnel ». Manière volée de l'ancien ministre de l'Intérieur, il entend dire qu'il n'est pas le dernier artisan de cette description... Car M. Wibaux, à l'évidence, quitte le « Calidou » avec quelque vague à l'âme mais sans trop de regrets après un séjour vécu comme un exil plus que comme une consécration.

Il fallait un diplomate pour effacer la désastreuse impression laissée en milieu calédonien par son prédécesseur. Fin mai 1985, on le rappelle précipitamment de son poste d'ambassadeur à Beyrouth alors qu'il s'emploie à faire libérer ses deux collaborateurs pris en otage, Marcel Carton et Marcel Fontaine : « Je vous envoie en Nouvelle-Calédonie pour renouer les fils du dialogue avec tout le monde et organiser le prochain scrutin régional », lui glisse M. Laurent Fabius entre deux avions. M. Wibaux s'attelle à la tâche, selon ses propres préceptes : à la région du compromis il ajoute un détachement blindé à l'égard des rebuffades qu'il peut essayer de part et d'autre, ce qui est bien utile en Nouvelle-Calédonie. Ce faisant, il franchit sans heurts son premier seuil : les élections régionales du 29 septembre se déroulent dans le calme. La consigne de participation du FLNKS lui avait, il est vrai, grandement facilité la tâche.

Il pense alors sa mission terminée. Mais le gouvernement socialiste, alors en pré-campagne électorale, n'a pas l'intention de se priver de ce

médiateur efficace à un moment où s'ouvre une nouvelle phase, tout aussi délicate : la régionalisation, qui doit achever de ramener le FLNKS dans le système institutionnel.

Le travail administratif à accomplir est immense : mettre en place de nouvelles institutions régionales dans un arrière-pays largement sous-équipé et suivant un dispositif d'ordonnances que tout le monde s'accorde à reconnaître compliqué. Les « loyalistes » du RPCR, bien que satisfaits de ce nouveau haut commissaire, ne le ménagent pas, car il reste à leurs yeux le maître d'œuvre d'une régionalisation considérée comme le cheval de Troie des indépendantistes.

Le FLNKS, de son côté, l'accuse de tiédeur, lui reproche de freiner le processus régional et n'hésite pas à le court-circuiter en s'adressant directement à Paris. Evoquant avec nostalgie l'ère Pisan, le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjiboudi, dira : « Depuis, on est retombé à plat. Si à la place des avant-centres on met des arrière, on ne concrétise rien, surtout à cinq minutes de la fin du match ». Les trois présidents de région indépendantistes iront jusqu'à réclamer — en vain — le rappel de M. Wibaux.

« Une nouvelle épreuve de force n'est pas inévitable »

Mais c'est surtout ses rapports difficiles avec M. Pisan qui le rendront amer. Les deux hommes, ce n'est un secret pour personne, n'ont pas la même perception du dossier calédonien. Volontariste, M. Pisan n'hésite pas à brusquer les choses afin de faciliter l'accession à l'indépendance-association qui reste, pour lui, la seule solution à la crise calédonienne. Arbitre dans l'âme et pragmatique de tempérament, M. Wibaux cherche, avant tout, à multiplier les compromis ponctuels, dans l'espoir d'amorcer un rapprochement plus général. Le torchon brûlera ainsi à plusieurs reprises. D'abord à propos de l'ordonnance foncière que M. Wibaux juge « trop

conflictuelle ». Ensuite sur la question des budgets régionaux, alimentés en partie par les caisses d'un territoire au bord de la cessation de paiement. « Tout cela revenait à donner aux régions un chèque sans provision ». Quant à la normalisation des rapports entre le haut commissariat et le RPCR, elle lui vaudra d'être franchement rappelé à l'ordre à Paris par tel « Pisan boy ». Tout cela lui causera quelque contrariété, mais confortera son rôle de « vieux sage », persuadé que le poids des intérêts finit par l'emporter sur l'ivresse des passions. Le voilà qui consulte son passé : disciple de Gaston Defferre au moment de la loi-cadre en 1956, artisan de la coopération franco-africaine, négociateur dans un Liban livré à la surenchère des milices. Verdict : « Finalement, le problème calédonien n'est pas aussi dramatique qu'on a pu le penser : une nouvelle épreuve de force entre les communautés n'est absolument pas inévitable ».

FRÉDÉRIC BOBIN

Le successeur de M. Wibaux, M. Jean Montpezat, est âgé de quarante-neuf ans. Né le 15 juillet 1937 à Pierrefitte-Nestelles (Hautes-Pyrénées), il a eu une carrière presque entièrement consacrée à l'outre-mer avant de devenir trésorier-payeur général du département de l'Orne. Ancien élève de l'ENA, il a notamment été le chef de cabinet de deux ministres des DOM-TOM, Pierre Billotte (de 1966 à 1968) puis Joël Le Theule (de 1968 à 1969). Il a été aussi, en 1969, conseiller technique auprès de M. Jean-Louis Luchaire, au secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, avant de devenir chargé de mission au secrétariat général pour la Communauté et les affaires africaines et malgaches, de 1969 à 1973.

En 1974, M. Montpezat est sous-directeur des affaires économiques et financières et du Plan à la direction des territoires d'outre-mer. En mai 1981, il est nommé le 24 septembre de cette même année commissaire du gouvernement auprès de la Société immobilière et de crédit de la Nouvelle-Calédonie. En octobre 1979, il est promu directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer, au secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, c'est-à-dire auprès de M. Paul Déjoud. En mai 1981, il avait été maintenu dans ses fonctions au secrétariat d'Etat.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, réuni à l'Élysée le mercredi 23 juillet, a décidé le mouvement préfectoral suivant :

ALSACE :

M. Mahdi Hacene
M. Mahdi Hacene, préfet du Haut-Rhin, est nommé commissaire de la République de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin en remplacement de M. Christian Dablane.
[Né le 16 septembre 1931 à Delys (Algérie), licencié en droit, ancien élève de l'Institut d'études politiques, M. Mahdi Hacene est nommé successivement chef de cabinet du préfet de l'Aveyron (avril 1959), sous-préfet de Confolens (Charente) en juillet 1963 puis directeur du cabinet du préfet des Hauts-de-Seine en avril 1964. Secrétaire général des Hauts-Pyrénées en janvier 1970, puis de la Charente en juin 1972, il devient sous-préfet de Dieppe en octobre 1976, puis secrétaire général du Val-de-Marne en octobre 1979. Secrétaire de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur en 1981, il est nommé préfet de l'Allier en mai 1982, puis du Haut-Rhin le 6 mars 1983.]

MIDI-PYRÉNÉES

M. Christian Dablane
M. Christian Dablane, préfet du Bas-Rhin, commissaire de la République de la région Alsace est nommé commissaire de la République de la région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne, en remplacement de M. Claude Bussière, nommé hors cadre le 11 juillet dernier.

MAINE-ET-LOIRE :

M. Henri Courty
M. Henri Courty, préfet du Loiret, est nommé préfet du Maine-et-Loire en remplacement de M. Guy Giquillière, admis en congé spécial le 11 juillet dernier.

[Né le 26 mars 1928 à Montluçon (Allier), M. Courty est licencié en philosophie, diplômé d'études supérieures d'histoire et ancien élève de l'ENA. Successeur administratif civil au ministère de l'Intérieur en 1975, sous-préfet d'Ussel en 1959, chargé de mission au cabinet du général de Gaulle, président de la République (le 1^{er} octobre 1959), il est nommé sous-préfet hors cadre en 1961, puis préfet de la Haute-Savoie (1968), de la Charente-Maritime (1972), avant d'être nommé hors cadre en 1978. Nommé préfet de la Seine-et-Marne en 1979, puis de l'Eure en août 1981, il était commissaire de la République du Loiret-cher depuis le 20 novembre 1983.]

NORD :

M. Pierre Brisset
M. Pierre Brisset, sous-préfet, secrétaire général de la Seine-Saint-Denis, est nommé commissaire de la République délégué pour la police auprès du préfet du Nord, en remplacement de M. Bernard Vauthier, nommé préfet hors cadre.

HAUT-RHIN :

M. Claude Guizard
M. Claude Guizard, préfet de l'Ain, est nommé préfet du Haut-Rhin en remplacement de M. Mahdi Hacene.
[Né le 26 février 1935 à Paris, licencié en droit, bachelier de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Claude Guizard a commencé sa carrière comme conseiller aux affaires administratives en 1959 avant d'être intégré, en 1964, en qualité d'administrateur civil au ministère de l'Intérieur et affecté à la promotion touristique. Du côté des collectivités territoriales, la région doit devenir majeure dans la définition et l'application d'une politique régionale du tourisme. Au niveau de l'Etat la structure administrative nouvelle comporte une direction de l'industrie touristique de ce secteur, et un conseiller pour l'image touristique de la France rattaché au secrétariat d'Etat.

Enfin, c'est à une entité nouvelle et originale de concertation et d'action menée par l'Etat, les entreprises, les associations et les régions, la « Maison de la France », qu'incomberont l'information et la promotion touristique. La « Maison de la France » sera instituée dans un délai de six mois.

TARN-ET-GARONNE :

M. Michel Festy
M. Michel Festy, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Rhône, est nommé préfet du Tarn-et-Garonne en remplacement de M. Paul Mingasson, remis à la disposition de son corps d'origine.

[Né le 14 juin 1938 à Paris, M. Michel Festy est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Directeur du cabinet du préfet de la Savoie (septembre 1966), puis des Pyrénées-Atlantiques (avril 1968), il est mis à la disposition du préfet de la région d'Ile-de-France en novembre 1971. Chargé de mission auprès du préfet de la région Nord-Pas-de-Calais (juin 1978), puis secrétaire général du Nord (novembre 1980), il était secrétaire général du Rhône depuis le 24 novembre 1982.]

M. Michel Deniel, préfet en service détaché est nommé sur sa demande, préfet hors cadre et exercera les fonctions de président de la Société des autoroutes du sud de la France.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 23 juillet, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

MODALITÉS D'APPLICATION DES PRIVATISATIONS

Le conseil des ministres a examiné le projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986, autorisant le gouvernement à prendre diverses dispositions d'ordre économique et social.

Conformément aux indications données par le premier ministre et le gouvernement la semaine dernière, ce projet de loi reprend textuellement le texte de l'ordonnance présentée au conseil des ministres du 16 juillet dernier. Ce projet de loi permet au gouvernement de satisfaire aux quatre objectifs qu'il s'est fixés :

— préserver l'indépendance nationale ; assurer la protection des intérêts patrimoniaux de l'Etat ; garantir la transparence des opérations ; développer l'actionnariat populaire.

Il sera déposé à l'Assemblée nationale ce jour en début d'après-midi. Un décret du président de la République a modifié en conséquence l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement.

(Lire page 19.)

ACCÈS À LA PROFESSION DE COIFFEUR

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a présenté au conseil des ministres un projet de loi concernant la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, en ce qui concerne les ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne.

Ce projet de loi adapte la législation française à la directive européenne n° 82-489 du 19 juillet 1982, qui a pour objet de faciliter la liberté d'établissement et de prestation de service en France des coiffeurs ressortissants des autres Etats membres de la Communauté européenne.

AMÉLIORATION DES RAPPORTS ENTRE LES CITOYENS ET LES ADMINISTRATIONS FISCALES ET DOUANIÈRES

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a présenté la communication sur le rapport de la commission pour l'amélioration des rapports entre les citoyens et les administrations fiscales et douanières.

1) Ainsi que le conseil des ministres du 2 avril 1986 l'avait décidé, une commission pour l'amélioration des rapports entre les citoyens et les administrations fiscales et douanières a été constituée. Présidée par M. Aicardi, membre du Conseil économique et social, et composée de magistrats, de représentants des professions, de spécialistes du droit fiscal et douanier et de hauts fonctionnaires, elle vient de remettre son rapport après avoir recueilli les avis des organisations professionnelles, des praticiens du droit, de représentants des contribuables et de l'administration.

Conformément aux termes de la lettre de mission qui lui a été adressée, la commission a cherché à concilier deux impératifs, d'une part, le souci d'assurer en matière fiscale et douanière le respect de la liberté individuelle et les droits de la défense, d'autre part, veiller à ce que les contrôles, contrepartie du système déclaratif, conservent leur efficacité.

2) La commission a orienté son rapport autour de quatre grands thèmes :

— la réaffirmation des grands principes de notre droit, tels l'égalité devant les règles de la preuve, l'égalité devant les procédures, la non-rétroactivité de la loi fiscale ;

— la limitation, sous le contrôle du juge, des pouvoirs d'investigation pouvant porter atteinte au respect de la vie privée, notamment dans le cadre des perquisitions fiscales ou douanières ;

— la suppression de la taxation d'après les dépenses personnelles, ostensibles et notoires, et la modification en profondeur de certaines procédures aujourd'hui exorbitantes du droit commun (rectification d'office, taxation d'après les éléments du train de vie, vérification approfondie de situation fiscale d'ensemble) ;

— la réforme du régime des sanctions visant à proportionner la sanction à la gravité de l'infraction et aux possibilités réelles des administrés.

3) La commission a traduit ces quatre orientations en cinquante-deux propositions concrètes, qui feront l'objet d'un examen approfondi visant à la traduction en un projet de loi sur les procédures fiscales et douanières. Ce projet pourra être déposé au Parlement avant la fin de l'année et débattu lors de la session de printemps 1987.

Cependant, neuf mesures seront proposées au vote du Parlement dans la loi de finances pour 1987.

Quatre mesures mettront un terme à des procédures exorbitantes du droit commun.

1) Sauf cas de flagrance, les perquisitions en matière douanière et de contributions indirectes seront subordonnées à l'autorisation du juge, comme cela existe déjà pour les autres impôts.

2) L'article 180 du code général des impôts qui prévoit la taxation d'après les dépenses personnelles, ostensibles et notoires, et qui interdit au contribuable toute possibilité de preuve contraire sera abrogé.

3) L'article 168 du code général des impôts qui permet d'asseoir l'impôt sur la base de certains éléments du train de vie sera amendé en profondeur.

4) La procédure de rectification d'office du bénéfice ou du chiffre d'affaires sera remplacée par une procédure permettant notamment au contribuable de saisir la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires.

Cinq autres mesures concrètes auront pour objet d'améliorer les garanties du contribuable :

1) Le sursis de paiement en cas de réclamation à la suite d'un contrôle fiscal sera accordé automatiquement sous la seule réserve de la constitution de garanties suffisantes.

2) Dans le cadre de la procédure devant le juge, le contribuable pourra, comme c'est déjà le cas pour l'administration, soulever tout moyen de droit nouveau destiné à établir le caractère excessif ou irrégulier d'une imposition.

3) La fixation des pénalités en cas de vérification incombera non au

vérificateur mais à son supérieur hiérarchique.

4) En cas de vérification d'une entreprise, la taxation d'office des bénéfices ou du revenu sera toujours précédée d'une mise en demeure.

5) En cas de contrôle de la valeur d'un bien cédé pour vérifier le calcul des droits d'enregistrement ou de la TVA, l'administration devra apporter la preuve que la valeur vénale est supérieure au prix stipulé.

Ces mesures ont pour objet de conforter ou de rétablir le consentement à l'impôt sans lequel une société n'a pas de caractère démocratique.

LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres une communication sur la lutte contre la toxicomanie et le trafic de drogue.

L'extension alarmante de la toxicomanie et du trafic de drogue, notamment dans la période récente, rend nécessaire une action d'envergure dont les objectifs sont les suivants :

I. — Intensifier la lutte contre l'offre de drogues par la multiplication d'opérations de police judiciaire et par une ferme mise en œuvre des poursuites dirigées contre les auteurs de trafic de stupéfiants, quelle que soit l'importance de ces trafics.

II. — Engager, par l'utilisation de moyens tant judiciaires que médicaux, un effort de grande ampleur auprès des usagers, souvent simultanément revendeurs, pour obtenir une diminution substantielle de la demande.

III. — Entreprendre une politique active de prévention qui s'adresse notamment aux jeunes pris dans leur milieu familial et scolaire, et qui comporte une diffusion généralisée d'information sur les effets nocifs de la drogue.

IV. — Enfin, conforter le réseau d'établissements d'accueil et de soins, ainsi que les structures de réinsertion et de soutien aux toxicomanes.

C'est en mobilisant ainsi les énergies que sera efficacement combattu le fléau de la drogue et assurée la sauvegarde de la jeunesse.

TOURISME
Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P et T et

مكة امه الاصل

Société

JUSTICE

L'affaire du Carrefour du développement

Un imprimeur de l'Isère est inculpé de recel d'abus de confiance

M. Daniel Ronjat, âgé de trente-six ans, imprimeur à Beaurepaire, commune de l'Isère dont est maire M. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération, et chez qui s'étaient présentés mardi 22 juillet des policiers de la direction centrale de la police judiciaire, a été inculpé mercredi 23 juillet de recel d'abus de confiance, faux en écritures privées ou de commerce et usage de faux, par M. Jean-Pierre Michaux, premier juge d'instruction à Paris, chargé de l'information ouverte dans l'affaire du Carrefour du développement et rentré spécialement de vacances pour la circonstance.

Il est apparu que M. Ronjat, laissé en liberté mais placé sous contrôle judiciaire, a reçu une somme d'environ 500 000 francs en règlement de travaux d'impression effectués pour le compte de M. Christian Nucci. Il s'agirait entre autres d'affiches électorales. Une partie de ces fonds lui fut versée par l'association La Promotion française, dont M. Yves Chaliar était l'un des fondateurs et déjà mis en cause dans l'achat du château d'Orléans (Loir-et-Cher). Le reste proviendrait d'un autre circuit finan-

cier, qui semble avoir été alimenté directement par le Carrefour du développement et dont l'existence, révélée par l'interpellation de M. Ronjat, pourrait donner un tour nouveau à l'information en cours.

Le montant des sommes reçues par l'imprimeur de Beaurepaire permettrait d'accorder un certain crédit aux affirmations de la note que M. Yves Chaliar, toujours en fuite, avait adressée à M. Michel Aurillac, actuel ministre de la coopération, dans la mesure où l'ex-trésorier du Carrefour du développement donne dans ce document un chiffre analogue pour ce qui concerne les travaux d'impression de Beaurepaire.

Il est reproché, en outre, à M. Daniel Ronjat d'avoir établi des factures dont l'initiale ne correspond pas aux travaux d'impression qu'il réalisait effectivement pour le compte de M. Christian Nucci.

Cette inculpation est la quatrième dans l'affaire du Carrefour du développement, après celle de M^{lle} Marie-Danièle Bahissou, le 27 juin, de M^{lle} Lucette Norbert, le 28 juin, et de M^{lle} Joëlle Jaglain le 2 juillet.

M. Henri Emmanuelli : « Nous avons été informés »

M. Henri Emmanuelli, ancien secrétaire d'Etat au budget, a confirmé, ce jeudi 24 juillet, dans une interview au *Matin* de Paris, les informations selon lesquelles la direction des douanes lui avait remis, dès le 3 juin 1985, une note dénonçant les agissements de M. Yves Chaliar, alors chef de cabinet du ministre de la coopération, Christian Nucci, à la tête du Carrefour du développement. « Certes, nous avons été informés de cette affaire, mais cela n'implique pas que le secrétaire d'Etat ou quelqu'un d'autre ait couvert l'histoire du Carrefour du développement », indique M. Emmanuelli.

L'ancien secrétaire d'Etat précise que M. Chaliar, convoqué par son directeur de cabinet, M. Frédéric Saint-Geours, avait alors indiqué que ces sommes avaient servi à « financer le sommet franco-africain de Bujumbura ».

« Les services des douanes conservent des dizaines de dossiers de ce

type, ceux qui concernent les commissions sur les contrats d'armement par exemple. Ils portent sur des sommes autrement plus élevées. C'est une pratique courante qui ne date pas d'hier », ajoute M. Emmanuelli, qui affirme aussi : « Alain Juppé, actuel ministre délégué au budget, veut lancer une opération politique dans le but de m'atteindre personnellement. »

● La cabinet du garde des sceaux. — Au cabinet de M. Adrien Chénedon, M. Michel Cernoni, universitaire et historien, est nommé chargé de mission. Cette nomination, parue le jeudi 24 juillet au *Journal officiel*, entraîne une situation de fait : M. Cernoni assiste depuis plusieurs semaines le garde des sceaux dont il est le conseiller le plus proche. Il appartenait déjà au cabinet de M. Chénedon lorsque celui-ci était ministre de l'équipement et du logement il y a quinze ans.

Max Frérot recherché par la police

La « confession » d'un militant d'Action directe

(Suite de la première page.)

C'était en 1972. Il a alors seize ans et se laisse subjuger par un jeune professeur de lettres âgé de vingt-deux ans. Le prof s'appelle André Olivier et prêche ardemment la révolution. Cela donne des cours hauts en couleur qui ravissent Maxime Frérot et nourrissent une contestation de l'ordre établi dépassant de loin les traditionnelles distributions de tracts. En décembre 1972, André Olivier et ses élèves refusent le droit à un fonctionnaire de l'éducation nationale d'assurer une inspection. La classe, sous l'inspiration du professeur, se soulève. Un grand moment. Maxime Frérot et ses camarades soumettent l'inspecteur à la question politique : « Au service de qui êtes-vous ? Que venez-vous faire ici ? »

Un « para » bien noté

André Olivier et Maxime Frérot ne se quittent plus. Progressivement, le jeune lycéen va s'immerger dans le mouvement maïsté de l'époque, se détache de sa famille plutôt aisée, originaire du Jura. Sur le front de la contestation pédagogique, il a gagné avec un camarade de classe un galon. Une militance se dessine bien d'eux : « On les appelait les lieutenants d'Olivier ».

La période a ses excès. Maxime Frérot les vit à fond, juste un peu en retrait, réservé, silencieux dans les réunions de groupe. Lorsque les avocats du mouvement d'action judiciaire rencontrent les maos, lorsque ces derniers prennent contact avec le Comité d'action des prisonniers, lorsque ça chauffe entre les comités de lecteurs de *Libération* et le quotidien, il est là. Dans l'ombre d'Olivier. Au moment où toute la France se demande qui a assassiné Brigitte Dewaivre à Bruyères-Artois et que se profile un mauvais procès entre pauvres et riches, il est encore là, prêt, comme d'habitude, à rendre la justice au bon du « peuple ».

1972-1976 : ce sont ses années de « formation ». Un camarade résume : « Olivier, c'est son père. C'est lui qui l'a éduqué. Il y avait une sorte de mimétisme linguistique chez Maxime ». L'enseignement préconisé par Olivier repose alors sur les usages, les pratiques, les méthodes prônées par le Grand Timonier Mao Zedong. Il s'agit de partir à la découverte de la réalité, toute la réalité et de faire éclater les « contradictions » du système. Cela passe par les usines, les prisons, les facultés, les casernes. En 1976, précisément, ce sera l'armée et l'occasion d'enquêter sur « les paras, la force de répression de l'époque ».

Maxime Frérot a vingt ans quand il se retrouve dans le régiment para-

chutiste d'infanterie de marine à Bayonne. Il participe activement aux stages de maniement d'explosifs, de plongée sous-marine, de parachutisme et de survie. Très bien noté, l'un de ses anciens amis assure qu'on lui proposa de « remplir ». En fait, il a connu une alerte durant son service militaire. En novembre 1976, André Olivier et trois autres personnes de sa connaissance sont écroués quelque temps, accusés d'avoir en leur possession les plans d'une caserne située en Moselle.

Ecologie et pains de plastic

L'heure de la clandestinité n'a pas encore sonné pour lui. Les choses se précipitent tout de même. « Il avait le choix, raconte un camarade. Son père lui proposait une dernière fois de rentrer dans ses affaires. C'était un petit industriel. Il lui offrait une voiture, il aurait vécu confortablement. Il a choisi de militer simplement. » A partir de là, quelques années marquées de souvenirs de ses périodes en usine, jamais très longues. Il se lie avec une étudiante en psychologie, joue les ouvriers de service quand il « faut » interrompre les cours des « mandarins » à la faculté. « Ce que tu dis, c'est pas ma réalité. (...) Ce que je vis est différent. »

Il n'est pas encore question d'attentats, mais le ton s'est durci. D'anciens compagnons se redressent sur la pointe des pieds, d'autres claquent la porte. « Sur le campus, nous va-et-vient nous avaient donné une réputation de terroristes », se souvient l'un d'eux. Le climat se fait plus pesant. Depuis 1975, André Olivier a quitté Lyon pour Paris. Il revient souvent voir Maxime Frérot et Emile Ballandras (aujourd'hui en prison), mais dans une semi-clandestinité.

Un groupe d'action semble en voie de constitution. Paris et la région parisienne bouillonnent. De mystérieux Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP) assassinent, le 23 mars 1977, Jean-Antoine Tramiot, un agent du service de surveillance de la Régie Renault, lui-même meurtrier d'un jeune militant maïsté, Pierre Overway. Le mouvement des autonomes, hautement effervescent, surgit sur le pavé parisien. Dans la région lyonnaise, l'été 1977 connaît la grande manifestation contre la construction du surgrénier de Creys-Malville. Et c'est le choc particulièrement violent des manifestations contre les forces de l'ordre. Maxime Frérot est présent, bien sûr.

Tel est le contexte. Tel semble être le décor. Les liens noués avec les écologistes conduiront les maos à une contestation de l'Etat « tout

nucléaire » qui fera progressivement appel aux pains de plastic. La clandestinité commence. Nous sommes à la fin des années 70.

Des contacts s'établissent bien sûr avec le groupe Action directe, né en 1979 à Paris. Mais rien ne permet d'en préciser la nature. Maxime Frérot et ses amis préparent en fait à leur manière l'arrivée au pouvoir, qu'ils jugent inéluctable, de M. François Mitterrand. Persuadés, ou peu s'en faut, qu'il a toute chance d'être renversé par un putsch militaire, ils organisent leur résistance, leur maquis. Ils suivent des policiers, font des repérages, cachent des armes et des explosifs dans diverses planques.

C'est durant cette période que Maxime Frérot demande à un ami, Henri Cachau-Hervé (aujourd'hui en prison), la possibilité de cacher deux valises dans le parc d'une résidence appartenant à sa famille. Il s'agit de rien de moins qu'un petit arsenal à plusieurs pistolets-mitrailleurs et plusieurs pistolets automatiques — qui s'agissent attendu l'arrivée des policiers, il y a quelques semaines. Malheureusement, toutes les armes du groupe ne sont pas restées aussi muettes. Les archives de la branche nationale d'Action directe découvertes à Saint-Etienne, ainsi que la « confession » involontaire de Maxime Frérot révélèrent, au contraire, que ce groupe a participé à de nombreux hold-up et attentats.

Trois morts

De décembre 1981 à juillet 1982, André Olivier, Maxime Frérot et leurs camarades commettaient ainsi à Lyon trois hold-up, trois attentats. Ces actions sont toutes revendiquées par le groupe Affiche rouge. Entendent-ils, de la sorte, respecter une trêve tacite d'Action directe et laisser momentanément ce label de côté ? Peut-être.

De toute manière, les « Lyonnais » vont bientôt multiplier les hold-up pour financer leurs activités politiques et terroristes. L'enquête policière, grâce aux archives, a déjà permis de leur attribuer une vingtaine de braquages. Des actions parfois dramatiques dans leurs conséquences — la mort d'un convoyeur de fonds (1980), la mort d'un brigadier (1981), la mort du général Delfosse (1984) — mais souvent assez peu rentables. A plusieurs reprises, le groupe fait flasco et ses hold-up les plus importants lui rapportent environ 400 000 francs. Maxime Frérot notera fidèlement dans son rapport ces problèmes de trésorerie...

La branche nationale d'Action directe investit, en effet, énormément dans toutes sortes de matériels perfectionnés pour écouter, surveiller, observer ses objectifs. Elle loue de nombreux appartements et boîtes sous de faux noms dans la région lyonnaise, à Paris, et même un pied-à-terre dans le Sud-Ouest. Sur tout, ses membres mènent une double vie. Malfaiteurs dans la région lyonnaise, terroristes à Paris. Les déplacements sont incessants. De 1983 à 1986, les enquêteurs attribuent plus d'une vingtaine d'attentats parisiens à ces « Lyonnais » qui sont passés maîtres dans l'art du grimage et de la clandestinité.

C'est Maxime Frérot qui traçait d'une main très sûre le plan des bâtiments que le groupe projetait de faire sauter. C'est encore lui qui passait apparemment à l'exécution, ou tant qu'artificier du groupe. Les policiers constatent, aujourd'hui, que le démantèlement partiel du groupe des « Lyonnais » et l'arrestation de son chef, André Olivier, n'ont pas notablement enrayer cette mécanique. Au contraire. Comme si la cavale et le danger plus présent incitaient les rescapés à défer plus ouvertement l'Etat et sa police.

LAURENT GRELSAMER.

FAITS DIVERS

La mort d'un Mauricien à Paris

La lettre d'un syndic de propriété

M. Pierre Feuillie, syndic de copropriété, nous a adressé la lettre suivante :

« Vous avez fait paraître un article et un rectificatif en date des 26 juin et 11 juillet après la mort d'un Mauricien à Paris. Il est indiqué dans le sursur du premier article qu'il s'agit d'un « bidonville » du seizième ; or l'électricité a été entièrement rétablie dans les deux couloirs de service et dans l'escalier.

Par ailleurs, les deux couloirs de chambres de service font l'objet d'un entretien deux fois par mois, balayage, dépoussiérage et lavage.

Enfin, dans le rectificatif paru dans le numéro du 11 juillet, le concierge indique qu'il s'occupe de rechercher un occupant pour les chambres des 7^e et 8^e étages. En ma qualité de syndic de l'immeuble, je précise que le concierge n'a aucune qualité, ni aucun ordre pour trouver un quelconque occupant pour les chambres de service des 7^e et 8^e étages. »

● Pyralène : fuites et suites... — Après la fuite de pyralène qui a entraîné l'évacuation d'une usine dans les Vosges, deux autres incidents touchant la même substance se sont produits, mercredi 23 juillet, l'un en Alsace l'autre dans le Vaucluse. Les orages de l'été ont en effet provoqué des dégâts à deux transformateurs qui ont laissé échapper la pyralène qu'ils contenaient. Du premier, descendant le col de Darnemanne (Haut-Rhin), 6 litres de liquide se sont écoulés, mais ont été recueillis dans le bac situé sous l'appareil. De l'autre, situé à Gout (Vaucluse), ce sont 150 litres qui ont coulé, cette fois sur la chaussée. Les services d'EDF se sont immédiatement employés à les éponger. Mais ni dans un cas ni dans l'autre le transformateur n'a pris feu, ce qui écarte tout danger de transformation du pyralène en dioxine.

SCIENCES

Préhistoire

Nos ancêtres cannibales

Des cannibales ont vécu très probablement en France... de 4 000 à 3 800 avant Jésus-Christ, autour de la grotte de Fontbrégoua (près de Salernes, Var). Tel est l'aboutissement de cinq années d'études pluridisciplinaires menées par une équipe de huit chercheurs français, italiens et américains conduite par M. Jean Courtin, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (1).

La grotte de Fontbrégoua (30 mètres de long, 20 mètres de large) a été occupée de très nombreuses fois d'environ 9 000 à 2 000 avant Jésus-Christ, c'est-à-dire de la fin du paléolithique à la fin du néolithique. Ce qui a accumulé sur le sol de la grotte un vrai mille-feuille de couches archéologiques épaisses de quelque 12 mètres.

Les traces des « cannibales »

Le niveau des « cannibales » se situe au milieu de ce mille-feuille. On y trouve les traces de la fin de la civilisation néolithique dite cardiale » (5 000-3 800 avant Jésus-Christ), du nom d'un coquillage, le cardium, dont l'empreinte servait à dessiner des décors très variés sur la céramique.

● M. Claude Fréjaques reste président du CNRS. — Le président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), M. Claude Fréjaques, a été reconduit dans ses fonctions à l'occasion du conseil des ministres du mercredi 23 juillet. Désormais, ce polytechnicien, qui a

passé une grande partie de sa carrière au Commissariat à l'énergie atomique, puis à la délégation générale à la recherche scientifique et technique, travaillera en liaison avec M. Serge Feneuille, récemment nommé à la direction générale du CNRS en remplacement de

chers) par désarticulation. Ensuite, les muscles — c'est-à-dire la viande — ont été méticuleusement prélevés sur les os. Enfin, ceux-ci ont été brisés : les crânes pour en enlever la cavité, les autres os pour en extraire la moelle. Les os ne semblent pas avoir cuit ; les bouts de crânes brûlés pourraient s'expliquer par le fait qu'une fois débarrassés de leurs chairs « comestibles », les os sont tombés dans le feu ou y ont été jetés.

S'agissait-il d'un cannibalisme utilitaire ou rituel ? Peut-être rituel, si l'on se réfère au cannibalisme récent dans lequel on mangeait souvent un être humain pour s'en assimiler les qualités physiques ou morales. Flateur mais fâcheux...

En tout cas, la grotte de Fontbrégoua est, en l'état actuel des connaissances, le site préhistorique où les présomptions de cannibalisme sont les plus fortes, puisque les hommes et les animaux y ont subi rigoureusement le même traitement de boucherie.

YVONNE REBEYROL

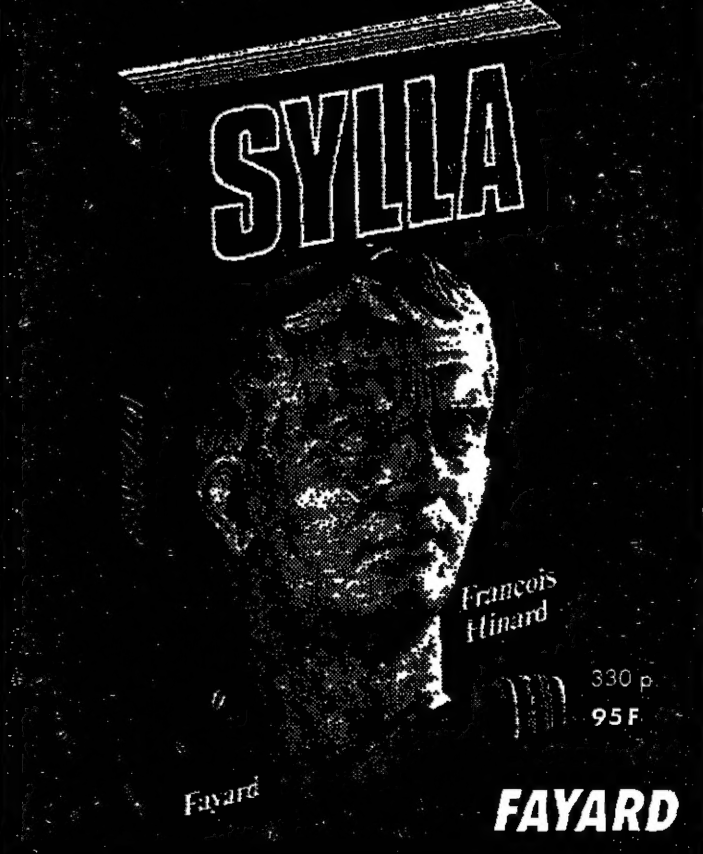
(1) La revue américaine *Science*, datée du 25 juillet 1986, publie un article consacré par les huit chercheurs ayant travaillé sur la grotte de Fontbrégoua.

M. Pierre Papon. Bien que le CNRS ne doive pas être « démantelé », comme l'a affirmé le ministre de l'Intérieur, M. Alain Devaquet, il y a tout lieu de croire que les deux hommes vont maintenant réfléchir aux moyens de procéder à des opérations de réorganisation interne.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

Sylla est moins célèbre que ses cadets César et Auguste et pourtant il ne leur cède en rien en tant qu'homme d'Etat et chef militaire comme en témoigne la remarquable biographie de François Hinard. Il inaugure une nouvelle phase de l'histoire romaine, il fut le premier dans celle-ci à détenir un pouvoir absolu.

Claude Jannoud, Sud-Ouest.



LA BAGAGERIE

PROMOTION
Ligne de bagages légers et robustes : valises avec ou sans roulettes, en 5 tailles (55, 60, 65, 70 et 75 cm), sacs de voyage, reporters, tennis, porte-habits, certificat de garantie.

12, rue Tronchet
41, rue du Four
74, rue de Passy
Tour Montparnasse
Lyon-La Part-Dieu



« France-Observateur » va devenir « le Nouvel Observateur »

M. JEAN DANIEL EN SERA LE RÉDACTEUR EN CHEF

M. Gilles Martinet, sous le titre « Le Nouvel Observateur », annonce dans l'éditorial de France-Observateur, dont il est le directeur, une prochaine transformation de cet hebdomadaire. Il traite d'abord de la « dépolitisation » et annonce l'arrivée de nouveaux collaborateurs dans l'équipe du journal et précise à ce sujet : « Voici des mots que je m'efforce avec Jean Daniel de rendre intelligibles d'une... »

(22 octobre 1964.)

LE NOUVEL « EXPRESS » VEUT ÊTRE « un vrai magazine d'information »

C'est lundi prochain 21 septembre que « l'Express » paraîtra sous son nouveau format et selon sa nouvelle formule. Dans le numéro du 14 septembre, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, codirecteur de l'hebdomadaire, raconte longuement les études et les travaux entrepris à cette fin depuis le mois de novembre 1963 et évoque à cette occasion la préparation du... débâtement du 6 juin 1964. Soulignant que « un journal ne saurait demeurer... »

(15 septembre 1964.)



L'Express du 21-27 septembre 1964.



Le Nouvel Observateur du 19 novembre 1964.

9. Les hebdomas font peau neuve

La fin de la guerre d'Algérie marque une nouvelle étape pour deux hebdomadaires de gauche, l'Express et l'Observateur, qui avaient plaidé pour l'indépendance. L'un et l'autre changent de formule.

PASSÉ les derniers événements tumultueux de l'année 1962, on note une sorte de décompression politique, une perplexité post bellum, un creux dans les esprits qui, pendant des années, ont été obsédés d'une question unique. L'Algérie avait rendu myope et monomaniacque ; il fallait se réhabituer à la vie normale. La convalescence pour certains intellectuels va se révéler pénible. Parmi les bouleversements notables de ce retour à la paix, on ne saurait sous-estimer la crise des hebdomadaires de gauche : le paysage de la presse en France va en sortir remodelé.

Au cours des dernières suffragances de la IV^e République, Jacques Soustelle, dans un morceau d'éloquence parlementaire, avait vilipendé ce qu'il appelait « les quatre grands de la contre-propagande française », c'est-à-dire le Monde et trois hebdomadaires qui s'entendaient à refuser les vérités officielles sur « le dernier quart d'heure » de la « pacification » : l'Express, France-Observateur et Témoignage chrétien.

Or ces trois journaux d'opinion, qui avaient renforcé leur audience de manière enviable dans les coups de tempête, voient leurs ventes régulièrement fléchir, une fois le ciel apaisé. Chacune des rédactions est bien sûr convaincue qu'il faut trouver quelque chose avant la chute finale. Témoignage chrétien, à court d'imagination ou de moyens, ou décidé à rester lui-même quoi qu'il lui en coûte, va entamer un déclin inexorable vers l'état de feuille confidentielle. Les deux autres hebdomas, plus lucides ou plus déterminés, optent pour la métamorphose, au prix d'une redistribution des cartes dont les conséquences s'affichent encore aux kiosques d'aujourd'hui.

L'agitation s'est d'abord emparée de l'Express. On a tout reproché à son fondateur et alors directeur, Jean-Jacques Servan-Schreiber : sa mégalomanie proverbiale, sa prose à l'estomac, tout

ce qui chez lui brave délibérément le sens commun, son manque d'humour... Tout, sauf son grand courage (il l'a montré pendant la guerre et en Algérie où il a été rappelé comme lieutenant) et son instinct en matière de presse. L'hebdomadaire qu'il avait créé en 1953, grâce à un financement familial, avait connu un succès croissant, grâce à sa qualité journalistique, à ses invités de marque (Mauriac, Camus, et à l'occasion Malraux et Sartre), à ses choix politiques (la gauche « ménéstaise » au sens large du mot), etc.

Tous les hebdomas, les uns après les autres, ont imité peu ou prou l'Express, et en particulier adopté son format. En mars 1962, le tirage dépassait 225 000 exemplaires, alors que la vente moyenne pour l'année précédente atteignait 167 000. Un succès incontestable pour l'époque. Or, dès la fin du conflit algérien, les chiffres sont à la baisse : 145 000 pour la période du 1^{er} novembre 1962 au 31 octobre 1963. Un maître mot qu'on va retrouver dans toutes les bouches explique tout : dépolitisation. Il fallait changer de formule pour s'accommoder au changement des Français.

« JJSS » confie alors à son frère Jean-Louis le soin d'aller étudier les périodiques américains, tandis que lui-même contacte le magnat de la laine, Jean Prouvost, à la tête du très puissant groupe de presse qui compte le Figaro, Paris-Match et autres Télé-Sept Jours. Rapprochement plutôt curieux de la part d'un homme qui avait fait un hebdomadaire « de gauche » ; mais l'étonnement ne venait que des naïfs. Jean-Jacques avait pris son parti : « Le temps des croisades est terminé, celui de l'intelligence arrive. » Or l'« intelligence » commandait qu'un journal désireux de garder sa liberté devait « être puissant comme une usine, obéir aux lois industrielles ».

L'entente avec Prouvost fait long feu mais l'analyse du direc-

teur de l'Express demeure : il faut créer un journal qui attire les annonceurs car seule la publicité permet désormais de vivre. A cette fin, on doit gagner la clientèle de ces nouvelles classes moyennes en nette expansion et à fort pouvoir d'achat que sont les cadres. La recette ? Un bémol en politique, de l'information très ouverte, des photos, un côté « tout ce qu'il faut savoir pour paraître déclassé », du beau papier, de l'offset pour ne pas tacher les mains, de la quadrichromie en couverture... Bref, imiter à la française le Time ou le Newsweek américains, ou le Spiegel allemand.

Dans un immense article du 14 septembre 1964, Servan-Schreiber proclame en termes inimitables la venue au monde du nouveau bébé 28x21 cm pour la semaine suivante. Grande manœuvre réussie, grâce à une minutieuse préparation et à des apports en capitaux frais : la vente moyenne des six premiers numéros du nouvel Express atteint 265 000 exemplaires. Deux ans plus tard, la diffusion

passa le cap des 300 000 et les annonceurs se bousculent aux portes.

La décision de Jean-Jacques ne convenait pas à tout le monde. Certains de ses journalistes, et non des moindres, n'entendaient pas prêter leur concours à une opération de marketing. C'était le cas de Jean Daniel, K.S. Karol, Michel Bosquet et quelques autres. Cette petite équipe de journalistes réputés pouvait compter sur le financement d'un ami chef d'entreprise, Claude Perdriel. Or, au même moment, Gilles Martinet, directeur de France-Observateur, connaissait des difficultés croissantes : brouille politique avec Claude Bourdet en 1963, effritement régulier des ventes. Un temps, Martinet avait cru pouvoir tabler sur l'arrivée de François Giroud, qui se morfondait à France-Sol, après avoir quitté, pour raison privée, cet Express au succès duquel elle avait tant contribué. En fait, selon Martinet qui le raconte dans ses Mémoires, il s'agissait d'un habile détournement et d'une redoutable

rumeur bientôt à même de provoquer un « retour triomphal » dans l'hebdo regretté.

Finalement, Jean Daniel et ses amis, Gilles Martinet et les siens, trouvèrent un accord : une augmentation du capital laissait 30 % des actions à l'ancienne équipe, 30 % à Claude Perdriel, 8 % au groupe de Jean Daniel, tandis que les 32 % restants étaient assurés par les souscriptions des amis et lecteurs du journal.

Jean Daniel, nommé directeur de la rédaction, allait devenir le véritable patron du Nouvel Observateur, dont le premier numéro brilla aux kiosques le 19 novembre 1964. Refusant la « dépolitisation », résolu à préparer l'« après-gaullisme », les dirigeants du nouvel hebdomadaire entendaient faire le grand « carrefour » des hommes et des idées de gauche, — bientôt un must pour les esprits ornés. L'entregent de Jean Daniel, son absence de sectarisme et son capital social lui permirent dès le premier numéro de publier simultanément Sartre et Mendès France : deux noms sym-

boliques mais difficiles à appaier, le héraut de la radicalité révolutionnaire et le champion éponyme de la gauche « moderne ». Joli coup pour un début.

Cependant, le texte de Sartre révélait un nouvel état d'esprit chez les intellectuels de gauche : « Il y a tout de même en France une diminution de l'urgence du besoin, et l'on pouvait penser qu'elle entraînerait une dépolitisation des travailleurs. Au contraire, la lutte est en train de prendre une dimension nouvelle, plus vaine, plus humaine, dans la mesure où l'on commence à se battre pour un contrôle réel de l'entreprise par ceux qui y travaillent. On ne lutte plus seulement pour une augmentation de salaires, mais pour un pouvoir ouvrier sur la gestion. »

C'était l'année même où, en son congrès, la CFTC s'était rebaptisée CFDT. Les nouveaux thèmes et les nouveaux appareils de la gauche se mettaient en place.

MICHEL WINOCK.

M. WALDECK ROCHET DEMANDE LA NATIONALISATION DES ÉCOLES PRIVÉES ENTRETIENNES SUR DES FONDS PUBLICS

M. Waldeck Rochet, secrétaire général du parti communiste, inaugurant dimanche le groupe scolaire de La Courneuve, a notamment déclaré :

« Lorsque nous réclamons des moyens de crédits pour l'école, le logement, la santé publique, le pompiers, nous ne sommes pas en train de demander qu'il y ait des crédits, mais de leur donner la forme qu'il faut pour qu'ils soient utiles. »

C'est vrai qu'il faut savoir choisir, mais ce que nous reprochons au pouvoir gaulliste, c'est précisément d'avoir mal choisi lorsqu'il a décidé d'accorder la priorité à la force de frappe atomique plutôt qu'à l'enseignement et au logement. Il est inadmissible que les crédits militaires soient le double de ceux de l'éducation nationale. »

M. Waldeck Rochet a également demandé la généralisation de la laïcité dans le cadre de la nationalisation de tous les établissements entretenus sur des fonds publics. A ce sujet, il a déclaré :

« L'école laïque c'est en effet l'école neutre où le maître se montre respectueux de toutes les opinions et de toutes les croyances, l'école où il y a place pour tous les enfants, qu'ils aient des parents catholiques, de protestants, d'islamites ou de libres penseurs. C'est pourquoi nous, qui sommes les défenseurs de l'école laïque, nous pourrions nous attendre à ce que la main aux travailleurs catholiques. »

(15 septembre 1964.)

Dans le Monde daté 3-4 mars 1963

Une polémique entre MM. François Mauriac et Jean-Jacques Servan-Schreiber

Sous le titre : « Faut-il tuer de Gaulle ? », M. Jean-Jacques Servan-Schreiber écrivait le 21 février dans l'Express :

« L'assassinat politique est une monstruosité indéfendable... Accepter qu'on se débarrasse de de Gaulle en le tuant serait, pour tout homme épris de démocratie et de progrès, une régression effroyable, qui plongerait sans doute plusieurs générations de Français dans l'abaissement civique. Un démocrate, un homme de gauche, ne peut que condamner sans aucune équivoque, sans aucune nuance, et avec passion, les colonels assassins et leurs complices. Cela doit être clairement dit, sans réserve, et une fois pour toutes. »

Il faut constater que si la vie publique dans notre pays se réduit maintenant à des complots successifs, et presque permanents, la responsabilité suprême en incombe au régime et à son chef. La démocratie, avec tous ses inconvénients, ses difficultés, ses lenteurs et ses faiblesses, a introduit en matière de civilisation un progrès capital : le recours à des formes légales pour modifier la politique d'une nation (...).

Mais, en supprimant la démocratie, on sème dans les esprits — serait-ce seulement dans quelques milliers — la tentation de la violence. D'où les complots passés, présents et futurs.

Un tel régime est condamnable et forcément condamné. La France industrielle et moderne ne supportera pas d'être politiquement l'Arabie. C'est incompatible, intenable. De Gaulle lui-même s'y rendra pas. Tel accident politique, tel blocage économique, tel événement imprévu, démontrera tout à coup l'absurdité et l'anachronisme de cette situation, et le guide devra rentrer chez lui.

Pourvu, pourvu qu'il soit encore vivant ! C'est notre seule requête à ses policiers, au ciel et à lui — dans l'ordre. Car il le sait bien, ce génie canaille, que son assassinat serait son apothéose. »

M. François Mauriac, qui avait collaboré à l'Express de 1954 à avril 1961, relève cet article dans son dernier « Bloc-Notes » du Figaro littéraire. Il écrit :

« Faut-il tuer de Gaulle ? ». Si l'article occupe la dernière page, le titre s'étale à la une et raccroche... »

La haine qui se tord en point d'interrogation à la première page de l'Express pose une toute autre question, et il faut se garder d'y répondre trop vite. Une première raison éclate aux regards : que de carrières interrompues eussent repris leur cours si l'attentat du Petit-Clamart avait réussi ! Mais, surtout, de Gaulle a fermé la porte au nez de jeunes ambitieux qui, lorsqu'ils se regardent dans la glace, se disent qu'ils ont pourtant la gueule de Kennedy. Pour peu qu'une famille opulente, comme est celle du président démocrate, les porte et les fournisse de capitaux et de journaux, pourquoi n'auraient-ils pas le même destin ?

Pourquoi notre Kennedy n'aurait-il sur sa jambe ? Il y restera, je l'en assure. Si loin qu'il ait toujours vécu du peuple, il l'a pourtant approché d'assez près durant la dernière campagne électorale pour mesurer les abîmes qui l'en séparent.

De Gaulle était seul d'une trempe à l'épreuve de tous les attentats ; ce qui n'échappe pas à son insulteur de l'Express : tout de même, il donne du génie au chef de l'Etat ; en l'épithète de « canaille » ne change rien à la valeur de cet aveu ; elle le renforce au contraire : le témoignage de la haine est plus convaincant que celui de l'amour. Ce n'est pas le don le moins étrange de de Gaulle que son pouvoir, simplement parce qu'il est là, d'obliger les personnages consulaires qui s'agitent à la surface à s'ouvrir devant nous ; et nous les voyons tout à coup tels qu'en eux-mêmes de Gaulle les a changés. »

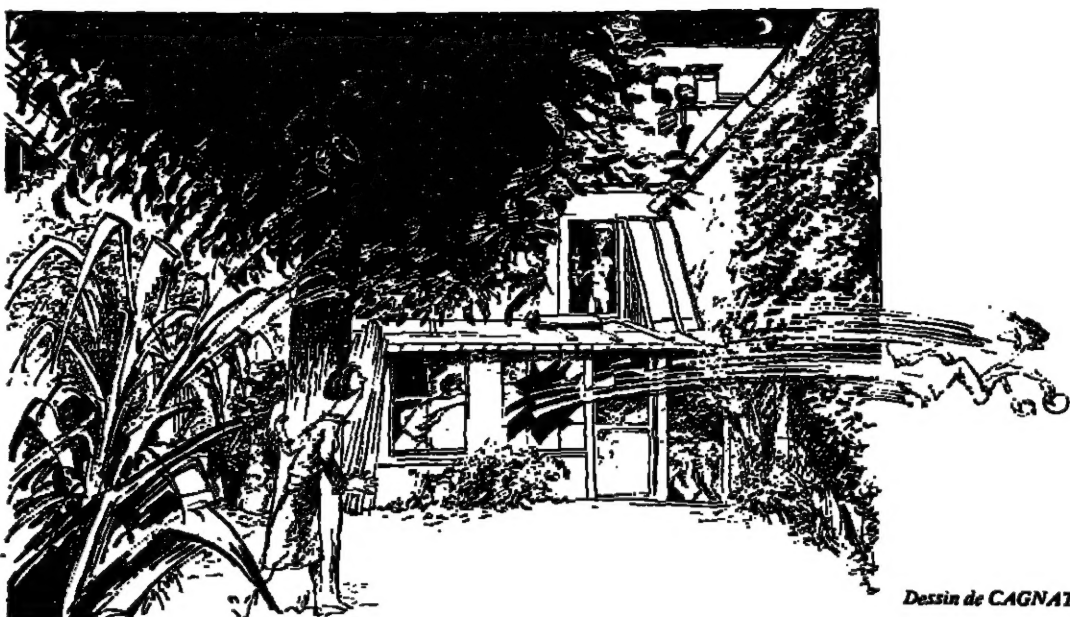
Demain : L'homme n'est plus dans l'homme

12 — Essai : Force et faiblesse de l'Etat-Providence

Le Monde DES LIVRES

Hemingway and Co. : le Paris de la génération perdue

Des Américains
à Paris
entre les deux
guerres...
Un Américain
de Paris,
John Taylor,
se promène
sur leurs traces,
dans la ville
des années 80.



Dessin de CAGNAT.

GERTRUDE STEIN avait des ennemis d'allumage avec sa vieille Ford. Il se trouva que le mécanicien qui fut chargé de la réparation était particulièrement incompétent. Elle se plaignait aussitôt auprès du patron, lequel réprimanda ainsi le jeune homme : « Vous êtes une génération perdue. » A Hemingway, venu au 27, rue de Fleurus lui rendre visite, Stein rapporta l'incident : « C'est comme vous tous. Vous, les jeunes qui avez servi à la guerre. Vous ne respectez rien. » Le terme était né, qui allait désigner toute la génération des écrivains américains venus s'installer à Paris après la première guerre mondiale.

Le joli pavillon blanc de la rue de Fleurus, que l'on voit encore aujourd'hui, à droite quand on entre dans la cour intérieure, héberge le fameux salon litté-

raire de Stein. Sherwood Anderson, déjà connu pour *Winesburg, Ohio*, y fut reçu en 1921. Un an plus tard, Hemingway, une lettre d'introduction à la main (elle était justement d'Anderson), y commença ses « leçons de prose ».

Leçons de boxe

C'est aussi là qu'Erza Pound, au cours d'une discussion très vive, tomba du petit fauteuil préféré de Stein, ce qui lui valut l'hostilité tenace de la propriétaire. Elle trouvait que Pound n'était pas « amusant », comme elle l'écrivit dans son *Autobiographie d'Alice Toklas*. « C'était celui qui dans un village sait tout expliquer, ce qui est merveilleux si vous êtes un village, mais sinon, non (!) ».

Aujourd'hui, quand nos plus proches amis vivent aux quatre coins de Paris, il est étonnant de

constater que les écrivains de la génération perdue habitaient tout près les uns des autres. A cinq minutes à pied de chez Stein, au 70 bis, rue Notre-Dame-des-Champs, Pound loua une sorte d'appentis aménagé, situé dans une cour dont les statues éparpillées et là dans une végétation envahissante donnaient la même impression de futilité — n'en déplaise aux poundiens — que les *Cantos* eux-mêmes, d'ailleurs écrits en partie dans ce décor. « Oui, je l'ai connu », m'expliqua la dame sur laquelle je tombai alors que je cherchais à savoir quel appartement fut celui de Pound. « Et un soir — je devais avoir dix-huit ans — je l'ai vu tout nu, une chandelle à la main, là-haut devant cette fenêtre ».

Elle désigna le réduit juste au-dessus du logement de Pound, la petite chambre qu'il proposait à ses amis. (Le poète William

Carlos Williams, arrivant à Paris en 1924, lui préféra cependant l'Hôtel Lutetia.) C'est au rez-de-chaussée que Pound corrigea les manuscrits de Hemingway, en échange de quelques leçons de boxe. C'est là que Pound écrivait la capitale un sac de pommes de terre (mais pourquoi, diable, se met-elle à déféquer dedans ?), un jeune homme qui machonne un oignon, des banlieusards abrutis et, face à eux, un homme bizarre « dont l'étrange visage semblait retiré en lui-même, figé dans une concentration stupide ». C'est Fiodor.

A partir de 1924, Hemingway habita lui aussi rue Notre-Dame-des-Champs, un peu plus haut, au n° 113. La boulangerie dans laquelle il achetait son pain est toujours là, au n° 110, et l'on peut y entrer par derrière, tout comme il faisait lui-même (l'entrée principale se trouve au 151 bis du boulevard Montparnasse).

JOHN TAYLOR.

(Lire la suite page 11.)

(1) Traduction littérale d'un jeu de mots.

Voyage à travers le mal absolu

Le premier roman traduit
de Iouri Mamleiev,
Grand-Guignol métaphysique
qui offre « l'ésotérisme russe »
à la sauce vodka.

UN chatoun (chatouny au pluriel) est un ours qui, coupé des siens et ne trouvant pas le sommeil de l'hibernation, rôde dans les forêts en hurlant et en menaçant ceux qu'il rencontre... Les personnages du premier roman traduit de Iouri Mamleiev sont, à leur manière, des bêtes plus sauvages encore, dont le furieux désir de meurtre est un moyen de pénétrer l'au-delà, quitte à se perdre au royaume de Satan, où l'auteur nous entraîne à la suite du chatoun en chef, Fiodor Sonov.

Au début, on ne se méfie pas, on ne surveille pas vraiment l'itinéraire : un omnibus qui roule dans les environs de Moscou, une vieille paysanne qui rapporte de la capitale un sac de pommes de terre (mais pourquoi, diable, se met-elle à déféquer dedans ?), un jeune homme qui machonne un oignon, des banlieusards abrutis et, face à eux, un homme bizarre « dont l'étrange visage semblait retiré en lui-même, figé dans une concentration stupide ». C'est Fiodor.

On se croit en plein réalisme quand, soudain, dans un taillis, Fiodor, que nous avons suivi, enfonce dans le ventre d'un homme inconnu un énorme couteau, « de ceux qui servent d'ordinaire à égorger le gros bétail ». Acte gratuit ? Pas du tout. Première étape, plutôt, vers un monde de mystères et de ténèbres peuplé de monstres, de sadiques et d'obsédés ; voyage à travers le mal absolu, où le romancier nous guide, se complait à nous guider.

Qui est-il, ce Mamleiev qui ne devrait pas rester un inconnu ? Né à Moscou en 1931, diplômé de sylviculture, Iouri Mamleiev a émigré en 1975. D'abord aux Etats-Unis, où il enseigna la littérature russe à la Cornell University et publia en 1980 son premier recueil de nouvelles traduites en anglais, *The Sky Above Hell*, puis à Paris, où il vit depuis 1983 parce que, selon lui, le « climat spirituel » lui convient mieux ; il enseigne la littérature russe à l'école des langues orientales.

Un monde stupide et dégénéré

Il est, paraît-il, l'auteur d'une œuvre importante (deux romans, une centaine de nouvelles, un recueil de poèmes) jamais publiée en URSS, qui s'attache à l'observation d'une société engendrée par des décennies de désert spirituel et se réfugie dans le marginalisme des sectes mystiques ou ésotériques. Son père, qui était psychologue, avait publié dans les années 20 *Freudisme et religion*, avant de finir ses jours dans un camp.

Comment préserver son idéal dans un monde stupide et dégénéré ? se demande le romancier à sa manière. La manière forte. Fantastique, cocasse, horripilante, d'une lecture souvent insupportable, insoutenable. Un Grand-Guignol métaphysique, mélange de sublime et de trivial, qui cuisine l'amour universel et « l'ésotérisme russe à la sauce vodka ».

Fiodor est-il un assassin métaphysique ou un raide fou dans cette maison où se retrouve une collection impressionnante de pervers et de dingés : Claudia, sa sœur, qui satisfait ses pulsions sexuelles avec des oiseaux vivants qu'elle sert ensuite en rôtis ; Lydia, la voisine nymphomane, et son mari, Pacha, qui, par haine de la vie, a pris l'habitude de défoncer la fontaine des fetes dans le ventre de leur mère ; Pétia, le simple d'esprit couvert de pustules et de furoncles, qui se défie à tel point du monde extérieur qu'il refuse toute nourriture et choisit de se dévorer jusqu'à en mourir ; celui qui s'est châtré lui-même et qui exhibe son « rien » lisse à la place de son sexe ; quelques sadiques qui tuent ce qui passe à leur portée ; un vieillard pieux qui se transforme en poule caquetante et niche dans les arbres avant de disparaître ?... Tant d'images insoutenables dignes de Shernimus Bosch, un « jardin des délices » aux couleurs boueuses d'un dédale d'ignorance et de fanatisme.

Envoyer au ciel l'âme des nouveau-nés

Mamleiev se réclame du diable, à l'exemple des symbolistes, d'un Fedor Solougoub, par exemple — l'auteur du *Démon mesquin*, — ou même d'un Gogol. Il se veut dans la lignée de ces Russes des sectes pour qui le règne de l'Antéchrist avait commencé avec le schisme, le *raskol*, et qui ne voyaient de refuge que dans la mort, recourant systématiquement au meurtre et au suicide afin d'échapper au diable : les « tueurs d'enfants » qui se faisaient un devoir d'envoyer au ciel l'âme innocente des nouveau-nés, les « étouffeurs » qui croyaient rendre service à leurs parents en les préservant de mourir de mort naturelle, les « brûleurs d'eux-mêmes » qui s'entassaient sur de vastes bûchers. « Le roman dévoile des aspects totalement inconnus de la vie soviétique », déclarait récemment Mamleiev à l'hebdomadaire *la Pensée russe* — qu'il évoque des sectes religieuses, mystiques, voire érotiques. On peut décrire ces groupes comme l'« underground » métaphysique de l'URSS... Ils sont le reflet d'une tentative désespérée de sortir de l'impasse spirituelle actuelle... »

Pour sortir de l'impasse, Chatouny propose une vision de poète, de poète noir qui cherche une vérité dans la mort et considère la vie comme un châtimement. Quoi qu'il en soit, qu'on « marche » ou non, qu'on soit choqué ou non, Mamleiev convainc son lecteur de la réalité du cauchemar. Le sang chaud inonde des marécages de mysticisme et des monuments abominables érigés en haine du bonheur. On n'est pas près d'oublier ces chatouny, la hache levée, guettant dans les taillis...

NICOLE ZAND.

★ CHATOUNY, de Iouri Mamleiev. Traduit du russe par Pierre Grazimis et Anne Coldefy-Paucard. Laffont, 200 p., 90 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Réédition du « Grand Meaulnes », poèmes, lettres

Alain-Fournier ou l'expiation préalable

ALAIN-FOURNIER aurait cent ans. Encore un ! Ce que cette fin de siècle, l'autre, aura donné d'écrivains d'importance, c'est prodigieux ; et intrigant. Y a-t-il une raison historique, une raison d'environnement, à ces brusques poussées de sève littéraire ? La nature pressent-elle qu'il y a du carnage dans l'air et que, par conséquent, il faut calculer large ?

Pour l'occasion, Fayard réédite le *Grand Meaulnes*. Je croyais me souvenir de ce classique des classiques : c'est l'ennui avec les lectures inévitables de l'adolescence : on se rappelle ce qui se disait plus que ses impressions. Il y avait les fervents, amoureux d'Augustin, d'Yvonne, des fêtes évanescences dans les brumes solognotes. Il y avait les têtes, pour qui tout cela sentait trop le rêve mièvre et la dictée.

J'ai mené l'enquête. Presque tous les interrogés ont en tête l'arrivée de Meaulnes à l'école, au début, le crâne ras, la blouse ample, le lourd ceinturon, l'air venu d'ailleurs. C'est toujours très frappant, les entrées en classe, dans les vieux romans ! Rappelez-vous l'irruption de Charles Bovary et de sa casquette. Un rien fait mystère, à ces âges-là. Et l'amour ressemble à l'envie de suivre la brute du préau, ou de protéger le petit.

Augustin cumule les deux charmes, de l'aventurier intrépide et du frère rêveur. Seurel, le narrateur, en est fou ; au point d'oublier d'aimer pour son compte. J'avais gardé la sensation que c'était une jeune fille qui tenait la plume. J'ai retrouvé cette impression d'un « je » diminué par sa coxalgie et son genou fragile, tout entier attaché à la personne d'Augustin, ébloui par lui seul, brillant de le rejoindre, et redoutant ce trouble désir...

LITTÉRAIREMENT, l'exclusion transie est une position féconde pour raconter, surtout s'il s'agit d'un conte où le réel se dérobe. Ne pas « en être » : c'est même la seule façon de porter à leur plus haute étrangeté les bals d'enfants, les feux de bohèmes. Rimbaud éprouvait la même chose dans les *Illuminations*, devant ces petits êtres à pourpoint, poussant charrette.

Tout l'art du conte fantastique est de nous faire guetter les cohérences cachées et les signes que les gens du rêve vont

abandonner, peut-être, de ce côté-ci de la frontière. Le lecteur collectionne les indices, ramasse les bouts de lincoln des fantômes accrochés aux branches, reconstitue les plans des domaines entrevus. Il interroge le brouillard : ce qui pourrait être une définition heureuse de toute lecture.

Il n'y a pas de mirage sans moralité. L'au-delà des textes fantastiques, comme tout au-delà, a le caprice signifiant. Dans le *Grand Meaulnes*, amour rime avec faute. Il faut beaucoup « réparer ». Le vingtième siècle a hérité cette manie du précédent, jusqu'à nos années 60. On n'a rien sans rien. Le bonheur fou des premiers émois doit se payer. Obstacle en or : la fidélité chevaleresque à l'impossible ou, c'est tout un, à l'impassible, Augustin et Yvonne, puisqu'ils s'aiment, se fuiront. Ainsi le veulent nos larmes adolescentes.

L'IDÉE de perfection et de sacrifice triomphe, en cette avant-guerre-là. Ça tombe bien : les États vont en avoir l'usage. Ils faucheront du pur soldat, comme s'il en pleuvait. L'expiation préalable fait le moral des armées. En 40, des états-majors déconfits feront à la jeunesse le coup de la contrition et de la contention qui élèvent l'âme. Pareil langage n'est jamais tenu en vain.

« Ce qui me plaît en vous, ce sont mes souvenirs », lit-on à la fin du *Grand Meaulnes*. C'est vrai des livres. Ce qui nous plaît en eux, c'est ce que nous y avons mis. Le roman de Fournier s'est inscrit dans le cadre ovale de nos mémoires plus ou moins vieillottes. Il s'y ajoute, avec le recul, le poids de ce qui a suivi. *Meaulnes*, c'est aussi le roman unique de qui va perdre, à vingt-huit ans, une vie que l'histoire lui prend en lui faisant croire qu'il la donne.

La perspective d'avoir à mourir jeune entretient le romantisme. Chaque avant-guerre, il reprend du poil. La mort routière remplit le même office ; moins sûrement, mais elle le remplit. Ce n'est pas parce que Nimier et Huguenin sont effectivement morts au volant que l'idée nous vient : chacune de leurs phrases, relisez-les, se détache sur la conviction de ne pas s'éterniser ici-bas.

(Lire la suite page 12.)

eau neuve

ncola Mauriac
Schreiber

LA VIE LITTÉRAIRE

EN POCHÉ

● Spécialiste de Zola, Henri Mitterrand propose dans sa préface à la réédition du *Rêve*, « Folio » Gallimard, n° 1746, une nouvelle lecture de ce roman, considéré à tort comme anecdotique, et classé toujours à part dans l'œuvre de Zola. Sous le langage de la mystique et de la sainteté se découvre en filigrane, celui du désir, « l'œuvre hétéroclitement transmise par l'alaïe des Rougon-Macquart ».

● Jean Hamburger a publié sa première œuvre romanesque, le *Journal d'Harvey*, en 1983. Il y raconte la vie aventureuse de Jean Harvey, le plus grand médecin du XVII^e siècle, qui découvre la circulation du sang (Folio n° 1747).

● Toujours en « Folio », la réédition de *Mon oncle Oswald* (n° 1748) de Roald Dahl, le romancier à l'humour le plus anglais après P.-G. Wodehouse. Traduit par Alain Delahaye.

● Charles Bukowsky, dit « Buk », le poivrot, invité mémorable d'Apostrophes en 1978, a écrit son premier roman *Le Postier* en 1971. Le voilà réédité chez Grasset, dans la collection Cahiers rouges.

● Dans la collection Biblio-essais, au Livre de poche, vient de paraître *Le Jeu des possibles* (n° 4045) de François Jacob. Texte d'aujourd'hui classique sur la diversité des êtres humains, purs résultats d'un « bricolage cosmique ».

● Dans la même collection, sous le titre *La Tyrannie de l'imprimé*, (n° 4047) Martha Robert poursuit son travail de dissection analytique, à travers des notes de lecture sur Nizan, Freud, Kafka, Flaubert...

● « Incrédule, je lis et relis ce texte exsangue et nu. Une force étrange le traverse, de part en part, il résiste, il vit de sa propre vie ». C'est ainsi que Claude Lanzmann parle du texte intégral de son film *Shoah* qui vient de paraître au Livre de poche (n° 6210), préface de Simone de Beauvoir.

● Toujours au Livre de poche, dans la série « Théâtre », avec des présentations et des annotations dues à des metteurs en scène et des universitaires spécialistes du théâtre, les *Fourberies de Scapin* de Molière (n° 6182), présenté et annoté par Marcel Maréchal et Jean Serroy, et *Andromaque* de Racine (n° 6180) par Anne Delbée et Patrick Dandrey.

● Une nouvelle collection de « Références » chez Larousse. Premier titre : les *Grandes Dates de l'histoire de France*. Quatre mille cinq cents dates réparties sur quarante unités chronologiques, de l'an 450 à 1988, agrémentées de tableaux, de cartes, et d'indications bibliographiques.

Surréalisme

à Bonn

Au colloque sur le surréalisme, tenu les 10 et 11 juillet à l'Institut français de Bonn, les communications (cinq en allemand, quatre en français) ont donné à l'expression plastique une place de choix : Max Ernst dont la *Femme 100 têtes* a été analysée comme manifeste du surréalisme, de même que le *Rendez-vous des amis*, tableau-collage où les éléments rapportés représentent le programme du groupe : Max Ernst encore qui, avec Dalí, mais de façon différente, se relie à la tradition baroque ; Magritte enfin dont l'œuvre témoigne d'une recherche surréaliste de « l'effet poétique » sur le lecteur-spectateur.

L'analyse historique s'est attachée à déterminer les difficultés qu'ont rencontrées les dissidents du surréalisme à l'intérieur du groupe entre 1924 et 1930, tandis que l'écriture et le dessin automatiques ont été comparés dans leur commune visée surréaliste. Des confrontations du surréalisme avec ses marges ont donné lieu à des communications stimulantes : les *Manifestes* d'André Breton avec *Postilla* à la *nome della rosa* d'Umberto Eco ; ou encore Crevé, Paz, Borges, réalisant une certaine écriture surréaliste, qui crée un espace partagé et protégé où texte et lecteur s'entrelient. Et il y eut aussi une voix chaleureuse pour suivre les traces et inscriptions de l'écriture dans les textes de Lairis, Eluard et Char.

Cela accompagné d'une exposition de dessins, aquarelles et huiles de Robert Desnos, réalisée avec le soutien de l'Association des amis de Robert Desnos. — M.-C. D.

L'à-peu-près à Urbino

Les *Leçons d'à-peu-près* du mathématicien G. Th. Guilbaud ont été le prétexte à un colloque qui s'est tenu, du 14 au 16 juillet, au Centre international de linguistique et de sémiotique de l'université d'Urbino à l'initiative du Centre de mathématique sociale de l'EHESS.

Mathématiciens, linguistes, historiens des sciences, sémioticiens, philosophes ont débattu aussi bien du flou dans le langage et la pensée que des incertitudes rigoureuses des procédures scientifiques. Des tablettes sumériennes aux programmes de l'intelligence artificielle, des sondages d'opinion aux manipulations du titre des monnaies et aux limites insaisissables des objets fractals, tous les aspects de l'approximation ont été abordés.

Au hasard des interventions dans la salle Renaissance de la bibliothèque, citons : « Du faux dans l'art », par Umberto Eco, « La « presque » chez Pascal », par Louis Marin, ou les communications de Jean-Luc Verley sur l'histoire de la méthode de Newton et de Gilles Lachaud sur les approximations diaphanités. Un dialogue s'est noué entre Extrême-Orient et Méditerranée sur le vocabulaire de l'à-peu-près avec les exposés d'Alain Peyraube, Alexis Rygloff et Paolo Fabri.

L'unité de ce séminaire pluridisciplinaire a été tenue avec humour par G. Th. Guilbaud, qui a fait surgir pendant trois jours les grands moments de quarante siècles de calculs d'arrondis.

P. R.

★ LEÇONS D'À-PEU-PRÈS, de G. Th. Guilbaud. Ch. Bourgois, 90 F.

Pound : les deux

Cantos « censurés »

Dans le dernier numéro de la revue *Action poétique*, Henri Deluy nous donne à lire les deux *Cantos* non publiés d'Ezra Pound. Ces deux textes, LXXII et LXXIII, ne se trouvent pas dans l'édition complète qui vient de paraître chez Flammarion (voir le Monde des livres du 20 juin).

Écrits en italien en 1944 après le bombardement de Rimini et la déchéance de Marinetti, ces deux *Cantos* ont été repris récemment dans la traduction en italien de la fille du poète, Mary de Rachewitz, publiée chez Arnoldo Mondadori. On disait qu'ils étaient horriblement antisémites, xénophobes et fascistes... Les textes sont là.

« Il y a des Marocains et autres ordures innombrables et la poussière anseuse se défile (...) pour chasser les étrangers, écrit Pound, qui, dans le *Canto LXXII*, commence ainsi :

« Je n'ai aucune joie / A voir mourir ma race dans la honte et la boue / Souveraineté par la charogne et le trépas / Roosevelt, Churchill et Eden bêtards et youpins / Tous gloutons et menteurs... »

En présence de ces textes censurés par les héritiers, on constate que Pound, qui n'a jamais caché sa pensée, ne dit là rien de plus. Rien de pis. Et l'on se prend à penser, comme Jean Genet dans les *Paravents* à propos de l'enfer : « Eh bien ! Par exemple ! C'est ça ! Et on fait tant d'histoires... »

N. Z.

★ ACTION POÉTIQUE, n° 104. Ed. 1986, 60 F.

(Ce cahier comporte également un important dossier consacré au poète portugais Fernando Pessoa, dont l'œuvre complète doit paraître prochainement chez Christian Bourgois.)

EN BREF

● Le prix international Eugenio Montale contemporain a été attribué à Philippe Renard et Bernard Simeone, pour l'ensemble de leurs traductions de poésie italienne du vingtième siècle. Le prix Montale classique a récompensé Jacqueline Risset pour sa traduction de l'*Eafer* de Dante (Flammarion).

Out collaboré à cette rubrique : Pierre Chaviv, Marie-Claire Dumas, Patrick Échichien, Nathalie Mesuret, Monique Nemer Jean-Pierre Peroncel-Hagoz, Emmanuelle Peyret, Pierre Rosenstiehl, Nicole Zand.

P. C.

★ DIONYSOS A CIEL OUVERT, de Marcel Delienne, Hachette. « Textes du vingtième siècle », 122 p., 48 F.



Des livres en bande

Le livre sonore tend à perdre son caractère de production marginale. Si la demande du public reste encore incertaine, les sociétés éditrices se chargent, en bonne logique commerciale, d'augmenter l'offre et de susciter ainsi un nouveau besoin.

Jean Montalbetti, journaliste, éditeur et producteur d'émissions radiophoniques, s'est associé à la société Auvidis pour éditer des livres-cassettes, les « audilivres ». Trois titres sont sortis en juin : *L'Étranger* de Camus lu par Michel Lonsdale, *La Métamorphose* et *La Colonie pénitentiaire* de Kafka par Daniel Mesguich et *Enfance* de Nathalie Sarraute, par l'auteur.

Après les Editions des Femmes et plusieurs autres maisons plus modestes, ces productions s'entassent à quelques règles simples, voulues par les promoteurs : présentation des œuvres de fiction tirées principalement du patrimoine français du XX^e siècle, en version intégrale, pas d'accompagnement musical, mais le texte seul, lu par des comédiens connus du public ou par les auteurs, lorsqu'il s'agit de textes autobiographiques, présentation des cassettes sous un format unique. Le prix des « audilivres » est relativement élevé : 140 francs à 150 francs pour trois cassettes en raison du taux de TVA de 33 % qui frappe encore ces produits.

La société grenobloise, « la Voix de son livre », se lance également dans le livre sonore. Les premiers titres font apparaître un certain électionisme : de la Guerre des boutons ou de *Poll de carotte* aux *Orzes mille verges* d'Apollinaire ou à *Aphrodite*, avec la voix de Christiane Dais.

Enfin, le centre régional des lettres d'Aquitaine, dirigé par Eric des Garets, qui produit depuis 1984 l'émission de Madeleine Debras, le Livre déshabillé, diffusée sur les radios locales de la région, commercialise cette série en cassettes. Portraits d'écrivains (de Mauriac à Solers, de Raymond Guérin à Catherine Lépront) ou d'éditeurs (René Martineau, Martial Troillet...), ces cassettes sont vendues au prix de 100 F, des réductions sont accordées aux bibliothèques.

D'avantage tournée vers la littérature contemporaine ou expérimentale, la société Artalec publie une série de cassettes intitulées « la Voix de son texte ». Des textes, inédits pour la plupart, lus, interprétés, par les auteurs Michel Butor, Severo Sarduy, Jean-Luc Parant... (60 F la cassette).

P. Ke.

★ AUVIDIS : 34, rue des Peupliers, 75013 Paris ; tél. 45-88-88-82.

★ LA VOIX DE SON LIVRE : Z.A. de Lambia, 38660 Le Tourvet ; tél. 76-68-29-29.

★ ARTALEC : 49, rue de Montreuil, 75011 Paris.

★ CENTRE REGIONAL DES LETTRES D'AQUITAINE : 24, rue Esprit des Lois, 33000 Bordeaux.

Marseille :

ville-énigme

L'air en gros y est un peu scabré, mais Marseille est bien jol, écrivait en 1673 Mme de Sévigné, qui mettait le port, comme il se doit, au masculin. Giono, Suarès, Bosco, Cendrars, Simone de Beauvoir, Edmond Charles-Roux, etc. C'est fou ce qu'on a pu décrire et chérir Marseille parmi la gent de plume ! Jeanne Laffitte a choisi une volée de grandes photos claires d'Alfred Wolf qui vous font du bien comme une vague verte en été, et elle les a (bien) mariées à des extraits des auteurs précités et de bien d'autres. C'est un régal ! Domage quand même qu'on soit obligé de courir à la fin du volume — qui plus est les pages ne sont pas numérotées — pour trouver les légendes des clichés.

Tahar Ben Jelloun et Thierry Ibert, eux, ne se sont pas embarrassés du tout de légendes ni de numérotation, et, d'ailleurs, dans leur cas, il n'en était sans doute point besoin. Ibert, « un matin d'insomnie », a emprisonné dans son objectif Marseille, en ruine, Marseille en morceaux, Marseille l'Arabe, l'ouvrière, l'humble qu'on veut chasser du centre vers Dieu seul sait quelles banlieues.

Tout est pauvre dans ce [paysage].

Tout y est usé.

Tout est lassitude dans ce [visage].

Tout a renoncé dans ce corps [étendu].

vient dire l'écrivain marocain, qui est un connaisseur sinon un amateur de cette « ville-énigme » où plus personne ne se sent chez soi.

C'est une ombre épaisse et sans [faste].

Où l'étranger exilie l'étranger. Telle est la terrible réalité que seul peut osé dire le poète. Deux livres antithétiques, sauf que, chacun à sa manière, ils nous empoignent et ne nous lâchent plus.

C'est encore l'éditrice marseillaise, Jeanne Laffitte, qui nous donne « son » *Guide de Marseille*. Un fort volume où la ville compliquée et cachottière apparaît soudain « expliquée » à travers la sécheresse des (bonnes) adresses, des chiffres et des références historiques depuis le pape Urbain V jusqu'à Yves Montand, en passant par Brun, « le seul vrai restaurateur provençal du monde », de chez qui Madame Sans-Gêne, quoique marseillaise, aurait été chassée si elle avait osé fumer à table...

J.P. P.-H.

★ MARSEILLE, Photographies d'Alfred Wolf. Ed. Jeanne Laffitte, Marseille, 200 p., 350 F.

★ MARSEILLE, COMME UN MATIN D'INSOMNIE. Photographies de Thierry Ibert, texte de Tahar Ben Jelloun. Ed. Le Temps parallèle, Marseille, 100 p., 110 F.

★ GUIDE DE MARSEILLE. Ed. Jeanne Laffitte, 525 p., 125 F.

ROMANS

Les déclinaisons

de Solers

Le premier volume de *Paradis* (1), que Philippe Solers a publié en 1981, s'achevait — se suspendait plutôt — sur le mot « soleil ». Enjambant les deux romans et l'essai (2) parus entre-temps, *Paradis II* s'ouvre, sans majuscule ni aîné, sur le même mot et poursuit, semble-t-il, la longue phrase commencée deux cent cinquante-cinq pages auparavant. Ligne d'ailleurs, plus que phrase unique, puisque si aucun signe graphique — ponctuation ou blanc — ne vient rompre visuellement l'unité formelle de l'écoulement verbal, une syntaxe parfaitement identifiable permet une lecture à tout instant intelligible.

La perplexité vient d'ailleurs. On est, face à ce texte, dans une situation inverse de celle de l'enquêteur de la *Lettre volée*, d'Edgar Poe : il ne s'agit plus de la recherche d'un objet connu que son évidence même dérobe à la vue, mais de la certitude qu'il y a une évidence dont on ne sait précisément quel objet elle désigne : « Il y aurait donc un lapsus dans l'économie d'une fuite de typographie un petit détail d'ordonni qui quelque chose d'inquiet à perdu semé dans les phrases il y aurait une allusion à la base mais très surveillée. »

Rien de moins « allusif » pourtant que ces séquences dont Solers lui-même décrit, sur un mode provocateur, le contenu : « Qu'est-ce qu'il raconte au fait là-dedans d'après vous sinon le contraire de ce que nous aimons croyons défendons la contraire du programme le blasphème à mettre à la flamme dérisoire de la femme appétit trop net pour les femmes profanation du tabou expression d'une foi infâme dont nous étions juste en train de venir à bout. » La question, insistante, est donc : comment ces éléments, dont l'enchaînement paraît souvent régi par l'arbitraire de dérivations phoniques, font-ils soupçonner un plan concerté, une nécessité ?

Sur le vide de la page, une chute atomique de mots que des contiguïtés ou des assonances fortuites constitueraient en combinaisons éphémères : c'est ce qu'évoque dans sa forme même *Paradis II*. En somme un « à la manière de » Lucrèce, où le lapsus jouerait le rôle du cinéaste, cette « déclinaison » qui permet par collision d'atomes la fabrication des corps. L'implicite ici est explicite ailleurs : la *Théorie*

des exceptions s'ouvre sur une « méditation » du philosophe latin, et il y a plus qu'un clin d'œil dans la manière dont *Paradis II* suit à rebours l'itinéraire de *De la nature des choses*. Et *Paradis II* se termine — ou à nouveau se suspend — sur la jubilation d'une évocation marine et solaire, paradisiaque. Car le paradis n'est ni à l'origine ni à la fin des temps : il est au principe, au-delà de la temporalité et de la notion de progrès.

Au travers des romans, essais et de ces deux *Paradis*, Philippe Solers use de trois tactiques pour une stratégie unique : dénoncer l'histoire des discours historiques, leur relativité et leur réversibilité, les afficher comme des combinaisons momentanées, « mondaines », au sens théologique du terme, et affirmer que l'issue est ailleurs.

« Ailleurs », en latin, cela se dit « alibi ». On peut ne pas suivre Philippe Solers. Mais il serait trop facile de ne pas l'entendre.

M. Ne.

★ PARADIS II, de Philippe Solers. Gallimard, 115 p., 55 F.

(1) *Paradis*, Le Seuil, 1981.
(2) *Femmes, Portraits d'un joueur et Théorie des exceptions*, tous chez Gallimard.

Pour nostalgiques

du polar

« Cigarettes et whisky et p'tites pépées », voilà qui pourrait, en partie, poser l'atmosphère du premier roman, film, ou intrigue de Sophie Edelman. Avec, par-dessus, la voix rauque de la chanteuse de blues, sur fond de polar à la Chandler ! Un journaliste assez minable, Harry, le narrateur, sa femme Muriel, une ravissante blonde, la divine Jackie Rouk, un metteur en scène, avec les acteurs de l'histoire d'Harry.

Car, dans ce roman d'ambiance façon « Comtesse aux pieds nus », se noue une intrigue policière, sentimentale, sur le ton gouailleux du roman américain des années 50 ; mais Sophie Edelman brouille les pistes : on « c'est-à-dire Harry, qui se retrouve acteur de sa propre histoire, — ne sait plus très bien s'il s'agit d'un film dans le roman — film créé par un metteur en scène un peu véreux, à propos de la mort de la star du blues, — ou d'un roman dans le film, dont la voix d'Harry serait la voix off. Un roman agréable pour les nostalgiques du polar.

P. C.

★ DESTIN D'UNE CHANTEUSE DE BLUES, de Sophie Edelman, Seuil, 122 p., 59 F.

HISTOIRE

Les faux pas

de Dionysos

Dionysos est gâté : après le livre de Maria Daraki, en voici un nouveau sur le « dieu qui fait délirer », par le grand initiateur Marcel Detienne. Dionysos peut ainsi sans problème accompagner les végétariens estivaux des bacchantes et ménades d'aujourd'hui. N'exalte-t-il pas à nos yeux la nature, la vie du corps et le rejet des normes habituelles ?

De lecture aisée, cet essai est plein de mouvement — il le fallait pour décrire « celui qui vient » avec toutes les pulsions auxquelles il préside, la folie meurtrière, le sexe, le jactance du vin et enfin ce cœur qui cogne au fond de nous.

Marcel Detienne est nourri de textes anciens clairement présentés et des travaux des modernes, les plus récents comme ceux des maîtres Louis Gernet et Henri Jeanmaire. Je ne ferai de réserve que sur le chapitre « L'île aux femmes », où l'auteur annexe un rituel gaulois à la mythologie grecque avec une allégresse assurément toute dionysiaque, mais pas plus licite pour cela !

Des Gauloises, prêtresses de « Dionysos » et vivant dans une île en avant de l'estuaire de la Loire, doivent, une fois par an, au cours d'une seule journée, ôter la toiture du temple du dieu et la refaire — une toiture de chevre, probablement. Et celle qui laisse tomber sa charge est aussitôt mise en pièces par les autres ; or il y en a toujours une qui tombe. Cela revient, en fait, à assurer au dieu un sacrifice humain annuel. Mais ce dieu est, et reste, gaulois, non pas grec.

Certes, l'épisode est rapporté par un voyageur-géographe grec, Posidonios, recopié par un autre voyageur-géographe grec, Strabon. Cela ne change rien. Parfois systématiques dans leurs interprétations, les Anciens observent, presque toujours avec un scrupule louable, pas seulement ce qui les arrange de voir, mais bel et bien ce qu'ils ont sous les yeux. On ne peut pas, aujourd'hui, étudier des pratiques comme si elles s'étaient déroulées dans un coin du Péloponnèse.

P. C.

★ DIONYSOS A CIEL OUVERT, de Marcel Detienne, Hachette. « Textes du vingtième siècle », 122 p., 48 F.

هنا من الأصل

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Hemingway and Co.

(Suite de la page 9.)

Quelque chose me dit que Hemingway aimait les religieuses, et celles que l'on confectonne dans cette boulangerie sont d'ailleurs excellentes. Dans *Paris est une fête*, Hemingway, gourmand notoire, mentionne plusieurs délices de Paris, introuvables aux États-Unis, en tout cas au Middle-West, région natale d'un nombre étonnamment élevé de ces expatriés. Il aimait les huîtres, les endives et surtout les mandarines. Les mandarines représentaient encore pour l'Américain d'aujourd'hui l'un des plaisirs de la France.

Plutôt que de remonter le boulevard du Montparnasse en direction du boulevard Raspail pour rejoindre les grands cafés littéraires de l'époque, la Coupole, le Séclet, le Dôme ou la Rotonde, Hemingway préférait s'en aller du côté opposé, vers Port-Royal, et gagner la Closerie des Lilas, où il retrouvait F. Scott Fitzgerald ou John Dos Passos et où il pouvait travailler dans le calme. C'était surtout le Dôme que fréquentaient les écrivains américains, qu'ils fussent jeunes et en attente de leur première publication, qu'ils fussent des écrivains ratés ou bien des auteurs à succès tel Sinclair Lewis, qui venait s'y pavaner en annonçant à tous qu'il écrivait comme Flaubert.

Outre ses attraits culturels, Paris offrait aux Américains l'alcool en abondance : la prohibition aux États-Unis dura de 1919 à 1933. De plus, les mœurs parisiennes étaient

très libres, comparativement à celles que connaissaient les États-Unis et surtout le Middle-West. Les écrivains américains vivaient cependant en marge de la société française, ne fréquentant que le milieu artistique, et leurs œuvres ne donnaient que rarement une image fidèle de la vie française de l'époque. Leur propre vie d'expatrié était leur sujet de prédilection : ils se retrouvent souvent dans les romans de leurs amis ou de leurs ennemis sous les traits de tel ou tel personnage. Les Parisiens n'y sont que des figurants, pour la touche folklorique.

Parmi ces écrivains, il en est un qui fait exception à ce stéréotype : Henry Miller, qui s'installa à Paris en 1930. Le Paris de Miller s'étend bien au-delà du territoire privilégié de Hemingway and Co. D'une curiosité insatiable, Miller, qui se débattait pour survivre, explorait aussi bien Clichy que la place d'Italie, aussi bien la rue Mademoiselle dans le quinzième arrondissement (où il trouva une « madone des sandwiches ») que la cité Nottier dans le dix-neuvième (« la chose la plus bizarre que j'aie découverte », écrit-il), aussi bien la villa Malakoff dans le seizième que les banlieues ouvrières. Et il allait bien loin de Paris, à Louveciennes, pour rendre visite à Anaïs Nin.

Quand Miller s'installa à Paris, le dollar s'échangeait au cours de 22 pour 1, et pendant les années 20 les cours furent toujours favorables aux Américains. Il était ainsi moins dis-

pendieux pour la famille de l'écrivain de l'entretenir à Paris plutôt qu'à New-York. Quand l'argent manquait, c'est-à-dire quand on passait rue Scribe pour rentrer à l'American Express son mandat qui n'était toujours pas là — les expatriés s'y rencontraient souvent, plus fréquemment même qu'au Dôme, — il arrivait que l'écrivain sautât un repas au jardin du Luxembourg, loin des odeurs alléchantes des pâtisseries et restaurants avoisinants.

Apprentis jeûneurs

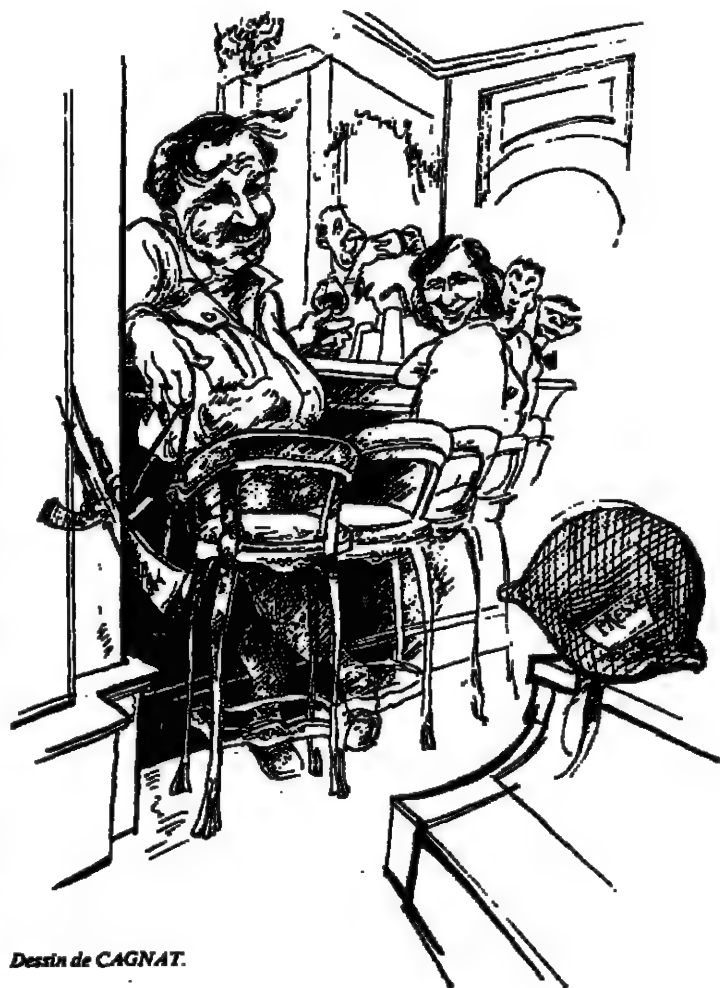
Ainsi fit Miller. Hemingway prétendit avoir tué avec sa fronde des pigeons au Luxembourg et les avoir rapportés chez lui sous le manteau. Dans *Paris est une fête*, il proposa aux apprentis jeûneurs un itinéraire qui permettait — et permet encore — d'aller du Luxembourg via la rue Férou au 12, rue de l'Odéon, l'adresse de la librairie Shakespeare and Co. à l'époque, en évitant les épiceries du quartier.

De la vie des expatriés américains à Paris, il reste peu de vestiges qui émeuvent. D'entre tous, c'est la petite chambre dans laquelle Hemingway travailla en 1922, située au dernier étage de l'hôtel où mourut Verlaine, au 39, rue Descartes (5^e), que je préfère. On peut toujours monter les sept étages : peu de choses semblent avoir changé ; il y a sur chaque palier des toilettes à la turque ; les marches sont dangereusement branlantes, grincent et

s'infléchissent autant qu'elles durent le faire quand Hemingway, qui n'était ni petit ni mince, les gravissait chaque matin. L'ascension par l'escalier étroit se termine brutalement : on accède au dernier palier, avec son unique porte, celle de Hemingway.

Son appartement à l'époque était non loin de là, au 74, rue Cardinal-Lemoine, à côté de la place de la Contrescarpe qu'il décrit dans *Les Neiges du Kilimandjaro* et *Le soleil se lève aussi*. À gauche de l'entrée du bâtiment, il y avait un bal musette, aujourd'hui Le Rayon vert, une discothèque. À droite, l'un des emplacements proposés pour le Café des amateurs, ce café « triste et mal tenu, où les ivrognes du quartier s'agglutinaient ». « Mais non, pas ici ! » s'exclama la propriétaire de l'herboristerie qui s'y trouvait aujourd'hui. « Il voulait dire la cave en face, où nous tirions le vin au sonnet. Un jour j'ai vu Hemingway, une bouteille de gros rouge dans chaque main, en boire une d'un trait ! » Aujourd'hui, un peu plus bas dans la rue Mouffetard, dont l'animation enchantait Hemingway, se trouve un petit café, rendez-vous des clochards, qui correspond exactement au café décrit dans *Paris est une fête*.

Certains expatriés habitaient rive droite, bien que l'activité littéraire se concentrât autour du Dôme, rive gauche. Au 2, avenue Montaigne, près du pont de l'Alma, vivait Sinclair Lewis. Zelda et Scott Fitzge-



Dessin de CAGNAT.

rald s'étaient établis à côté de l'Arc de triomphe, au 14, rue de Tilsitt, dans un appartement que Hemingway qualifia de « lugubre et mal aéré » et dont le mobilier — une imitation du style Louis XVI — provenait des Galeries Lafayette. Ils revinrent à Paris quelques années plus tard et s'installèrent, cette fois dans le seizième, au 10, rue Pergolèse. Quand on se rappelle la vie des Fitzgerald à l'époque — la schizophrénie de Zelda, la déchéance de Scott, ses vains essais pour écrire chaque jour, — la hideuse façade qui se dresse là n'inspire qu'une forte envie, celle de trouver le métro le plus proche : Porte-Maillot.

Libérer le Ritz.

Rive droite, il y avait aussi le Ritz, le bar du Ritz, le repaire verbal de Fitzgerald et de Hemingway, une fois établie la notoriété de ce dernier. Hemingway, en fait, prétendit toujours avoir personnellement libéré le Ritz lors des combats de rue pour la libération de Paris. Mais la version que donne Sylvia Beach, propriétaire de Shakespeare and Co. — Hemingway aurait libéré les caves du Ritz, — est sans aucun doute plus près de la vérité. Carlos Baker, biographe de Hemingway, rapporte que l'écrivain arriva au Ritz au milieu de la bataille, trouva l'hôtel presque désert, qu'il réclama une suite pour lui-même et des chambres dans le quartier pour son « armée personnelle ».

Puis il aurait commandé cinquante Martini. Au dire du barman

de nuit qui officie à l'actuel Hemingway Bar au Ritz, il s'agirait là d'une belle exagération, Hemingway ayant pris un verre tout seul. Quoi qu'il en soit, Hemingway savourait son bonheur. Quelques jours plus tôt, dans l'avancée sur Paris, il était resté à contempler, depuis une hauteur, la ville. « J'avais la gorge bizarrement serrée », écrit-il dans son article de correspondant de guerre pour *Collier's*. « Et puis, il était temps d'essuyer mes jumelles car, là, maintenant, au-dessous de nous, grise et toujours belle, s'étendait la ville que j'aime le plus au monde. »

JOHN TAYLOR.

★ John Taylor, écrivain américain, vit à Paris depuis 1977.

Pour en savoir plus

- On peut lire ou consulter :
 - ★ *Paris dans la littérature américaine*, de Jean Meral. Ed. du CNRS, 1983.
 - ★ *Paris est une fête, les Neiges du Kilimandjaro, Le soleil se lève aussi. En ligne*, d'Ernest Hemingway, Gallimard.
 - ★ *Hemingway, histoire d'une vie*, de Carlos Baker. La Font, 1971.
 - ★ *Autobiographie d'Alice Toklas*, de Gertrude Stein. Gallimard.
 - ★ *Toujours vivant et joyeux. La vie de Henry Miller*, de Joy Martin. Buchet-Chastel, 1979.
 - ★ *Jours tranquilles à Clichy*, de Henry Miller. 10/18.
 - ★ *Scott Fitzgerald, d'André La Vot. Juillard*, 1979.

Villiers de L'Isle-Adam ou la fureur de l'idéal

L'édition dans « la Pléiade » de l'œuvre singulière d'un auteur mort il y aura bientôt cent ans : Villiers de L'Isle-Adam, à jamais « marginal ».

« **UN** génie ! Nous le comprimes tel. » Le fulgurant éloge de Mallarmé, qui fut, avec Huysmans, l'ami et l'exécuteur testamentaire de Villiers de L'Isle-Adam, n'a pas suffi à populariser une œuvre qui compte parmi les plus singulières de la fin du dix-neuvième siècle, ni à rendre plus familière l'insolite personnalité de son auteur. De son vivant même, l'auteur des *Contes cruels*, malgré une tardive renommée, resta un « marginal » : aristocrate cruellement désargenté menant une vie de bohème inspirée, poète épris d'absolu, idéaliste forcené, rêveur impénitent, il fut un « passant » parmi les passants, souvent réfugié dans son exil intérieur où il élaborait le seul monde apte à le séduire — celui où la pensée et l'être ne font qu'un.

« Mon âme n'est pas de ces temps amers », dit un personnage de sa première œuvre en prose, *Isis*, et lui-même confiera à la fin de sa vie : « Je me suis toujours senti seul, même à côté d'une femme aimée ou d'un ami, même dans le cercle intime, si enthousiaste et si affectueux, de ma famille. »

On célébrera dans trois ans le centenaire de la mort de Villiers de L'Isle-Adam, mais dès aujourd'hui la remarquable édition de ses *Œuvres complètes* en deux volumes dans « la Pléiade » incite à mettre le cap sur cette création étrange, spiritualiste et diaprée, pleine des fureurs, des élans, des mirages d'un demiurge qui recrée le monde à la couleur de ses aspirations.

Villiers de L'Isle-Adam est né en 1838 à Saint-Brieuc, fils d'une famille d'émigrés appauvrie par la Révolution. Son père échappa au

seminaire et à tout bon sens pour chercher fortune dans le sous-sol breton, persuadé que des trésors l'attendaient dans les caves et les souterrains des manoirs en ruine. Ce caractère fantasque paternel allié au fervent mysticisme maternel va imprégner un enfant sensible et rêveur. Le romantisme à la mode transparaît dans les *Premières poésies* publiées en 1859 (dédiées aux plus désenchantés des poètes romantiques, Alfred de Vigny) et inspire les mélodramatiques effets de *Morgane*, un drame de jeunesse publié en 1866.

A ce climat familial si particulier vont s'ajouter bien d'autres influences. Villiers rencontre Baudelaire, lui voue une vive admiration, découvre par son entremise l'œuvre d'Edgar Poe et fait la connaissance de Wagner. Complétant sa formation intellectuelle, il étudie les théories scientifiques en vogue pour mieux les rejeter, manifeste du goût pour les sciences occultes, s'initie aux œuvres de Kant, Condillac, Schelling et surtout de Hegel qu'un de ses personnages appellera « le Nabuchodonosor de la philosophie ».

Les mardis de Mallarmé

Au fil des années, Villiers de L'Isle-Adam compose — et c'est là le premier versant de son œuvre — cette apologie de l'idéal, ces fougueuses rêveries de l'âme inscrites souvent dans une atmosphère légendaire, épique, romanesque et romantique. Quel contraste avec sa vie ! Il court les tavernes et les salles de rédaction, vêtu de hardes. Il apparaît dans le salon de Ninon de Villard, dont il a peut-être été l'amant, ou aux mardis de Mallarmé : il éblouit

par des rêveries à voix haute, récite des livres entiers sans les écrire. Il finit sa vie avec une veuve illettrée, Marie Dantine, qui lui donnera un fils, Victor, et qu'il épousera quatre jours avant sa mort. Quelle dérision dans cette vie si avide d'idéal !

Progrès abusif

Complémentaire à cette quête d'absolu, Villiers de L'Isle-Adam va s'attaquer — et c'est là le second versant de l'œuvre — au progrès scientifique abusif dans ses conclusions morales, au positivisme humanitaire, au matérialisme et à son code de valeurs. La dédicace de *L'Eve future* nous met sur la voie : « Aux rêveurs. Aux railleurs ». Passé le temps des rêves, voici venu le temps de la railerie. Curieux roman que cette *Eve future*, vision de science-fiction avant la lettre. L'auteur y fait d'Edison l'ingénieur d'une curieuse création : une femme idéale, une poupée mécanique et électrique, capable de dire — grâce à un jeu de phonographes — les plus belles choses qui parlent à l'âme. Après de curieuses figures de femmes, irréelles, initiatrices des profonds mystères cachés derrière les apparences, Villiers fustige la femme réelle et sa compromission avec la matérialité de la vie par une poupée en qui s'incarne l'idéal vainement poursuivi.

Mais c'est avec *Tribulat Bonhomet* que l'écrivain va créer l'archétype des bassesses bourgeoises, du scientisme borné. Tribulat Bonhomet, qui se vante d'avoir la physiognomie de son siècle, est l'incarnation monstrueuse du rationalisme plat ; symbole de la sottise enrobée de considérations scientifiques et esprit du mal, il fouille la rétine d'une morte pour découvrir « l'infini par le trou de la serrure », étrange savamment des cygnes pour jour de leur chant d'agouie, envisage d'utiliser les sismes pour exterminer les poètes, rare inutile, ou de retarder l'heure de fermeture des cafés pour abrutir le peuple et le détourner d'aspirations révolutionnaires.

L'inspiration satirique de Villiers, assortie à un sens du fantastique qui doit quelque chose à Poe, trouve peut-être sa forme la

plus accomplie dans les *Contes cruels*. L'auteur affecte l'enthousiasme pour le progrès afin de parvenir, par le jeu d'une fausse ingénuité, à des spéculations caricaturales. Cette déconcertante imagination « scientifique » est relayée par le sens du mystère, de l'effroi, du surnaturel pour créer des atmosphères morbides.

Les contemporains de Villiers de L'Isle-Adam se sont extasiés sur l'éclatante beauté de son style : un lecteur d'aujourd'hui ricanera peut-être devant certaines tournures grandiloquentes, une rhétorique parnassienne figée, des surcharges lyriques, la recherche des tournures étranges et des néologismes précieux. Ce sont des défauts propres aux symbolistes.

Ironie mordante

Il reste l'étonnant pouvoir d'évocation d'une œuvre hantée par le souci d'aller au cœur de la pensée créatrice pour y féconder des mythes étranges, des personnages interosseurs entre le réel et l'imaginaire, une ironie mordante, un goût exacerbé pour la beauté des mots, un don de l'intensité dramatique porteur d'une angoisse bien moderne. A cet égard, son grand poème dramatique en prose *Axel*, qu'il considérait lui-même comme son « grand œuvre », est une réussite. Les jeunes de son temps ne s'y trompèrent point qui revendiquèrent l'écrivain comme le suprême esprit de résistance contre le monde sans âme du matérialisme bourgeois. Jarry, Roussel, voire Kafka, sont dans le sillage de Villiers, cette sorte de prophète illuminé qui, en plein positivisme, en plein naturalisme, dénonça « toute l'ordure des idées utilitaires contemporaines, toute l'ignominie mercantile du siècle ».

PIERRE KYRIA.

★ **ŒUVRES COMPLÈTES**, de Villiers de L'Isle-Adam, édition établie par Alain Rault et Pierre-Georges Castex, avec la collaboration de Jean-Marie Bellefroid, Gallimard, « la Pléiade », 1 774 p. (tome I) et 1 792 p. (tome II) : 590 F. prix de lancement jusqu'au 31 juillet 1986 ; 680 F au-delà de cette date.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 48 de la loi du 11-03-57 sur la propriété littéraire. Adresses manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tel. 49.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



Un roi pour les républicains

JUAN CARLOS

La grande biographie de Philippe Nourry

« Les Français doivent lire ce livre comme une histoire exemplaire. »
Jean-François Bessière / *Le Figaro*

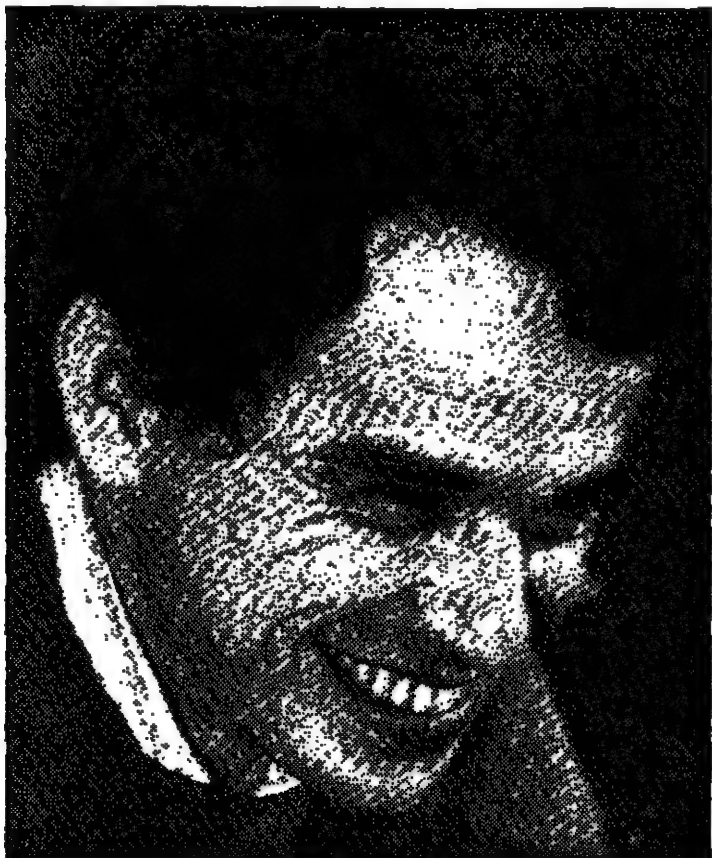
« Une aventure exceptionnelle, un livre admirable. »
Georges Dupeyron / *Le Quotidien de Paris*

« Un remarquable portrait. Juan Carlos comme il venait d'être de son. »
Jean Chénouillet / *Le Canard Enchaîné*

Chez votre libraire **le Centurion**

صكنا من الأمل

SOCIÉTÉ



François Ewald

Le vent du libéralisme peut souffler, l'Etat-Providence tiendra bon sous la bourrasque et il résistera mieux encore à tous les assauts idéologiques, de quelque côté qu'ils viennent, s'il se donne les moyens de gérer ses contradictions. L'Etat-Providence repose, en effet, sur une assise solide. François Ewald le démontre brillamment dans un savant ouvrage qu'il vient de consacrer à cette forme d'organisation sociale.

L'auteur, qui fut l'assistant au Collège de France de Michel Foucault, auquel l'ouvrage est dédié, a voulu saisir, à travers l'évolution de la notion de responsabilité, « un processus de socialisation caractéristique de l'histoire contemporaine ». En d'autres termes, il a voulu voir comment notre société, celle de tous les jours, du travail, de la Sécurité sociale, des accidents, de la maladie, du chômage, de la retraite, prenait en compte le risque et son double, la sécurité. Comment elle était devenue « assurantielle ».

L'enquête court sur deux siècles de notre histoire sociale, pour ne pas dire de notre histoire tout court. Elle commence avec les premières spéculations sur la prévoyance, les tentatives, s'inscrivent notablement avec la loi du 22 mars 1841 réglementant le travail des enfants dans les manufactures, et s'accroît avec les débats qui aboutiront, le 9 avril 1898, à la loi sur la réparation des accidents du travail.

Une date essentielle que cette dernière : elle marque un tournant

dans l'histoire de la responsabilité et la généalogie de la législation sociale que l'auteur entend dérouler devant nous. La loi de 1898, explique-t-il, correspond à « une autre manière de penser le droit » : on laisse la notion de responsabilité de service pour celle de contrat de travail ; la loi donne un statut juridique au salarié. Ses prolongements, en 1905 et 1910, en seront les textes sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes, aux incurables et aux indigents et sur les retraites ouvrières et paysannes. La société française est passée du droit civil, d'inspiration libérale, au droit social, qui tend à le supplanter.

L'accident du travail

Ce qui est véritablement passionnant dans le travail de François Ewald, c'est la mise au jour des transformations qui se sont opérées dans les mentalités, le maniement des concepts, pour arriver à ces ruptures législatives, entérinées, plutôt qu'impulsées, par les politiques.

L'accident du travail, par exemple, n'est pas apparu du jour au lendemain avec l'industrialisation. Sa réalité n'était pas inconnue — elle faisait même l'objet d'actions de bienfaisance, mais elle est devenue régulière, mesurable par les statistiques et, du coup, prévisible. Ce mal ne pou-

Force et faiblesse de l'Etat-Providence

Un savant ouvrage de François Ewald sur notre organisation sociale.

vait plus être imputé au seul hasard, à la mauvaise fortune, dans la mesure où il apparaissait comme un produit de la vie collective, qui ne se logeait plus dans l'individu mais dans les rapports sociaux. La notion de risque s'implante, aux dépens de celle de faute. Il y a là de quoi ébranler les fondements libéraux du système de régulation sociale. A moins de récupérer les nouvelles valeurs, ce qui se fera.

Déjà, note l'auteur, depuis l'âge classique de la Réforme, le problème de la pauvreté a été sécularisé. A la charité a succédé la bienfaisance. Le libéralisme devait aller plus loin, en surmontant cette contradiction qui consistait à maintenir son assise juridique tout en la modifiant, pour qu'elle continue à jouer sa fonction politique de régulation.

A la fin du dix-huitième siècle, la notion de mal, aussi, se laïcise et se sécularise. En passant de la misère au paupérisme — concept lié à une population, au travail industriel, à un schéma qui se reproduit de génération en génération, on introduit l'idée d'une causalité économique, sociale, politique, qu'il convient de prendre en compte.

Le statut ontologique du risque

Cette évolution n'est pas que philanthropique : elle correspond à la nécessité de donner à la France une dimension industrielle et une capacité concurrentielle. Elle affirme l'entreprise comme une nouvelle institution de l'ordre social, aux côtés de la famille, de la religion, de l'armée, de la justice et de l'administration.

Le droit social évolue parallèlement dans les pays comparables et devient l'objet d'échanges internationaux. Sous l'impulsion de Bismarck, un véritable modèle allemand pour les assurances maladie, les accidents du travail et l'invalidité s'instaure entre 1883 et 1889. La France est à la traîne. Elle renâcle devant l'obstacle avant d'adopter, avec la notion de risque professionnel, une loi de transaction, celle de 1898, par laquelle « l'ouvrier abandonne le droit à réparation intégrale à la certitude d'être indemnisé ».

Toute interrogation sur la sécurité suppose une réflexion sur le risque. François Ewald montre comment l'application du calcul des probabilités à la statistique a permis à Adolphe Quételet d'appréhender, grâce à la théorie des moyennes, l'homme comme

un être social. Le risque devient calculable et prévisible dans une population donnée. Il apparaît sous sa dimension collective — qui appelle un traitement du groupe, l'assurance, précisément — et comme un capital susceptible d'une compensation financière. L'auteur note que l'assurance introduit une rationalité, « car elle substitue à la règle de la nature celle du groupe ». La notion de risque moralise l'intérêt du prêt, encourage la vertu de prévoyance, transforme, avec la réparation des dommages, le mode d'administration de la justice et, à l'instar de la religion, libère de la crainte. Fille de la propriété mobilière, l'assurance, longtemps tenue en défiance, sauf pour les affaires maritimes, va étendre ses développements terrestres, après avoir surmonté le reproche classique qui lui était opposé : celui de diluer la responsabilité individuelle.

Si cette dernière décline, elle est remplacée par l'obligation de réparer ses erreurs et de se préparer aux transactions que suppose leur dédommagement. Avec le droit à l'erreur est reconnu, conséquence des lois sur la retraite, le droit à la vie. Ces lois étendent le champ de la prévoyance qui, de vertu individuelle, devient vertu sociale. L'assurance est obligatoire.

La prolifération du risque dans tous les domaines, y compris, désormais, ceux de l'anormalité, de la marginalité, de l'écologie, est telle que celui-ci atteint « une sorte de statut ontologique ».

Qui paie, et pour quoi ?

Ces quelques aperçus sur le travail de François Ewald visent moins à rendre compte de sa richesse qu'à montrer la diversité des voies que l'auteur explore, avec une liberté d'écriture à l'égard des attitudes habituelles devant ces questions. Aussi sa conclusion sera-t-elle de la même veine. L'Etat-Providence lui semble — on l'a dit au début — très solidement assis sur une réalité sociologique. Certes, on peut le gérer différemment, affirme l'auteur. A cet égard, ajoute-t-il, le thème d'actualité de la crise de l'Etat-providence est trompeur.

Cependant, la crise ne l'épargne pas et fait apparaître, dans la mesure où les dépenses augmentent plus vite que les ressources, la dissociation entre le social et l'économie. La solution n'est pas dans tel ou tel camp de nos actuels champions. Elle est dans

des approches auxquelles ni le système démocratique en place ni les acteurs du jeu social ne sont préparés.

L'audace

de se remettre en cause

François Ewald met en cause la représentation politique traditionnelle, de type parlementaire et syndical, et suggère qu'on en revienne aux individus, avec une décentralisation à leur niveau et une transparence totale des institutions sociales, afin que l'on sache qui paie pour quoi et qui reçoit de quoi ?

Surtout, les sociétés de solidarité doivent s'ordonner sur une économie de changement, avec pour moteur la réforme permanente et comme caractéristique la mobilité des situations individuelles.

Toute la difficulté est d'obtenir d'un système fondé sur la sécurité, sur la prévention et la réparation du risque, l'audace de se

remettre en cause constamment et de n'accepter ni les situations acquises ni les droits absolus. N'y a-t-il pas incompatibilité entre les deux démarches ? Il appartient aux « politiques », souvent enclins à s'enfermer dans la défense des avantages acquis et de schémas de pensée conservateurs, de quel que bord qu'ils soient, de dépasser les pressions de leurs clientèles traditionnelles et d'inventer ce que François Ewald définit comme « un droit prudentiel », c'est-à-dire opportuniste, constamment adapté à la réalité, un droit en mouvement.

Tous ceux qui aspirent à façonner la société, pour le bien de leurs semblables, auront intérêt à se plonger dans l'Etat-Providence, au risque d'y perdre quelques idées reçues, mais avec la garantie d'enrichir leur imagination.

ANDRÉ LAURENS.

* L'ÉTAT-PROVIDENCE, de François Ewald. Grasset, 608 p., 185 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Alain-Fournier

(Suite de la page 9.)

On ne peut pas relire les martyrs de Quatorze sans songer à la tuerie qui va les décerner. Dans les *Poèmes et Nouvelles* d'Alain-Fournier, dont le cantier nous vaut une réédition (*Miracles*), on sent l'écrivain qui fait ses gammes, mais aussi l'homme de la terre qui invente un bien périssable, qui compte les saisons.

Les *Correspondances* rendent un son encore plus lugubre. On attend l'avis de mort au champ d'honneur. Tout signe d'espoir, tout projet, fend le cœur. Et Dieu sait si Henri Fournier, qui n'est pas encore « Alain », aime l'avenir ! Les *Lettres à sa famille* complètent, à cet égard, la fameuse correspondance avec son futur beau-frère Jacques Rivière.

Ici, le lycéen Fournier s'adresse à ses parents, à sa sœur Isabelle. Ils parlent de leurs lectures. On sait mieux ce qui nourrit le futur Alain : Jammes, Vanhove, Laforgue, Régner, Sarnin, mais aussi Poe, Spencer. Poe annonce les jeux du *Grand Meaulnes* avec la chimère, jeux peu français. Dès 1906, à vingt ans donc, Alain-Fournier pense à un roman sans personnages carnés, relevant d'un « domaine » aux règles insaisissables.

Poète du « lieu », déjà ! Il le dit au moment de « présenter » la Chapelle d'Angillon à Jacques Rivière : « C'est plus terrible et décisif que de [te] présenter une amante. »

Les réponses d'Isabelle figurent dans le volume : ce qui est toujours préférable aux *Correspondances* unilatérales, si frustrantes. Il n'empêche : je suis de ceux qui ne supportent pas trop cette sœur-là. Ni la Rimbaldette, ni la Pascalette, ni aucune autre, en fait. L'emploi de sœur abusive, quoi qu'elles espèrent, est comique, infailliblement ; et parasitaire.

L'amitié vous a une autre allure, douloureuse, riche, riche. Lisez ou relisez les *Lettres au petit B*. Le petit B, c'est René Bichet, le seul des trois inséparables — avec Fournier et Rivière — qui réussit le concours de la rue d'Ulm, en 1906. Quatre ans plus tard, il se classait premier à l'agrégation de lettres. Une « overdose » accidentelle de morphine l'emporterait à vingt-six ans ; ça ou les *schrapnells* !

Contrairement aux deux autres, Bichet ne rêvait pas de changer le monde, ni de confier son intimité. S'il avait vécu, peut-être ce Beauceron ennemi des sensations « barbares » aurait-il préparé la voie aux constats froids de notre après-guerre à nous. Il entendait dresser le cadastre des choses, les nommer et les laisser là, bien séparées des voisines, bien en repos. L'opposition est éclairante avec le gildisme et le claudisme des autres ; le tout, sur fond de Pelléas, de Mercure de France, de NRF, de cahiers qui s'apprennent, avec l'intensité affective qui caractérisait l'époque, et que nos temps de répondeurs automatiques ont révolus...

COMMENT s'abstraire soi-même tout à fait de telles lectures ? Au détour de ces nouvelles de khâgneux en vacances, surgit le nom d'un certain Pons, reçu rue d'Ulm, avec Bichet, en 1906.

Il me revient que, quarante ans plus tard et voici quarante autres années, un certain Pons, âgé, en effet, de la soixantaine, le visage carré sous le béret, l'œil noir, la voix rugueuse, parlait aux khâgneux de Louis-le-Grand, entre deux explications enflammées de Balzac, de Bichet, de Fournier. Était-ce le même ?

Et le musicologue Massin, qui vient de mourir, tout en barbe, en grondements beethoveniens, était-ce le même qui, lisse, regard aux cimes, servait d'aumônier aux khâgneux de la Libération, auréolé d'avoir confessé Baudelaire par écrit et Claudel oralement ?

Il ne faut pas vieillir : l'histoire fait autour de vous un bruit de cercueils heurtant les fosses ; et elle pousse à l'anecdote, cette forme huppée de l'incontinence.

* LE GRAND MEAULNES, d'Alain-Fournier, Fayard, 334 p., 79 F.
* MIRACLES, poèmes et proses, d'Alain-Fournier, Fayard, 124 p., 59 F.
* LETTRES À SA FAMILLE, d'Alain-Fournier, Fayard, 552 p., 150 F.
* LETTRES AU PETIT B, d'Alain-Fournier, Fayard, 348 p., 120 F.

A l'occasion du centenaire de la naissance d'Alain-Fournier, le département du Cher organise durant tout l'été de nombreuses manifestations à travers le Berry. Renseignements : Comité touristique du Cher.

La démocratie plurielle

Les méditations de Claude Lefort sur les difficultés, les contradictions et les avantages du régime démocratique.

DOUZE ESSAIS échelonnés sur huit années (1978-1986). Les uns développant directement la pensée de l'auteur, d'autres l'explorant à travers l'analyse d'écrivains divers, tels Chateaubriand, Tocqueville, Marx, Michelet, Buchez, Hannah Arendt, François Furet, voire Joseph Ferrari, intéressant inconnu qui interpréta l'après-89 à travers Machiavel. Des thèmes très variés, allant de la terreur jacobine au corps du roi de droit divin, de l'Etat-providence à la mort de l'immortalité. Et derrière cette apparence foisonnante, une rigoureuse unité. L'ensemble du livre tourne autour de « la question de la démocratie » : titre du premier chapitre qui se profile dans tous les autres, en contrepoint s'enrichissant de variations en variations.

Elles prolongent et approfondissent une pensée dont Claude Lefort a déjà dessiné l'architecture générale. Il prend le contre-pied de Hegel, considérant la religion comme « la base de la moralité sociale et de l'Etat » et tenant pour « l'immense erreur de notre époque de vouloir considérer ces choses indissolubles comme pouvant se séparer ». En rupture avec cette société organi-

que où le pouvoir s'incorpore la loi et le savoir, la démocratie de Lefort s'établit en société sans corps où le pouvoir n'est qu'instrumental. Remis en question à intervalles réguliers lors des élections, les gouvernants ne peuvent se l'approprier. Il ne détient plus la vérité, dissoute dans le pluralisme des croyances qui s'affrontent. Lieu d'opinions sans pouvoir, la société civile se trouve séparée d'un Etat laïc libéral, devenu lieu d'un pouvoir sans opinion fondé sur une souveraineté du peuple qui se disperse quand elle s'exprime.

Cet « énigmatique arbitrage du nombre »

La singularité du suffrage universel se trouve fortement soulignée. Au moment même où le peuple est censé affirmer sa volonté, les votes le changent « en diversité pure d'individus, chacun abstrait du réseau des liens sociaux dans lesquels se détermine son existence », ce qui le fait « une pluralité d'atomes, ou plus précisément d'unités de compte ». Mais cet « énigmatique arbitrage du nombre » reflète la division originelle de toute société. Artifi-

ciels, les efforts d'unification ouvrent la voie du totalitarisme. La démocratie est « la restauration du pluriel contre l'Un ».

Ainsi définie, elle inclut des contradictions analysées avec pertinence. Par exemple, celle des droits sociaux, qui élargissent l'espace des libertés publiques et font corps avec elles, tout en contribuant à développer la puissance réglementaire de l'Etat. L'ambiguïté des rapports entre l'égalité et la liberté est magistralement décrite à travers les hésitations de Tocqueville disant, d'un côté, que « l'égalité donne naturellement aux hommes le goût des institutions libres » mais, de l'autre, qu'ils la préfèrent à la liberté, ce qui rend le despotisme « particulièrement à craindre dans les siècles démocratiques ». La contradiction fondamentale tient à la nature même d'un système dont la légitimité se définit seulement par un débat sur le légitime et l'illegitime, sans terme et sans garant. Les hommes ont une certaine répugnance pour une division perpétuelle. Ils éprouvent une attirance pour les images unifiantes du « peuple » ou de la « nation ».

Claude Lefort reconnaît sans ambages « la difficulté sans

doute incontournable, sans doute ontologique, de la démocratie à se rendre lisible par elle-même ».

Mais la philosophie politique n'aurait-elle pas les moyens de réduire cette difficulté ? Dire que la division sociale fondant la démocratie repose sur « la destruction des fondements de la vérité », c'est oublier des propos trop négligés de Pascal considérant que « la source de toutes les hérésies est de ne pas concevoir l'accord de deux vérités opposées », et concluant : « A la fin de chaque vérité, il faut ajouter qu'on se souvient de la vérité opposée ». Cela ne décrit-il pas la diversité des opinions du peuple souverain, dont nulle n'accapare la vérité entière, dont toutes en renferment un fragment ? Si l'erreur n'est pas le contraire de la vérité mais l'oubli de la vérité contraire, si la vérité est plurielle ontologiquement, le pluralisme de la démocratie correspond à la nature des choses, des sociétés et des hommes.

MAURICE DUVERGER.

* ESSAIS SUR LA POLITIQUE, de Claude Lefort, Seuil, 336 p., 110 F.

Le livre de Claude Lefort, le Travail de l'œuvre Machiavel, est réédité dans la collection « Tel », Gallimard.

-Providence-

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Un génie maudit : Mikhaïl Lermontov

Les poésies complètes de l'auteur d'Un héros de notre temps.

C'EST un personnage énigmatique que Mikhaïl Lermontov. Ses contemporains ont laissé de lui des portraits contradictoires. Pour l'un, c'est un bretteur ; pour l'autre, un rêveur. Un mondain, un solitaire. Nul ne s'accorde. Peut-être faut-il accepter Lermontov dans cette contradiction même, et chercher dans ses ouvrages le reflet de qui il fut. Et il fut assurément un impatient.

On connaissait de lui, en France, son roman fameux : *Un héros de notre temps* (1). Le terme « héros » doit se prendre, ici, à contre-pied. Et l'auteur, dans sa préface (postérieure au roman lui-même), s'en expliquait, écrivant : « C'est un portrait, non pas d'un seul homme, mais des vices de toute notre génération. » Quelle génération ? Mais celle qui a suivi celle des hommes qui échouèrent à mener à terme la révolution militaire du 14 décembre 1825 contre l'autocratie. Les décembristes, comme on les nomma, enfermèrent, par leur échec, la génération suivante, qui fut, dès lors, moins une génération perdue qu'une génération bloquée et défilée.

Les poèmes de Mikhaïl Lermontov, enfin révélés et accessibles, reprennent le thème.

Dans cette fameuse *Douma* ou *Méditation*, qui est l'un des textes les plus fameux de Lermontov, on lit :

Ma génération ! Je vois ta [morne route

S'enfoncer tristement dans le [sombre avenir,
Tandis que sous le faix du savoir [et du doute,
Ma génération ! Tu vieilliras sans [agir...

C'est un thème presque constant chez Lermontov que cette colère contre les mondains de Petersbourg et contre la vie civile de son temps :

Oh, comme je voudrais déranger [leur entrain
Et jeter à leur face un poème [d'airain
Trempe de haine et [d'amertume,

écrit-il dans un poème de 1840.

Lermontov avait écrit des poèmes depuis son enfance. Puis il se mit au théâtre, attentif à la tentative de Gribouloff. Il fit *Mas-carade*, une pièce en vers, que la censure mit une obstination constante à interdire. Survint alors un événement capital : la mort de Pouchkine, tué en duel en février 1837. Pouchkine, c'était le modèle, et c'était l'ennemi. Il était impossible de ne pas le suivre, mais il était nécessaire de le dépasser. Toute l'entreprise de Lermontov est là, dans cette confrontation qui le satisfait et l'aggrave. Il est célèbre du jour au lendemain en rendant public son poème : *la Mort du poète*, où il s'en prend aux étrangers et aux hommes de la cour. Ce poème fait un bruit tel que Nicolas I^{er} enverra ce sous-lieutenant de

vingt-trois ans, qui sert dans un régiment de hussards de la garde, dans l'armée active, au Caucase pour un an.

En 1840, nouveau scandale : Lermontov a provoqué en duel le fils de Prosper de Barante, alors ambassadeur de France. Nouvel et définitif exil dans l'armée du Caucase, comme lieutenant d'infanterie. Et c'est là que Lermontov, à la semblance de Pouchkine, tombe, blessé à mort, dans un duel aux causes futiles. C'était en juillet 1841. Il avait vingt-sept ans. En cinq années, Lermontov avait gagné son pari : il avait pris la place laissée libre par l'auteur d'*Eugène Onéguine*, et il venait de rendre impossible la poésie, — pour un long temps du moins !

Les interdits de la censure

Connaître ses *Œuvres poétiques* est enfin possible. Sous la direction d'Efim Etkind, la même équipe de traducteurs que celle qui nous donna les textes en vers de Pouchkine (2) s'est attelée à la tâche de nous le rendre lisible, et, par son souci euphonique, « audible ». C'est une belle réussite. Il faut ajouter qu'Efim Etkind n'hésite pas à reproduire des tentatives anciennes, lorsqu'elles se révèlent décisives. C'est ainsi qu'on trouvera dans les *Œuvres poétiques* la version française de plusieurs pièces importantes dans la version qu'en publia, vers 1918, le traducteur belge Henri Grégoire. Autre chose enfin ! On sait

que la poétesse Marina Tsvétaïeva, ayant séjourné en France de 1925 à 1939, était parfaitement bilingue. On savait qu'à la fin de son exil et dans les premiers temps de son retour en URSS elle avait mis des poèmes de Lermontov en français. On en avait perdu la trace. Un miracle a permis à Efim Etkind des les retrouver. Ils figurent ici pour la première fois. Marina Tsvétaïeva avait traduit notamment *Ma patrie*, ce poème dans lequel Lermontov avoue son amour pour le pays natal tout en refusant d'adorer la majesté de l'Etat et de reconnaître la Russie dans l'imagerie officielle. Il s'émervaille d'elle en la voyant comme elle est.

En regardant danser et boire
Tes doux et simples paysans.

Henri Grégoire, traduisant le même texte, avait introduit là « les clameurs des moujiks ivres », ce qui semble mieux accordé au ton de Lermontov, qui fut sous le tsar soumis aux interdits de la censure — comme s'il avait vécu sous Staline.

HUBERT JUN.

★ ŒUVRES POÉTIQUES, de Mikhaïl Lermontov, publiées sous la direction d'Efim Etkind. — Éditions l'Age d'homme. 430 p. 150 F.

(1) La très belle traduction, de 1926, par Boris de Schlegel, de *Un héros de notre temps*, a été reprise dans le volume de la Pléiade consacré aux œuvres en prose de Pouchkine, Gribouloff et Lermontov.

(2) Alexandre Pouchkine : *Œuvres poétiques* (2 volumes). Éditions l'Age d'homme.

La femme de l'année : Karen Blixen



VOILA Karen Blixen vedette incontestée de l'année. Un film a fait, en un clin d'œil, ce qu'une œuvre littéraire n'aurait pu atteindre en un siècle : l'auteur des *Sept Contes gothiques* et du *Dîner de Babette*, a gagné la célébrité mondiale, même si c'est sous les traits de Meryl Streep, même si c'est grâce au film de Sydney Pollack, dont le titre n'est celui d'aucune œuvre éditée en français (puisque *Out of Africa* a paru chez Gallimard en 1942 sous le titre de *La ferme africaine*...).

L'exposition organisée par le ministère danois de la culture et le ministère danois des affaires étrangères rend à la baronne Blixen son vrai visage, sa personnalité, sa silhouette maigre et élégante, digne d'un mannequin de haute couture. Trois séries de photos sont présentées chronologiquement pour illustrer les trois âges de la vie : avant l'Afrique, l'Afrique, après l'Afrique ; deux vidéos nous la montrent, peu de temps avant sa mort, s'entretenant dans un anglais et un français parfaits.

Superbes photos d'une femme superbe aux pommettes hautes, aux yeux passés au khôl, qui aimait les chapeaux, les voilettes, les grandes capes ; qui aimait les grandes lis blanches et les cigarettes ; qui aime à sa manière l'Afrique parce qu'elle aimait les safaris (« La chasse est toujours une sorte d'histoire d'amour », disait-elle), la nature sauvage, les nègres kikonyous... Et si elle pose en capeline et talons hauts près de ses domestiques noirs, en quoi est-ce plus colonialiste que les accoutrements des voyageurs — humanistes ou non — de la même époque ? ...

Peu à peu le visage se déchaîne, la squelette apparaît sous la peau blanche et fine qui se ravine, les tibia gainés de soie se laissent voir comme dans le premier de ses « contes gothiques ». La flamme du regard a consumé le corps.

N. Z.

★ Exposition Karen Blixen. Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées. Jusqu'au 5 octobre. Tous les jours de 13 heures à 19 heures.

Les hantises de Hamsun

« Aimer qui ne vous aime pas. »

LES admirateurs de Knut Hamsun retrouveront sans peine dans ce recueil de nouvelles traduit en français par Régis Boyer les principaux thèmes qui alimentent son œuvre. Et d'abord la misogynie, ou plus exactement la méfiance à l'égard de l'amour dont le titre français *Esclaves de l'amour* traduit bien le sens. La recherche de l'amour est bien la préoccupation essentielle des héros de Knut Hamsun, mais cette recherche est toujours malheureuse ou vaine. Pas toujours à cause de la femme, d'ailleurs. Celle-ci aime un beau jeune homme qui fréquente le café où elle sert, mais le jeune homme dépeint pour une écuillère de cirque qui le nargue. Celle-là introduit un amant de rencontre dans l'appartement où gît son vieux

mari mort. Cette autre imagine une machination à la Hitchcock pour se débarrasser d'un époux qui la gêne. Telle autre encore gruge les clients d'un hôtel balnéaire ou se fait faire un enfant pendant l'absence prolongée du mari.

Les hommes ne sont guère mieux, qui vont de la pusillanimité à la puerilité en passant par l'inconstance.

Chez Hamsun, chacun ne rencontre jamais sa chacune, parce qu'il s'agit d'un amour rêvé qui ne tient aucun compte des réalités. Les hommes s'imaginent, au moindre regard, qu'ils sont aimés. Les femmes balancent entre divers possibles, sans jamais se décider.

Le tout se passe dans les décors et le climat habituels à Hamsun :

une nature souvent sauvage, toujours cruelle, parfois criminelle ; un climat parfois morbide, toujours au bord du déséquilibre, à l'extrême pointe de l'abîme où il arrive à certains de ses héros de se précipiter.

Mais comme cela arrive souvent chez les grands écrivains — et parmi les plus désespérés : Dostoïevski, Kafka — une pointe d'humour toujours vient corriger le récit, en tempérant le tragique, comme si l'auteur, sur le point de succomber à sa folie, redressait sa course d'un bref mouvement de volant.

Ainsi dans *Victoire de femme*, une des nouvelles les plus atroces du recueil, le narrateur est receveur de tramway à Chicago, sur une ligne fréquentée par des voyous. Il commente, froidement :

« Il ne nous était pas permis de tirer sur les gens ou de les tuer à cause de la prime de dédommagement que, dans ce cas, la compagnie de tramways devrait payer. »

Autre chose encore qui éclaire le caractère misanthropique ou neurasthénique de Hamsun ; la nouvelle où il raconte l'histoire d'une mouche qui vient lui rendre visite régulièrement pendant qu'il travaille, « une petite mouche tout à fait banale, de taille moyenne ». C'est la plus belle histoire d'amour du recueil. Mais naturellement, elle se termine mal. Il l'écrase.

PAUL MORELLE.

★ ESCLAVES DE L'AMOUR, de Knut Hamsun, Calmann-Lévy, 280 p. 110 F.

● RENCONTRE

L'unique tableau de Pierre Oster

Un poète qui refait le geste de Giacometti.

DERRIÈRE une apparence sobre de fonctionnaire, d'homme d'ordre et de méthode, Pierre Oster Soussouev ne dissimule pas longtemps son indépendance d'esprit, son goût du paradoxe. Loin d'être des affirmations tranchées, les réponses qu'il apporte à nos questions sont autant de manœuvres d'approche, d'interrogations maintenues.

Si la poésie est l'activité essentielle, l'exercice de tous les instants de Pierre Oster, elle n'implique dans son esprit aucun isolement ni retranchement : « Les poètes ont à voyager dans les plus grands domaines possibles. Leur place n'est pas dans la poésie, mais la plus souvent possible, à l'extérieur », déclare-t-il. Pourtant, de ces contrées imaginaires ou réelles, il ne revient pas avec d'épais récits de voyages, des poèmes exotiques et dépayés. Le projet poétique de Pierre Oster est à la fois plus simple et plus ambitieux : dire la consonance du proche et du singulier, épeler le monde concret et multiple en puisant dans l'expérience immédiate des sens.

Depuis trente ans, Pierre Oster publie de courts recueils, parfois

des notes à l'agencement subtillement concerté (1) ou encore des textes consacrés à des auteurs dont il se sent proche, célébrations, « éloges », plus que critiques ou analyses (2). Avec le *Champ de mai* (Gallimard, 1955), il a commencé de numérotiser ses poèmes. Cette pratique ne cache pas quelque signification secrète ; elle trahit, dit-il, « une jalousie à l'égard des musiciens. C'est un biais naïf pour montrer le temps, pour dire qu'il y aura un terme qui laissera l'œuvre inachevée. C'est aussi une manière d'affirmer que les choses s'engendrent elles-mêmes, que le dernier vers du dernier poème s'enchaîne au premier du poème suivant ».

Saint-John Perse, le seul « maître »

Le *Vingt-neuvième poème* est paru récemment aux éditions de l'Alphée. Dans un entretien qui fait suite à ce recueil, Pierre Oster compare le travail poétique à la construction de « petits édifices de langage ». Modestie ? Refus de l'emphase ? C'est davantage une manière d'exprimer sa

méfiance à l'égard des « grandes constructions », des « monuments imposants ». Il faut « réduire », afin de parvenir à « cette vertu de solidité que représente le petit ». Pour Pierre Oster, cette réduction serait assez proche du geste de Giacometti étant de ses figures sculptées une matière trop pesante, inutile. Saint-John Perse (3), le « seul maître », dit-il, avait, lui aussi, « l'habitude de travailler sur le motif ». Mais, pas plus que l'auteur d'*Anabase*, Oster n'est un minitriste, un amateur d'ouvrages précieusement ciselés. C'est toujours la dimension la plus ample, la totalité du visible, que tente d'embrasser son poème.

Par cet acquiescement au visible, la poésie de Pierre Oster est tentative de reconstitution de « l'unique tableau ». Ce « tableau » de paroles, le poète le compose à partir des éléments, des paysages que le monde offre à son regard. Il est « unique », c'est-à-dire singulier, conforme, ou en quête de conformité, avec le monde intérieur du poète. « Unique », « unité », « Un », sont des termes qui reviennent d'ailleurs souvent sous sa plume. Interrogé

sur ces notions, il en affronte le paradoxe : « Il faut desserrer le carcan de l'unité tout en s'y référant, maintenir les dichotomies, les tensions. Rien ne peut nous empêcher de penser que la dissolution de l'unité est meilleure que toutes les unités possibles. Celui qui veut apparaître comme un tenant de l'unité est à la fois menacé dans son équilibre intime et objet de répulsion. »

« Dissolution de l'unité », mais aussi « référence » obligée, jusque dans la « menace », la « répulsion »... Cette contradiction maintenue est garante tout à la fois d'une quête et d'un travail : « La plénitude habille la fragilité », écrit encore Pierre Oster.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ VINGT-NEUVIÈME POÈME, suivi de L'EXPLORATION DE LA POUSSIÈRE, entretiens de Pierre Oster Soussouev, éd. de l'Alphée, 75 F.

(1) *Requêtes*. Ed. Fata Morgana, 1977.

(2) *Pratique de l'éloge*. Ed. La Baconnière, 1977.

(3) Pierre Oster vient de publier *Adieux à Léger*. Ed. l'Apparition, 34, chemin des Rosiers, 8 6765, Hammourcourt, Belgique.

Tom Sharpe la gaffe

L'HUMOUR conserve. A soixante-huit ans, l'Anglais Tom Sharpe a toujours une santé de fer. Une santé d'écrivain, s'entend. Il publie un roman par an. Les dix derniers ont tous été en Angleterre des best-sellers. En France, deux éditeurs tentent d'imposer ce drôle d'oiseau (1).

Sharpe aime manier le dérision. C'est, pour lui, un moyen de dire l'absurdité de la vie de ses personnages. Ainsi Wilt. Ce professeur enseignant dans un lycée technique, c'est un brave Anglais moyen, un peu original, un peu rêveur, un peu coïné. Il n'a qu'une seule idée en tête : faire le bien, ou du moins ce qu'il croit être le mieux.

Malheureusement, l'attitude Wilt, même lorsqu'il « prend son pied », ne lui attire que des ennemis, ne provoque que des catastrophes. Ses victimes ne se comptent plus. Le brave Wilt est en fait un véritable fidèle. Mais Wilt n'est jamais seul au royaume de la bêtise. Ses collègues du lycée, son épouse, ses élèves, les médecins, les policiers qui essaient de réunir des charges contre lui, sont autant d'acteurs défilés de ce théâtre de l'absurde où le lecteur finit par rire de ce qu'il ne croit pas être lui-même.

Mais Sharpe, avec ses allures de clown du dimanche, ne cherche pas à tromper son monde. Dans *Mélie ouverte* ou *Zoulouland*, le romancier anglais (qui a

vécu plusieurs années en Afrique du Sud, pays dont il a été expulsé en 1961 pour avoir fait représenter une pièce anti-apartheid) se livre à une satire grinçante des rapports entre les Afrikaners, les Britanniques et les zoulous. Le prétexte du récit est on ne peut plus simple. Le chef de la police locale, le commandant Van Heerden, apprend qu'une vieille Anglaise a tué son cuisinier zoulou. L'affaire paraît entendue, à cela près qu'une Blanche langlaise de surcroît ne peut pas, même si elle l'avoue de son plein gré, avoir tué un Noir... Commence alors une incroyable sarabande qui voit s'accumuler des montagnes de cadavres. Avec Sharpe, le résultat est garanti : on ne s'ennuie jamais.

BERNARD GÉNIES.

★ MÉLÉE OUVERTE AU ZOULOU, de Tom Sharpe. Traduit de l'anglais par Laurence. Éditions de Sorbier, 322 p. 96 F.

★ WILT PREND SON PIED, de Tom Sharpe. Traduit de l'anglais par Annie Saumont. Éditions Lumeau-Ascot, 348 p. 78 F.

(1) De Tom Sharpe, les Éditions Lumeau-Ascot ont publié *la Route sanglante du jardinier Blott* et *la Grande Pourriture* ; les Éditions du Sorbier ont quant à elles publié : *Wilt 1*, *Wilt 2* et *Porterhouse ou la Vie de collège*.

Avignon 86

Le peuple d'Avignon, l'été, est incroyablement composite. Quand on s'égare du côté du pont Saint-Bénézet (dit d'Avignon), on ne rencontre que touristes scandinaves affaiblis sur un talus d'herbe rase entre les gros cars brûlants, pendant que le guide achète les billets pour visiter le fameux pont et que les pleins de santé font

la), des comédiens aux traits tirés qui travaillent, d'autres qui sont venus pour que les metteurs en scène ne les oublient pas, quelques-uns qui sont là pour soutenir des amis.

C'est ainsi qu'on a rencontré Evelyn Didi. Elle est venue voir les trois André : Wims (il

succès du TNS, reconstitution hypervériste d'une séance de correctionnelle, elle était Madame le juge à la tête froide, ce qui lui a valu au cinéma des rôles de chipie, de cynique (l'été meurtrier, Taxi boy, notamment). Elle vient de tourner avec Gérard Oury : « Quelques-uns me le reprochent, mais quoi ? C'est du cinéma, j'en ai toujours fait ; j'ai fait aussi des premiers films de recherche, mais ils ne sont pas sortis, alors ça ne se sait pas. »

Evelyn Didi se désolait d'être à Avignon et de ne pas jouer. Cette année, elle était pourtant sur trois spectacles : un qu'elle a refusé, un qui ne s'est pas fait, un qui s'est fait mais sans elle. La vie des comédiens est pleine d'incertitudes, Evelyn Didi ne s'y habitue pas. Elle regrette le temps du TNS. Elle ne craint pas le chômage puisqu'elle travaille régulièrement, et d'ailleurs sa nature ne la porte pas à établir des plans à long terme. Mais le coup-par-coup l'angoisse, même quand Bob Wilson l'engage dans sa Médée et lui fait jouer un texte superbe de Heiner Müller : « Il demande l'impossible et l'obtient. D'habitude, on met progressivement en place un personnage et, à partir de là, on en

définit le comportement. Avec lui, c'est le contraire. On pense d'abord que c'est un fou, puis il montre un geste, indique un rythme, on le fait, c'est fascinant. »

Etre intégrée dans la continuité d'un travail, dans la permanence d'une équipe, la rassure. Pourtant, elle a joué pour Jean-Pierre Vincent à la Comédie-Française ; elle n'a pas voulu y rester. Une troupe de soixante-dix personnes où il faut lutter, s'imposer chaque jour, c'est trop dur, ce n'est pas à son échelle. Alors ? « Puisque je suis marginale ici, que je tourne autour du théâtre - j'ai fait beaucoup de spectacles musicaux - je vais aller plus loin. J'ai fait une demande de bourse, je pense partir pour New-York. J'ai connu une Américaine, Ann Bogart, elle veut travailler avec André Wims et moi. Je parle peu anglais mais j'apprendrai. D'ailleurs, c'est un spectacle sur la méthode Assimil... »

Ce serait une expérience, sans doute. Mais, en définitive, ce que cherche Evelyn Didi est une place - sa place - dans une famille - sa famille.

COLETTE GODARD.

Etre comédienne

leurs emplettes de produits artisanaux dans l'Espace climatisé.

Les Japonais, eux, s'aventurent en groupes partout où l'on peut prendre des photos. Ceux-là visitent des murales historiques et ne savent peut-être même pas que le Festival existe. Ils doivent seulement penser que les Français ne font que baguenauder et s'agglutiner autour de musiciens noirs et d'accordéonistes frimeurs. Ils pousseraient un peu plus avant, ils verraient des gens tout à fait pittoresques, quelques vedettes (Delphine Seyrig est

joue dans le Cyclope), Engel et Marcon. Elle a fait ses débuts avec Marcon au Théâtre éclaté, a travaillé dans la compagnie Vincent-Jourdeuil avec Engel. Ils ont suivi Jean-Pierre Vincent au Théâtre national de Strasbourg, Wims appartenait à l'équipe permanente.

Avec ses pommettes larges, son nez court, sa chevelure paille ondulée à la sauvage, son œil bleu d'enfant myope, Evelyn Didi se déplace naturellement du comique ahuri à l'émotion. Dans Palais de justice, spectacle à

« Intolérance », de David Griffith

Ces eaux-fortes silencieuses...

Le film de Griffith était en noir et blanc, il a été colorié. Il jouait du silence, il est accompagné d'une musique assourdissante.

Alors, là, rien ne va plus ! Jean Vilar s'en est retourné dans sa tombe ! Coup de Trafalgar, dans la cour d'honneur du palais des Papes : la projection en grand ramdam du célèbre film muet noir et blanc de David Griffith, *Intolérance*, dans une pseudo version, beagante et peaturulée.

Parlons d'abord du coloriage. La vie même, l'entité même, d'un film comme *Intolérance*, et des autres films de Griffith, c'est la beauté, la force, la délicatesse, les contrastes et les fonds, du noir et du blanc des images.

Toute l'expression du film repose sur le choix, la perfection, de ces noirs, de ces blancs, de ces mille nuances de gris, ni plus ni moins que dans une gravure de Rembrandt, de Goya.

A l'époque, le producteur Kennedy (l'ancêtre des frères Kennedy), qui était grand amateur et collectionneur, justement, de ces gravures, accepta de mettre de l'argent dans des films de Griffith compte tenu de la splendeur de ses images en noir et blanc. Griffith était un fou de technique, il soignait passionnément le développement, le tirage, de ces films noir et blanc, il utilisait à l'encontre de ses confrères d'autres pellicules que Kodak, pour certaines séquences, comme un film

orthochromatique d'Eastman. Il inventait l'éclairage par arcs, les reflets de rayons lumineux par des draps ou des écrans blancs, les contre-éclairages, les lumières particulières de fin du jour et même de nuit.

Le film projeté à Avignon n'a plus rien de cette image merveilleuse originale. Tout a été trempé dans des bains de teintures, rose saumoné, vert turquoise, jaunasse, bleuâtre. C'est à vomir. La teinture tue littéralement tous les accents de l'image, tous ses contrastes, toutes ses lumières et toutes ses ombres : le film est nappé de différentes sauces, qui noient tout dans du chromo.

C'est d'autant plus bête que le film *Intolérance* est fait d'un entrecroisement, d'un entrecroisement, de quatre grandes parties situées à des moments éloignés de l'histoire, Babylone, le Christ, la Saint-Barthélemy, et une grève ouvrière vers 1915, du temps de Griffith. Et la scénarisation, l'alternance, de ces quatre « temps » tout au cours du film étaient orchestrées par Griffith au moyen des ruptures, ou des « glissements », de ses noirs et de ses blancs, de telle sorte que la dialectique organique, que l'unité profonde, de l'ensemble même quand même une vie propre. Mais si l'on enduit de teinture, grossièrement, dans des coloriage différents, les différentes époques, ça n'a plus d'unité, plus d'harmonie, c'est stupide.

L'art de Griffith dans *Intolérance* est donc anéanti, tué, par l'absurdité qui a consisté à dénaturer le noir et le blanc des images dans des bains de couleurs par ailleurs hideuses.

Ce n'est pas tout. La vie même, l'entité même, d'un film muet, c'est

qu'il est muet. Les images d'*Intolérance* sont des images silencieuses. Elles sont cadrées, interprétées par les acteurs, éclairées, montées, en accord intime, essentiel, avec une vision silencieuse, avec l'état de perception particulier, calme, méditatif, imaginatif, que suscite le silence.

Sans doute, du temps du muet, certains films étaient accompagnés d'une petite musique de piano. Notamment, les courts métrages comiques ou les « films de poursuite ». Mais pas une œuvre comme *Intolérance*, où le caractère achevé de l'image est le spectacle à lui tout seul. D'ailleurs, Griffith n'aimait pas la musique au cinéma, et lorsque, plus tard, il a fait des films du temps du parlant, il ne l'a presque pas employée.

A Avignon, le coloriage d'*Intolérance* a été projeté dans un océan de philharmonie étourdissante. Si au moins c'était été quelque chose de la dimension de Prokofiev ou du grand musicien de cinéma que fut chez nous Maurice Jaubert, le désastre eût été limité. Mais là, c'était de la symphonie de bazar, avec des boum-boum quand les actions filmées sont violentes, et des miaulements quand le cœur entre en jeu.

Bien entendu, cette projection si infidèle du film de Griffith s'accompagne des discours publicitaires qui ont, dès la création, été vrais, « soutenus », l'exploitation. Par exemple, le petit dépliant distribué dans la cour nous dit que des prises de vues du film furent faites « en ballon captif ». Ça fait bien, mais c'est faux. Il est vrai que Griffith voulait essayer un ballon captif pour un plan con-



ÉPOQUES Un écran géant, un orchestre symphonique, pour une vaste épopée qui dénonce l'intolérance de tous les temps. *Intolérance*, le film légendaire de Griffith, est présenté dans la cour d'honneur pleine à craquer. Quelques siècles contemplent les époques qui se croisent, les images qui se superposent - visages du passé auxquels le cinéma a conservé leur jeunesse, leur grâce. Ombres d'aujourd'hui. Histoire éternelle.

pliqué, mais il n'avait pas pensé qu'un ballon, ça bouge, ça se balance sans cesse au vent, et en moins de dix minutes cette idée idiote fut abandonnée, et Griffith utilisa, pour sa caméra, une base stable.

Le massacre du film de Griffith par la teinture et les flons-flons répond à des calculs, d'ailleurs mal-

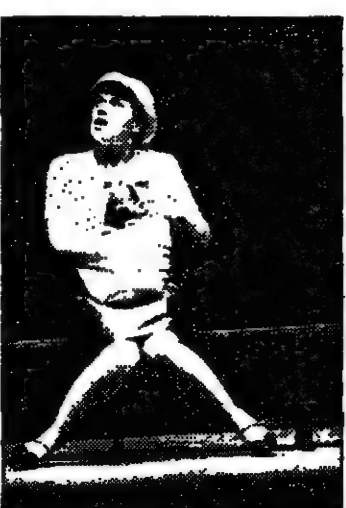
heureux, de pur gros commerce. Les responsables de ce massacre n'ont pas « toléré » l'art graphique original de Griffith, ni l'état de recueillement silencieux que cet art exigeait du public. La projection de ce monstre n'avait pas sa place au Festival d'Avignon, dans la cour d'honneur du palais.

MICHEL COURNOT.

« Etats d'amour », de Michèle Guigon

Du théâtre sucre candi

La famille Deschiens sans Jérôme Deschamps avec la gentillesse de Michèle Guigon.



Michèle Guigon.

Talons aiguilles qui se coïncent, dégaîne bébé de François moyens méchant pour un sou, mal fagoté, mal dans leur peau : ainsi va la vie dans la famille Guigon, transfiguration de la famille Deschiens. Car « être en état d'amour » - comme on dit « être en état de grâce » - est chose fort douloureuse quand on n'arrive pas à se déclarer. Et M. Courtejambe est triste. Il attend tous les jours mademoiselle Lavot sur un banc public, un bouquet de muguet à la main. Elle vient, dans sa robe à pois du dimanche. Regards furtifs... les corps se rapprochent, et pile, quand ils vont se déclarer, une cloche sonne l'heure de quoi, on ne sait pas. Après avoir salué son voisin, sa voisine, pianistes de leur état, monsieur Courtejambe rentre chez lui, se couche. Et le lendemain, recommence, sur le même air. L'histoire pourrait durer longtemps, n'était, comme dans la chanson de Brassens, ce merveilleux jour gris où un p'tit coin de parapluie devient un p'tit coin de paradis. Entre temps, M. Courtejambe aura reçu la visite d'un ange, beau gosse moulé dans un pantalon noir, sourire racoleur. Il l'éveille à la vie, au plaisir, le dérange. C'est ambigu, joliment.

L'attachant

M. Courtejambe

Accordéon en bandoulière, Michèle Guigon est M^{lle} Lavot, grande fille coïncée, un peu bêtasse. Mais surtout, il y a M. Courtejambe : Yves Robin. D'emblée poignant, attachant. Petit bonhomme solitaire, dans chacun de ses gestes il joue son va-tout. Il y met l'énergie pitoyable des grands timides. Avec des mines de chanteur de charme, il prend son élan pour rejoindre sa

belle sur le banc, et se retrouve cul par terre. Et quand il n'en peut plus de joie, juste après le p'tit coin de parapluie, il danse, avec la grâce patande d'un oursin mimant Gene Kelly dans *Chansons sous la pluie*. Il apporte à ces « états d'amour » - un spectacle avec un cœur gros comme ça, mais par trop acide, - un peu d'inquiétude.

On retrouve tous les ingrédients qui faisaient déjà le charme de *Marquise Paradis*, créé à Avignon l'été dernier. En plus rigoureux, plus condensés. Michèle Guigon a le sens des effets tout simples, parfois saisissants : sur les rideaux noirs, elle dessine des ombres chinoises, fait basculer les perspectives. Avec elle, la musique chante, vraiment, dans la tête. Ce n'est dépourvu ni de magie ni de drôlerie. Mais quelques effets, une jolie rengaine d'accordéon, s'oublient vite. Et ces *Etats d'amour* n'ont que la saveur d'une friandise anodine.

ODILE QUIROT.

Le « Cyclope »

Pieu dans l'œil

On ne comprend pas. Tous les fervents de musique moderne à Paris admirent et aiment ce qu'écrivit Betsy Jolas, et son Pavillon au bord de la rivière, créé en 1975 au Festival d'Avignon, avait été très favorablement accueilli. Mais son opéra pour enfants le *Cyclope*, d'après Euripide, présenté mercredi soir au Cloître des Carmes, a consterné tous ses amis, comme la mise en scène d'un homme aussi expérimenté que Bernard Sobel.

Une seule chose est belle dans ce spectacle : le décor de Titina Mesella, qui fait du rocher et de la grotte de Polyphème un énorme torse d'homme velu, aux couleurs rouges et vertes, sur lequel s'agrippe l'action et qui sera complété in fine (on ne sait pourquoi) par la formidable tête du Jour de Michel-Ange. L'intrigue, tout le monde la connaît : elle ne diffère du récit de l'*Odyssée*, le texte est entièrement chanté et pour qu'il soit « compris à tous les instants », Betsy Jolas a décidé de « travailler uniquement avec des acteurs, pas des chanteurs professionnels ». Idée généreuse mais catastrophique, car tous ces acteurs chantant faux à tout point de vue, d'une manière abominable, et l'on ne saurait leur en vouloir. Si vraiment l'œuvre doit être reprise à Chailot, du 27 novembre au 17 décembre, la moindre des choses serait de la confier à de vrais chanteurs.

Il semble que, malgré son déclin, le compositeur n'ait pu retrouver une écriture de récit aussi naturelle et chargée de sens que celle de Monteverdi, mais l'on n'en peut guère juger ici avec ces cris qui jurent avec le discours instrumental aux sonorités « justes », rondes et liquides.

Les costumes sont hideux, même s'ils se réfèrent à un « livre d'ethnologie traitant des carnavales en Italie du Sud », et les pantins déclamatoires, grotesques, que met en scène Sobel donnent une piètre image de l'apologue d'Euripide. Il est étonnant que ces gens de talent aient pu ainsi se fourner « le pieu dans l'œil », sans doute trompés à leur tour par le malicieux Ulysse.

Soulignons le mérite des musiciens dirigés par Annick Minck, qui défend toujours avec cœur les causes perdues.

J. L.

★ Cloître des Carmes jusqu'au 27 juillet.

24 JUILLET / 12 AOÛT L'ÉTÉ MUSICAL DE VICHY

réalisé par le Grand Théâtre de Bordeaux / Direction : Gérard Boireau avec les Orchestres Symphoniques de Rouen et de Vichy le Ballet et chœurs du grand théâtre de Bordeaux

Directions : Paul Ethuin et Alain Housseau

Partez donc musique en été à Vichy

A vous les longues journées consacrées à la détente ou à la pratique de vos sports favoris, à vous aussi les plaisir de la grande musique : 9 rendez-vous avec de grands compositeurs et leurs interprètes pour ensoleiller les mois de vos vacances.

24 JUILLET Grand concert symphonique Weber / Mendelssohn / Grieg Soliste : Bruno Rigault, piano	Alain Aleris / Martine Masquellé Carole Cliché / Christian Assé
26 JUILLET Concert symphonique Maurice / Dvorak / Bartok	L'ENFANCE DU CHRIST d'Hector Berlioz Hélène Jossand / Gérard Garin Philippe Kahn / Jean-Jacques Dougnac
28 JUILLET Présentation de l'Été Musical 1986 Joette Schneider, piano	NABUCCO / Opéra en IV actes de G. Verdi / Création à Vichy Marie Abjane / Hélène Jossand / Alain Housseau Kasp Bjork / Marie / Gérard Garin / Philippe Kahn et Jean-Noël Tournier
29 JUILLET CASSE-NOISETTE / Ballet en II actes Musique de P. Tchaïkovski Sylvain Bayard / Laurence Etiau de l'Opéra de Paris Cyril Almonet / Laurence Etiau de l'Opéra de Paris Chorégraphie : Wladimir Skouratoff	12 AOÛT LES ENFANTS DU PARADIS / Opéra en II actes Musique de A. Adam Jean-Charles Gil / Etiau Internationale Chorégraphie : Wladimir Skouratoff

LE GRAND CASINO DE VICHY : DIRECTION ARTISTIQUE : DIDIER GONILLOT

AVEC LE CONCOURS DE LA MUNICIPALITÉ DE VICHY

RENSEIGNEMENTS : PARIS 161.44.61.82.86 - VICHY 76.96.74

vichy

صحة امة الأصل

Culture

Roger Coggio prépare le tournage du « Journal d'un fou » Avec le croisé du cinéma populaire

Roger Coggio finance son prochain film en « préventant » un million de billets. Le début d'une aventure qui a déjà un petit goût de succès.

Poprichtchine est un fou dont Nicolas Gogol a tenu le journal. Poprichtchine est partout, en chacun de nous, incarnant cette part de rêve étonnante, moteur de l'imaginaire, de la créativité trop souvent bridée par un quotidien gris.

Un jeune comédien français, frais émoulu de l'immense famille de Jean Vilar, découvre ce personnage un beau jour de 1963. Roger Coggio ne sait pas encore que les détroits du petit fonctionnaire russe seront son seul vêtement, pendant dix années, sur les scènes les plus prestigieuses d'Europe et jusqu'aux États-Unis.

Sur son chemin, il croisera Orson Welles, pour *Histoire immortelle*, qui rejoindra aussitôt le fondateur du Théâtre national populaire à la tête de ses guides spirituels. Plus surprenant est la référence toute neuve que Roger Coggio s'est choisie en la personne du secrétaire d'État à la culture et de la communication, Philippe de Villiers. Il s'en explique sans ciller : « Deux personnes ont, en France, démocratisé la culture depuis la guerre : Jean Vilar et Philippe de Villiers. Six cent mille personnes ont assisté, depuis quatre ans, au spectacle du Puy du Fou qu'il a lui-même monté, réconciliant d'un coup toute une région avec sa mémoire. »

Culture et mémoire, les fauves sont lâchés. Et Roger Coggio ne laisse pas sur les rugissements et les coups de griffe. « La déliquescence et l'accentuation de la crise du cinéma permettent à quelques-uns de prendre conscience que la machine est en train de disparaître. Qui peut être certain de fêter en

1996 le centenaire de la première image du cinéma ? On assiste aujourd'hui à une panique théâtro-cinématographique. Dans dix ans, on produira quinze films en France contre cent cinquante en ce moment. Et qu'on ne dise pas que je fais du catastrophisme. Prenons l'exemple italien : moins de trente films sortiront des studios cette année alors qu'il y a trois ans plus de trois cents longs métrages étaient proposés aux spectateurs. La télévision, la presse écrite, favorisent ce génocide culturel. »

Molière le maudit

Haro sur la télévision ! « En 1980, j'ai proposé au directeur d'une des trois chaînes publiques de tourner les Fourberies de Scapin avec un budget de 11,8 millions de francs. Refusé. La même chaîne, il y a un an et demi, a autorisé le tournage de la pièce par un autre metteur en scène pour 1 million de francs, en trois jours avec quatre caméras planées sur un plateau. Résultat : ce qu'on a vu n'était ni du théâtre, ni du cinéma, ni de la télévision, et ne peut qu'inciter les spectateurs à fuir devant ce qui est ainsi étiqueté « culturel ». Une preuve ? Gérard Depardieu, quand par malheur il fait un bide, rassemble au moins 7 à 8 000 spectateurs par jour dans les salles de cinéma de Paris. François Périer, au théâtre, ne joue jamais moins de mille ou mille cinq cents fois une pièce. Mettez les tous les deux à l'officine au cinéma, ajoutez le nom de Molière et celui de Tarruffo, vous obtenez cent trente-deux entrées le premier jour. »

Roger Coggio a donc réfléchi longuement à ce qu'il appelle son credo. « Il faut mener une vaste et urgente réflexion sur les arts dès l'école. C'est là, en amont, que tout se joue. J'ai mené une réflexion en France, ce qui est fréquent aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, un architecte qui concevait un lycée, un collège avec un espace où les enfants pourraient être acteurs.

J'aimerais trouver en France une université comme celle de Berkeley en Californie où j'ai pu jouer le Journal d'un fou au cœur même du campus dans une salle polyvalente de 1800 places. Là-bas, il y a eu, depuis que le cinéma existe, plus de trois cents adaptations de Shakespeare. Roméo et Juliette a fait l'objet de sept ou huit versions avec les plus grands comédiens de chaque époque. Ici, on fait rimer Molière avec scolaire, au sens le plus péjoratif du mot. »

Alex Roger Coggio est parti en croisade. Huit mois par an, il organise des débats, à l'issue de la projection de ses films dans les comités d'entreprises, les écoles ou les maisons des jeunes et de la culture. A ce jour, par exemple, plus de deux millions et demi de spectateurs ont vu son Scapin qui « n'a pas eu un sou de subvention ». Son but : « Révéler la demande de cinéma et de théâtre existant que d'autres le font pour celle du tout. Ses moyens ? La prévention des places, qui dynamise le système moyenâgeux dans lequel est enfermé notre cinéma. »

Des soutiens prestigieux

Le Journal d'un fou est en effet le premier film « préventif » en France. Roger Coggio s'est fixé comme objectif de créer, avant même la mise en chantier de son ouvrage, un million de tickets à 23 francs. Il s'est assuré pour cela de soutiens prestigieux : Alain Delon, Jeanne Moreau, Paul-Louis Sulitzer et Michel Galabru... Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget, François Léotard, ministre de la culture, et René Monory, ministre de l'éducation nationale, se sont montrés intéressés par son initiative. Le ministère de l'éducation lancera même à la rentrée un concours « littérature et cinéma » qui permettra de sensibiliser dix millions d'élèves et d'enseignants. Le SNES, le SNI, la FEN, l'OECAJ, Travail et Culture, la FNAC, l'Association

culturelle des comités d'entreprises sont les principaux relais de l'initiative et vendent partout des places pour le Journal d'un fou.

Aujourd'hui, Roger Coggio estime que 500 000 billets sont déjà virtuellement vendus et que son objectif sera dépassé. « Nous empruntons de cette façon aux amis du théâtre populaire une procédure qui leur a permis d'acheter à l'avance leurs places pour une saison du TNP de Vitor, aux supporters du Football Club de Barcelone un système qui leur permet de réserver leurs places pour tous les matches de leur club. »

Le prochain numéro du journal de son association, les Amis du cinéma populaire, qui paraîtra en septembre, sera tiré à plus d'un million d'exemplaires afin d'expliquer le mieux possible au plus grand nombre la motivation de cette entreprise, explication qui sera relayée par des rencontres avec les comédiens du film : Roger Coggio lui-même, mais aussi Fanny Cottençon et Jean-Pierre Darras. Le début du tournage est prévu pour cet automne et la sortie en mars prochain. Budget du film : 20 millions de francs. Récolte espérée de la prévention des billets : 23 millions qui permettront, en plus de la réalisation, toutes ces actions de sensibilisation.

« D'ici à quelques années, on peut penser que sept à dix films par an seront financés par ce nouveau système, conclut Roger Coggio. Cela représenterait donc près de 10 % de la création cinématographique française. » Il y a quelque temps, quand il arpentaient la rue Lincoln, dans le quartier des Champs-Élysées à Paris, les professionnels croisaient Coggio avec méfiance, ne cachant pas qu'il le tenait pour un « fada ». Plus Poprichtchine que jamais, il va désormais son rêve tambour battant. On le suit avec curiosité.

OLIVIER SCHMITT.

★ Amis du cinéma populaire. 5, rue Lincoln, 75007 Paris. Tél. : (1) 42.25.06.22.

Communication

Malgré l'opposition des annonceurs

Télévisions publiques et privées se préparent à augmenter leurs tarifs publicitaires

TF 1 envisage une augmentation de ses tarifs de publicité pour préparer son passage au privé.

Les chaînes publiques pourraient lui emboîter le pas avec la bénédiction du pouvoir. Mais les annonceurs menacent de boycotter la télévision.

Il est un homme pour qui la privatisation de TF 1 a déjà commencé. Dans son bureau du cinquième étage de la tour Montparnasse, tous les candidats au rachat de la chaîne publique sont venus le voir. Il est reçu sans difficultés à Matignon comme au ministère de la culture et de la communication. Partout, on lui donne discrètement carte blanche pour préparer l'avènement de la télévision privée. Car M. Bocklo Givadinovich, président de la régie publicitaire de TF 1 (RFP-TF 1) a dans ses mains une carte maîtresse : les ressources de la chaîne pour 1987.

Ce singulier pouvoir est le fruit d'un divorce entre deux calendriers : celui, politique, de la privatisation de TF 1 et celui, économique, de la planification publicitaire. La vente de la première chaîne au privé ne sera bouclée, au mieux, que dans les premiers mois de 1987 alors que les budgets publicitaires des grands annonceurs pour l'année prochaine se décident dès le mois de septembre.

Pour M. Givadinovich, l'alternative est simple : « Si l'on considère que TF 1 est toujours une société publique, je prépare ma campagne de vente d'espaces sur la base de ressources définitives, comme d'habitude autour de 1,5 milliard de francs. Mais le futur reprenneur de la chaîne, qui ne bénéficiera plus en 1987 de la redevance, risque fort de se retrouver avec un déficit de 1 milliard de francs dès sa première année d'exploitation. Un bien mauvais départ, difficile à rattraper. Or alors, il faut considérer, dès promulgation de la loi, que TF 1 peut se comporter comme une entreprise privée majeure et lui laisser les moyens de récolter sur le marché 2,5 milliards de francs pour offrir au reprenneur privé, quel qu'il soit, un exercice en équilibre. »

En vieux routier de la publicité (il a longtemps dirigé l'Information et Publicité, la régie de RTL), M. Givadinovich est prêt à relever le défi. Outre le déplaçonnement des recettes de la chaîne, il se prépare à sortir des carcans imposés par la Régie française de publicité : assouplissement de la politique commerciale, vente des espaces en fonction de l'audience de chaque programme, accès à la publicité des secteurs économiques jusqu'à présent interdits d'annonce.

Mais ces mesures restent insuffisantes. La liste d'attente des annonceurs non satisfaits par l'offre d'espaces des chaînes publiques représente, selon des estimations

concordantes, un investissement potentiel d'environ 1 milliard de francs. Une somme que devront se partager TF 1, la 5e et, éventuellement, la 6e chaîne. Pour satisfaire l'appétit des trois télévisions, il faut encore trouver au moins 1 milliard de francs supplémentaires.

« Je suis sûr, explique M. Givadinovich, qu'à terme l'investissement publicitaire en France ne peut qu'augmenter puisqu'il est très inférieur à celui que connaissent la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne. Mais dans l'immédiat, si l'on veut éviter des transferts de budgets au détriment de la presse écrite, la seule solution consiste à augmenter les tarifs de la publicité à la télévision. Une mesure d'autant plus justifiée que ces tarifs sont relativement bas par rapport à l'audience touchée. »

Les conseillers du premier ministre, comme ceux du ministre de la culture et de la communication, approuvent complètement les analyses du président de la RFP-TF 1 et sont prêts à lui donner le feu vert pour une déreglementation progressive mais radicale du marché publicitaire. Mieux : ils comptent bien profiter du mouvement pour soulager les finances du service public. En effet, entre la baisse annoncée de la redevance et la suppression de la taxe sur les magnétoscopes, les chaînes publiques risquent d'avoir quelque mal à boucler leur budget l'année prochaine. Une légère augmentation des ressources publicitaires n'est donc pas à dédaigner.

Déjà des consignes ont été données aux responsables publicitaires des chaînes publiques pour engranger, dès cette année, des recettes supplémentaires au-delà des plafonds prévus par la loi de finances. Et M. François Léotard a évoqué, il y a quelques jours devant le Sénat, une éventuelle augmentation des tarifs.

Cette initiative n'est pas du goût de tout le monde. L'Union des annonceurs a aussitôt envoyé un télégramme de protestation rappelant au ministre libéral que « la loi du marché doit seule fixer les tarifs ». Pour M. Alain Grangé-Cabane, porte-parole des annonceurs, « les entreprises françaises ont tout à redouter d'une augmentation brutale des tarifs publicitaires de la télévision. Les victimes désignées en seront les nombreuses PME qui tentent de toucher les télépectateurs, malgré des tarifs déjà très élevés pour elles. »

Nombreux sont, en effet, les annonceurs qui jugent que la publicité télévisée est chère, touchant un public, certes plus nombreux que la presse, mais plus mal ciblé. Ils mettent aussi en cause le coût de réalisations des spots (entre 1 et 4 millions de francs) qui alourdit sensiblement la facture. Dans le rang de l'UDA, certaines entreprises envisagent un boycottage de la télévision si l'augmentation des tarifs est trop forte. Une menace destinée à faire réfléchir les pouvoirs publics et les futurs opérateurs privés.

J.-F. L.

EN BREF

● Un nouveau rédacteur en chef à l'Union de Reims. — Le quotidien régional l'Union (cinq cent seize salariés ; cent quinze mille exemplaires vendus dans quatre départements) repris par M. Philippe Hersant, fils de M. Robert Hersant, le 3 juillet dernier (le Monde du 5 juillet), aura un nouveau rédacteur en chef dans quelques semaines. M. Pascal Solier, placé à la tête de la rédaction depuis cinq ans, a en effet annoncé son départ du quotidien rémois. Il sera remplacé par M. Jacques Richard, ancien rédacteur en chef du Maine libre. — (Corresp.)

● Les radios associatives contre le désordre de la FM. — La Fédération nationale des radios libres (FNRL) et plusieurs radios associatives non fédérées d'Ile-de-France ont demandé une réunion « d'urgence » avec le ministre de la culture et de la communication, le Haute Autorité et Télédiffusion de France (HATF), afin que des mesures soient « immédiatement prises pour éviter les désordres sur la région parisienne ». La FNRL considère que « seul un partage de la bande FM en deux parties égales dans les grandes villes permettra aux radios de service public et aux radios d'expression de se faire entendre ». Elle souhaite également la mise en place d'un « plan de fréquence cohérent », qui assurerait « la transparence, la concurrence

et la libre circulation des idées dont se prévalent les responsables politiques actuels ». Selon la FNRL, près de trente radios communautaires ou d'expression d'Ile-de-France, qui « émettent et remplissent leurs obligations envers la loi », sont encore « brouillées par des radios commerciales ».

● Incendie à TF 1. — Un incendie accidentel de faible ampleur s'est déclaré, mercredi 23 juillet, dans l'après-midi, dans l'un des sous-sol de l'immeuble de TF 1, rue Cognac-Jay à Paris. Le sinistre a provoqué des dégâts matériels mais n'a fait aucune victime. Le feu a pris sous les faux plafonds d'un studio en cours d'aménagement. Le plupart des personnels de TF 1 — environ quatre cent personnes — ont été évacués par mesure de sécurité. Le diffusion du journal de 20 heures, un moment menacée, a eu lieu normalement. L'équipe du journal télévisé est restée au travail pendant pratiquement toute la durée du sinistre et s'est installée dans un autre studio.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Un système révolutionnaire

Le système de « prévente » des billets de cinéma est une nouveauté dans les rapports entre producteurs, distributeurs et exploitants de salles. Roger Coggio l'a mis au point non pour financer son film mais pour en garantir le succès public.

Le Journal d'un fou est produit et distribué par la société Lydie Média, dont le gérant est Fanny Cottençon, par ailleurs héroïne du film. Cette société récolte les sommes dégagées par la prévention et les verse sur un compte bloqué à la CASDEN, banque populaire qui s'est associée à l'opération. L'essentiel de l'argent ainsi mobilisé — seules seront escrottées les parts producteur et distributeur — ne sera pas utilisé pour la réalisation du film mais servira, dans les semaines qui viennent, à la négociation que Lydie Média s'apprête à mener avec les réseaux d'exploitants classiques.

Elle se propose de verser à chaque exploitant une quote-part des montants encaissés et d'ajuster cette quote-part, après la sortie du film, en fonction des billets prévenus présentés aux caisses par les spectateurs. C'est le Centre national de la cinématographie qui devrait en tenir le compte — une réunion est fixée pour cela dans les jours qui viennent — à l'aide de son système mécanographique, utilisé habituellement pour tous les films.

La Fédération nationale des cinémas français, qui réunit les exploitants, a émis certaines réserves. Elle estime que « cette opération aboutit à substituer une association à l'exploitant de salle dans la fixation des prix des places, ce qui semble constituer une infraction aux règles, sanctionnées pénalement, de la réglementation générale des prix ». Pour autant, la FNCF ne s'opposera pas à cette initiative « de caractère commercial qui concerne des relations contractuelles privées ».

On peut penser qu'elle n'encouragera pas, dans un premier temps, ses adhérents à collaborer avec Roger Coggio. Seul le succès de l'entreprise peut les convaincre de la faire, dans un contexte économique qui voit le nombre de spectateurs, le nombre de salles et le montant des recettes diminuer. Le minimum garanti par Lydie Média sur les billets prévenus pourrait alors représenter pour eux une assurance de revenus d'autant plus intéressante que de moins en moins de longs métrages connaissent le succès public que l'on attendait d'eux.

O. S.

MUSIQUES

Au Festival de Montpellier

La génération montante

Du talent et de l'enthousiasme, un concert marqué par l'irremplaçable vertu de la jeunesse.

Dans le joli décor du théâtre en arc de cercle de la cour des Ursulines, avec deux rangs sagement superposés de portes et de fenêtres, le concert de mardi était tout entier dédié à la nouvelle génération. Venu sous les auspices de la Fondation Bercausa, l'Orchestre symphonique de la jeunesse vénézuélienne Simon Bolívar a étonné et enchanté le public chaleureux du Festival de Montpellier lors de quatre concerts au programme chargé.

L'enseignement musical intelligent développé dans ce pays a produit en effet d'excellents instrumentistes, et l'ensemble vigoureux

et enthousiaste, à la sonorité mordante, un peu verte, s'est fort bien accordé avec son tout jeune chef français. Mince, le visage ouvert et souriant, l'air d'un premier communiste dans son bel habit noir, Pierre Michel Durand, qui a remporté l'an passé à Prague le premier prix du concours de direction d'orchestre, manifeste un talent prometteur : des gestes un peu amples, parfois mais précis, une réelle indépendance des bras, beaucoup de fraîcheur et d'accent. Il a conduit en vieux routier une œuvre récente de Xénakis, *Lichens* (1983), faisant bien ressortir, derrière les jeux en hachures des cordes et les tonnerres de batterie d'une sorte de jazz primitif les vastes mouvements cosmiques, et donné une interprétation pétillante de *L'Amour des trois oranges*, de Prokofiev.

Deux jeunes solistes également à ce concert : la Française Marianne Piketty (vingt-trois ans), robuste fille blonde, a joué le *Premier Concerto* pour violon de Max Bruch avec une concentration et une flamme sympathiques ; le son est puissant, assez beau, bien qu'un peu acide ; une artiste d'avenir. Quant au pianiste Gustavo Romero (vingt et un ans), c'est déjà un virtuose accompli très digne et sûr de lui ; mais son exécution superbe du *Deuxième Concerto* de Rachmaninov ne semblait pas témoigner d'une sensibilité exceptionnelle. Le concerto finit en tempête, sous la pluie, tandis que les partitions s'envolaient, que les portes claquaient. Mais le pianiste arriva à bon port et, du coup, le temps reprit sa consistance montpelliéraine.

JACQUES LONCHAMPT.

Rock en Corse

Malgré tout

pour les enfants avec des spectacles qui leur étaient destinés. Tout le monde y croyait, tout le monde voyait dans ce festival l'occasion de faire bouger les choses dans l'île.

Pendant trois jours, on allait mélanger le raï algérien de Rahia Raï avec les violons martiniquais de Malavoi, la polyphonie corse de I. Muvrini, avec la soul américaine de James Brown et les rythmes zairois de Ray Lema, le manouya du Réunionnais Ti-Fock, avec la rencontre ponctuelle de Jacques Higelin et Didier Lockwood.

Aussi, comme, le premier jour, il ne s'est trouvé que cinq cents personnes devant l'immense scène, on a pris cela avec sérénité et préférence à dire qu'il s'agissait d'une répétition pour les deux jours suivants. D'ailleurs, Jacques Pasquier, l'organisateur, avait d'autres chais à fouetter : accueillir James Brown qui avait annulé par ailleurs la plupart de ses concerts en France, répondre aux exigences de la productrice de Jacques Higelin qui demandait la totalité du cachet à titre d'avance, et s'apercevoir, au milieu de la nuit, qu'une partie de la billetterie avait été volée. Demain, ça ira mieux.

Surtout, ni les hommes ni le ciel ne l'ont voulu. Ce qui n'était pas arrivé au mois de juillet depuis près de trente ans est arrivé. Dix minutes après l'entrée en scène de Ray Lema, une pluie torrénelle s'est

abattue, inondant tout et mettant un terme à la soirée sinon au festival.

Pourtant, c'est à cet instant que la chance a tourné en faveur des organisateurs : James Brown a téléphoné de son hôtel pour dire qu'il était de tout cœur avec eux, qu'il acceptait de remettre son concert au lendemain et qu'il allait venir pour que la pluie cesse. Higelin appela à son tour le représentant de Peter Stuyvesant, sponsor du festival, qui renouvelait sa confiance, et RCFM, qui parrainait la manifestation, diffusait des messages demandant aux auditeurs d'apporter des sèche-cheveux le lendemain matin pour réparer les dégâts. Ce qu'ils furent nombreux à faire.

Ainsi, dimanche à 20 h 30, I. Muvrini ouvrait la soirée devant près de cinq mille personnes. James Brown leur succédait, interprétant la quasi-totalité de son show, à l'exception de *Sex-Machine* qu'il estima trop impur pour le jour du Seigneur (sic). Derrière lui, Ti-Fock, désormais parfaitement rodé, s'en tirait avec tous les honneurs, et Higelin, dont c'était le premier concert avec Didier Lockwood, formation de cinq musiciens, clôtura le festival vers 4 heures du matin. A 8 heures, on possédait le dernier camion embourbé. Bientôt, il y aurait les comptes à faire, sûrement un déficit important, mais, pour l'heure, on préférerait ne pas y penser.

ALAIN WAIS.



sucré canin



Economie

La nomination des PDG des

Ceux qui arrivent

Au GAN

M. François Heilbronner :
un fidèle de M. Chirac

Au lendemain des élections législatives du 16 mars, le jour même de son cinquantième anniversaire, M. François Heilbronner a su qu'il retournerait à l'hôtel Matignon, qu'il avait quitté dix ans plus tôt, et qu'il y retrouverait le titre de directeur adjoint du cabinet qu'il avait déjà dans le premier cabinet de premier ministre de M. Jacques Chirac avec, de surcroît, la fonction de conseiller pour les affaires économiques et financières auprès du chef du gouvernement de la cohabitation. En fait, il savait depuis longtemps que sa place était de toute façon réservée auprès de M. Chirac.

Il appartient, en effet, à la génération des hauts fonctionnaires de la phalange chiraquienne dont le dévouement et la fidélité sont à toute épreuve. Sorti de l'Ecole nationale d'administration dans la « botte » en 1962, nommé à l'inspection des finances — il est inspecteur général depuis 1983 — M. Heilbronner collabore, en effet, avec M. Chirac depuis 1972, après avoir été brièvement, en 1968, conseiller technique au cabinet de M. Debré alors ministre des affaires étrangères dans le gouvernement Couve de Murville. Directeur adjoint, puis directeur du cabinet de M. Chirac au ministère de l'Agriculture, puis à celui de l'Intérieur sous le septennat de Georges Pompidou, il demeure naturellement auprès du nouveau premier ministre en 1974 d'abord comme conseiller pour les affaires économiques et financières puis,

l'année suivante, comme directeur adjoint.

La rupture en 1976 de M. Chirac avec M. Giscard d'Estaing ne sera pas sans conséquences pour M. Heilbronner. Comme beaucoup de proches du premier ministre démissionnaire il subit une relative disgrâce en réintégrant son corps d'origine, l'inspection des finances. Il appartient alors au petit groupe de fidèles — qui peu à peu s'étoffe — qui continue à apporter à M. Chirac à titre personnel les ressources de leurs compétences. M. Heilbronner n'appartient en effet à aucun parti, mais n'hésite pas à figurer parmi les experts que le président du RPR consulte avec le plus de confiance. Il participe donc à ce titre à l'élaboration du programme économique, financier et social de la future majorité aux côtés d'amis tout aussi dévoués comme MM. Balladur et Friedmann.

Le directeur adjoint du cabinet de M. Chirac donne l'impression d'un parfait technocrate qui ne doit penser que chiffres, courbes ou graphiques et dont le physique un peu austère et le comportement effacé n'attirent pas la confiance. Or sous cette apparence se cachent en réalité une amabilité naturelle, une ouverture inouïe, un réel goût de l'argumentation et surtout une serviabilité et une gentillesse sans exubérance, mais constantes et spontanées.

ANDRÉ PASSERON.

A la MGF

M. Jean-Claude Jolain

Né en 1943, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, administrateur civil au ministère de l'Economie et des Finances, M. Jean-Claude Jolain a été chargé de mission puis secrétaire général adjoint au comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne de 1966 à 1972. Conseiller technique au cabinet de M. Michel Debré, ministre des affaires étrangères (1968-1969), il entame une longue collaboration avec M. Jacques Chirac, dont il dirige le cabinet lorsque celui-ci est ministre de l'Agriculture (1973-1974), puis ministre de l'Intérieur (1974). Conseiller pour les affaires économiques et financières au cabinet de M. Jacques Chirac, premier ministre en 1975-1976, il termine comme directeur adjoint de ce cabinet.

[Né en 1936 à Paris, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, inspecteur général des finances, il a été chargé de mission puis secrétaire général adjoint au comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne de 1966 à 1972. Conseiller technique au cabinet de M. Michel Debré, ministre des affaires étrangères (1968-1969), il entame une longue collaboration avec M. Jacques Chirac, dont il dirige le cabinet lorsque celui-ci est ministre de l'Agriculture (1973-1974), puis ministre de l'Intérieur (1974). Conseiller pour les affaires économiques et financières au cabinet de M. Jacques Chirac, premier ministre en 1975-1976, il termine comme directeur adjoint de ce cabinet.]

Ceux qui partent

A la CGE

Georges Pébereau :
le monsignore du téléphone

La roche Tarpéienne est proche du Capitole. M. Georges Pébereau, PDG de la Compagnie générale d'électricité (CGE), est remplacé alors qu'il était sur le point de concrétiser le rêve de sa vie par un vaste accord avec le groupe américain International Telephone and Telegraph (ITT). Le gouvernement recuse son géniteur mais devrait donner son aval à son projet. Le paradoxe est à la taille du linotte.

Une grande figure de l'industrie française quitte la scène. Depuis près de 20 ans, M. Georges Pébereau a été un acteur de premier plan dans toutes les décisions importantes prises dans le téléphone, l'informatique, puis l'énergie : du plan-cadre à la fusion de Thomson-Télécommunications. Homme d'influence, assidu des couloirs ministériels, « monsignore » Pébereau est devenu le symbole et le fruit de ces mariages confondus entre l'Etat et l'industrie et caractéristiques des affaires françaises.

Polytechnicien, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, il se frotte en 1966 au pouvoir politique comme conseiller technique au cabinet de M. Edgar Pisani, ministre de l'Équipement, puis entre octobre 1967 et octobre 1968 comme directeur du cabinet de MM. François Xavier Ortoli et Alain Chabat, qui se succèdent à ce ministère. Début classique de la jeune élite nationale, mais passage chez lui décisif pour comprendre les mécanismes de la décision publique. Octobre 1968, il « pantoufle » comme directeur adjoint de CIT-Alcatel, filiale de la CGE, spécialisée dans le téléphone. Sa montée en puissance est très rapide puisque, trois ans plus tard, il est nommé directeur de la CGE de l'Industrie, la conquête du marché américain. L'état de ses ennemis se resserre et M. Georges Pébereau devient pour beaucoup le responsable principal de l'impasse des télécommunications françaises. L'obstacle qu'il faut faire sauter pour assainir la situation, quels que soient ses mérites.

Le 10 mai 1981 provoque le départ de M. Ambroise Roux. Tournant fondamental : M. Georges Pébereau perd son garde-fou. La présidence de la CGE nationalisée lui échappe un temps. Deux ans de purgatoire. Deux ans pour tisser son réseau au sein du pouvoir socialiste et trouver deux alliés en MM. Charles Salzman et Alain Boubillat à l'Elysée. Puis c'est le feu d'artifice : la CGE absorbe son concurrent national Thomson-Télécommunications en 1983 et obtient le contrôle de France Télécom en 1985. Coup sur coup M. Georges Pébereau efface deux décisions de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'encontre de M. Roux, « coupable » d'avoir pris parti pour M. Chaban-Debas à l'élection présidentielle de 1974. Revanche qui donne à la CGE un quasi-monopole sur les considérables marchés publics du téléphone et du nucléaire.

Mais derrière ces succès, la réalité industrielle dérape. La gestion de la fusion Thomson-CGE est conduite en zig-zag. L'avance technologique d'Alcatel fond. Le regain d'exportation promis n'est pas au rendez-vous. La recherche d'un partenaire étranger destiné à permettre d'introduire les centraux français dans les pays développés tourne mal. MM. Georges Pébereau approche l'anglais Plessey, les américains GTE puis ATT. La filanthe est toujours plus « belle » mais rien ne se conclut jamais. « Les accords de Georges » deviennent sujet de plaisanterie dans le petit monde des affaires. Le PDG de la CGE perd de sa crédibilité en France et à l'étranger. Sa réputation de bon gestionnaire s'écroule. Ses rapports, mauvais avec les PTT, se chargent de méfiance avec l'ensemble du personnel politique.

On commence à tracer des bilans et la liste des promesses non tenues paraît bien longue : la bureaucratie, la productivité déclinante, la conquête du marché américain... L'état de ses ennemis se resserre et M. Georges Pébereau devient pour beaucoup le responsable principal de l'impasse des télécommunications françaises. L'obstacle qu'il faut faire sauter pour assainir la situation, quels que soient ses mérites.

Coups
de poignard

Accusé, M. Georges Pébereau, si souple avec le pouvoir politique, devient brutal. Il lance des ultimatum. M. Balladur, qui connaît la CGE de l'Industrie pour avoir présidé deux de ses filiales, décide peu qu'en juin dernier le PDG lui donne deux jours pour approuver un accord substantiellement trouvé — mais préparé de longue date — avec l'ITT.

Trop intelligent ? Trop ambitieux ? Les rêves de grandeur de M. Georges Pébereau lui ont sans doute fait oublier la gestion quotidienne des emplois, des salaires, des stocks, des produits. Son système de direction interne est à l'image de ses négociations internationales : il promeut des dirigeants pour, peu de temps après, les écarter. La gestion de la CGE s'en ressent. Un homme s'impose toutefois peu à peu : M. Pierre Suard, patron des Câbles de Lyon, gestionnaire froid mais précis, compétent. Il a participé aux négociations avec l'ITT et il est militant RPR. C'est lui que choisit M. Chirac pour présider la CGE, avec pour tâche de calmer le jeu.

Qui a écarté M. Georges Pébereau ? M. Ambroise Roux ? M. Edouard Balladur ? On ne sait. Mais les coups de poignard ont été sans doute nombreux. Les jeunes ministres UDF qu'il avait séduits à leur tour n'ont rien pu faire. Le passé a resurgi avec trop de force. M. Chirac veut rompre avec « le système de valeur » et tirer un trait. La chute du symbole Pébereau est, en ce sens, logique.

« CIT avait un chiffre d'affaires de 378 millions de francs en 1967 et de 28,3 milliards de francs en 1985. Ses bénéfices sont passés de 12,5 millions à 299 millions », explique M. Georges Pébereau dans le court communiqué d'adieu qu'il a publié dès que son remplacement a été officiel, le 23 juillet. « Cela est l'œuvre de l'une des plus belles équipes de l'industrie mondiale ». Ce n'est pas faux. Il faudra un jour faire la part exacte de ce qui lui revient. Mais une page devait être tournée dans l'électronique française, la place à la place à des PDG plus calmes, plus gestionnaires et moins tournés vers l'Etat, du type Alain Gomez ou Pierre Suard. En tout cas, « Jojo », comme le surnommaient les ingénieurs des P et T, a manqué dans un paysage qui devient sans lui, d'un coup, plus morne, plus platement industriel.

FRANÇOIS RENARD.

ÉRIC LE BOUCHER.

A Rhône-Poulenc

M. Loïc Le Floch-Prigent :
un président très contesté
mais capable

En dehors de ses options politiques, rien ne prédisposait cet ancien directeur du cabinet de M. Pierre Dreyfus, alors ministre de l'Industrie, à devenir chef d'entreprise. Ni son âge — M. Loïc Le Floch-Prigent avait trente-huit ans quand la succession fut laissée ouverte chez Rhône-Poulenc par la démission de M. Jean Gandois — ni sa compétence. M. Le Floch avait fait toute sa carrière à la DGRST (délegation générale à la recherche scientifique et technique). Son pedigree universitaire — Polytechnique de Grenoble et l'université du Missouri — ne constituait pas non plus un atout. Profitant de son inexpérience industrielle, ses ennemis — il en avait allongé la liste en liquidant les lieutenants de M. Jean Gandois — n'ont pas fait dans la dentelle, ne respectant pas même le simple devoir de courtoisie. « Arrogant », « mégalo-mane », « opportuniste », tous les adjectifs y sont passés. Le personnel l'appelait plus prosaïquement « Pink Floch ». Pourtant, force est de reconnaître que ce travailleur infatigable à l'esprit vif n'a pas mal réussi.

Bref, si M. Le Floch n'avait pas au départ le profil de sa fonction, il s'est forgé une bonne image en se glissant avec un certain brio dans la redingote du chef d'entreprise.

Sous sa direction, Rhône-Poulenc a retrouvé les chemins du profit. Et quels profits, puisqu'en 1985 Rhône-Poulenc s'est classé numéro trois au palmarès des entreprises par bénéfices, avec un résultat de 2,3 milliards de francs. Une jolie performance, dont, assez modestement, il ne tire aucun mérite personnel, reconnaissant avoir recueilli les fruits de l'héritage laissé par ses prédécesseurs et profité des bienfaits

d'une conjoncture redevenue clémente.

M. Le Floch aurait pu commettre quelques fautes majeures. Il les a évitées. Tout au plus peut-on lui reprocher d'avoir retardé quelques désinvestissements urgents et d'avoir omis de lancer le groupe dans un projet grandiose. Encore aurait-il fallu qu'il ait les moyens.

Car si les cadres dissidents de Rhône-Poulenc l'accusent de n'avoir pas su renforcer le groupe dans les métiers où il était fort, d'avoir échoué dans le redressement de l'acier et d'avoir créé une nouvelle hémorragie dans le secteur « médias », c'est qu'ils oublient un peu vite qu'il n'avait pas la maîtrise financière complète de l'appareil industriel qu'il pilotait. L'Etat lui a compté ses deniers. Il n'en reste pas moins que, pour le premier semestre 1986, alors qu'avec la baisse du dollar et des prix du pétrole la plupart des chimistes européens ont enregistré un recul de leurs bénéfices, Rhône-Poulenc a maintenu son résultat au niveau du 30 juin 1985 : plus de 1 milliard de francs. Voilà sans doute pourquoi M. Le Floch compte parmi ses amis et défenseurs M. Alain Mériaux, membre du RPR, PDG du groupe Mériaux, filiale de Rhône-Poulenc. M. André Bergeron, les syndicalistes de la CFDT et les dirigeants de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), une des fédérations patronales les plus influentes. Le départ de M. Le Floch relance ainsi le débat : est-on bien fondé à mêler raison politique et industrie. Il donnera peut-être à ce bridage méfiance l'occasion de mettre en pratique la petite idée d'entreprise qui lui trotte dans la tête.

ANDRÉ DESSOT.

A Pechiney

M. Pache :
trop professionnel, trop neutre

Le remplacement de M. Pache est une décision injuste et inopportune. Rien ne justifie l'éviction de ce polytechnicien de cinquante-deux ans, nommé à la tête de Pechiney, le producteur français d'aluminium, en janvier 1985, après le départ de M. Besse pour Renault. Rien, sinon le souci de trouver un poste à M. Gandois, ex-PDG de Rhône-Poulenc. Ce changement brutal, que rien ne laissait prévoir, est mal ressenti à l'intérieur d'un groupe où les mercenaires ne sont pas légion et où l'on fait généralement toute sa carrière.

M. Pache ne constituait pas une exception à la règle. Jeune ingénieur des mines, il avait « fait son temps » en Moselle, de 1960 à 1963. Après un passage comme conseiller technique au cabinet de M. Marcellein, de 1965 à 1967, il entre chez Pechiney, dans la branche nucléaire. Il accomplit une partie de sa carrière dans les secteurs nucléaire et électrometallurgie du groupe, avant d'en devenir, en 1979, directeur de l'analyse de gestion, à laquelle on adjoint, en 1980, la politique industrielle.

En 1983, M. Besse en fait le numéro deux de Pechiney en le nommant directeur délégué. Devenu PDG, ce Savoyard tranquille, parlant peu — « il y a du lingot dans cet homme-là », disait de lui M. Besse — poursuit la politique de redressement engagée par son prédécesseur. Une politique appuyée sur un redéploiement des usines dans les pays à énergie bon marché (l'énergie entre

en moyenne pour un tiers dans le prix de revient de l'aluminium) et sur un investissement dans les matériaux nouveaux (alliages aluminium, fibres de carbone, céramiques...).

Incontesté pour ses compétences professionnelles, M. Pache était aussi pour ses positions politiques. Exemple même de la neutralité, il paie sans doute — c'est là le paradoxe — pour elle : il n'était un enjeu ni pour M. Mitterrand, ni pour M. Chirac ou M. Giscard d'Estaing. Et rien ne l'aurait empêché de mener à bien la privatisation du groupe, lui qui avait présidé à l'émission de certificats d'investissement. Ces sortes d'actions sans droit de vote représentent déjà 25 % du capital de Pechiney, le maximum autorisé par la loi.

Pechiney connaît donc son troisième président en moins de cinq ans. Avec M. Gandois, le groupe hérite d'un industriel qui faisait jusqu'à présent figure de « star ». La dimension et l'aura du producteur d'aluminium, plus petit que Rhône-Poulenc, moins politique que la Compagnie générale d'électricité ou Thomson, est-elle bien à la hauteur de la réputation que s'est forgée M. Gandois ? Celui-ci n'a exercé des fonctions que dans l'acier et la chimie, deux secteurs dont Pechiney s'est désengagé au cours des dernières années.

CLAIRE BLANDIN.

LES RÉACTIONS

• M. Madelin : le changement dans la continuité. — Le ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin, a estimé mercredi que les nominations des présidents des huit groupes industriels nationalisés reflètent le « changement dans la continuité », avec cinq PDG reconduits et trois changés.

M. Madelin a insisté sur « la situation délicate et très inconfortable » des nouveaux PDG des groupes industriels. Ils ont été « nommés par le pouvoir politique », et « auront à conduire la privatisation », « sans intervenir dans les processus financiers », ni « essayer de se méprendre eux-mêmes leur privatisation » et sans être non plus « des gestionnaires de nationalisés modèle ancien ».

• M. Jean-Jack Queyranne : l'esprit de revanche. — Le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, a estimé dans un communiqué que, après « la première vague de remplacements touchant douze PDG d'entreprise nationalisées, on est en droit de demander quels sont les critères qui ont guidé les choix du gouvernement : sûrement pas la compétence ou l'efficacité qu'il en dit ».

« C'est d'abord l'esprit de revanche qui a animé le gouvernement », poursuit-il. Quant aux nouveaux dirigeants, ils ont surtout été choisis en fonction des relations personnelles ou des services rendus aux partis de la majorité avec comme principe : les copains d'abord. »

Un processus vicié à la base

Il fallait bien s'y attendre, le choix des PDG des sociétés nationalisées a suscité les réactions les plus opposées. Dans la majorité, M. Madelin, ministre de l'Industrie, a estimé que ces nominations reflétaient « le changement dans la continuité », avec dans l'industrie cinq PDG reconduits et trois changés, pourcentage inverse dans les banques (sept reconduits et cinq nouveaux). Dans l'opposition, M^{me} Edith Cresson, ancien ministre du redéploiement industriel, a vivement critiqué ces nominations, les qualifiant de « décision profondément injuste » (en ce qui concerne les remplacements). Elle ne se prive pas d'aggraver les nouveaux élus. « Pourquoi avoir remplacé M. Le Floch par un M. Fourtou quand Rhône-Poulenc aligne pour le premier semestre 1986 le meilleur résultat de la chimie européenne ? » L'ancien ministre pense avoir la réponse : « M. Fourtou est le trésorier officieux de l'UDF. » Pourquoi aussi avoir remplacé M. Jacques Mayoux et mis à la tête de la Société générale M. Marc Vénot « responsable des péripéties de la Banque de Singapour et du Brésil ? » Et M^{me} Cresson passe au Crédit Lyonnais. « Les mérites de M. Defflessieux étaient reconnus. » Son successeur, M. Jean-Maxime Levéque, était surmonté Prix Nobel au CCF à cause des mauvais résultats sur Nobel Borel ». Que dire de la chute de M. Jean Payrède de la Compagnie financière de Suez ? « C'est le meilleur banquier de sa génération », assure M^{me} Cresson. A propos de son successeur, M. Renaud de la Génie, elle ironise : « Il fallait mettre un barbare quelque part. » C'est avec une certaine tristesse qu'on voit la France se lancer dans un système de dépoils : déplore M^{me} Cresson.

Sans doute, mais le gouvernement socialiste avait bien inauguré le processus en remplaçant pratiquement tous les PDG industriels MM. Four-

roux (Saint-Gobain) et Gandois (Rhône-Poulenc) mis à part, et la totalité des PDG de banques. Il fallait « des hommes nouveaux » pour « trancher ces adhérences ». Cette fois, on pourrait dire ironiquement qu'il a un changement, un progrès diront certains : globalement, la moitié des titulaires rest. Encore un petit effort et la prochaine fois, il n'y aura plus de dépoils. Quant à l'intérêt des entreprises elles-mêmes, pour lesquelles cette valse de dirigeants n'est pas fondamentalement indispensable et demeure tout à fait regrettable, il en est tenu compte de manière très variable et suivant des critères parfois aléatoires.

Certes, MM. Gomez et Stern ont été maintenus chez Thomson et Bull : c'était bien le moins, car en France comme à l'étranger, personne n'aurait compris qu'ils fussent évincés. Au profit de qui ? Lorsque M^{me} Cresson affirme « on n'avait personne d'autre », elle exprime une évidence. Quand elle ironise sur l'éviction de M. Bernard Pache, PDG de Pechiney, au profit de M. Jean Gandois, elle touche juste. M. Jean Gandois est un grand manager, mais M. Pache était un homme de Pechiney, désigné par M. Besse, le PDG précédent.

Dosages politiques
et règlement de compte

Quant aux banques, si le sort de MM. Defflessieux PDG du Crédit lyonnais et homme du Parti socialiste, très proche de la retraite, et de M. Georges Dumas, PDG du groupe CIC étaient politiquement scellés, pourquoi avoir éliminé M. Jacques Mayoux à la Société générale ? On va murmurer, sans doute, que cette véritable machine intellectuelle, parfois brutale, a fait l'objet d'un règlement de comptes au profit de M. Marc Vénot, autre inspecteur des finances. Celui-ci ne lui pardonnait

حکومتی، الاصل

Economie

entreprises nationalisées

Ceux qui partent

A Paribas

M. Jean-Yves Haberer : le poids du Trésor

« Le jour où j'entrerai au Trésor, je suis sûr, de toute façon, que j'aurai dans une banque. Avec cette assurance tranquille qui sied aux gens bien formés si sûrs de leur fait — mais qui a agacé plus d'une fois ses proches collaborateurs, — M. Jean-Yves Haberer ne se prive pas de rappeler une filiation « naturelle » qu'il doit à MM. Jacques de Fouchier et Pierre Moussa, les deux anciens présidents de Paribas, qui souhaitaient avoir près d'eux celui qui était alors directeur du Trésor.

Ancien condisciple de M. Jacques Chirac à l'ENA, assuré de la confiance totale de MM. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre lorsque ceux-ci étaient « aux affaires » : avant mai 1981, il n'aurait guère eu de retour pour cette fidélité à l'ex-opposition devenue majoritaire. Tout compte fait, la gauche lui aura été plus reconnaissante après avoir senti et apprécié son sens du devoir lorsqu'il s'est agi, au lendemain de la présidentielle, de renforcer le contrôle des changes et de veiller, avec le concours du gouverneur de la Banque de France, M. Renaud de la Genière, à ce que s'effectue correctement la première dévaluation du franc au sein du SME (système monétaire européen), en octobre 1981.

Quatre ans et demi après avoir franchi, avec le titre de président, la célèbre antichambre de l'Orangerie, rue d'Antin, il lui faut quitter avec les honneurs l'ancienne salle d'état civil où Bonaparte et Joséphine unirent leurs destins, il y a deux siècles. Cela au moment où Paribas affiche une insolente santé avec un total de bilan de 551 milliards de francs qui place le groupe, fondé en 1872, parmi les grands noms de la banque et de la finance mondiale. Depuis 1982, les résultats, qui atteignent un bénéfice net de 2,7 milliards de francs en décembre dernier (dont 1,35 milliard revenant à la Compagnie financière), ont été pratiquement doublés. Dans le même temps, Paribas, qui a récupéré cette filiale suisse qui a tant fait parler d'elle au moment de l'affaire Moussa, aura renforcé son implantation internationale.

Chaque année, ou presque, le même sigle ornaît une nouvelle enseigne. Après Athènes, Barcelone, Rome, Dublin, Hambourg, Turin, Copenhague, Oslo, Stockholm, viennent compléter un réseau qui couvre à présent cinquante-quatre pays. Enfin, Paribas manifestait son intérêt pour la City en prenant le contrôle de la firme de courtage Quilter Goodson, dont le patron n'est autre que le président de la Bourse de Londres.

Mais à ce tableau de trophées, il faut ajouter une « cascade » dont M. Jean-Yves Haberer se serait certainement passé, celle qui concerne la banque d'investissement américaine Becker. La crise qui s'abat sur New-York en 1983, obligeant de nombreuses firmes — et non des moindres — à se regrouper, n'épargne pas Becker, dont Paribas avait pris le contrôle.

Paribas fut contraint de revendre la banque d'investissement à Merrill Lynch, moyennant un échange d'actions avec le numéro mondial des firmes de courtage. Sans se retirer totalement des États-Unis, où le groupe possède encore une ancienne filiale, Paribas Corp., il dut tout de même épouser une « ardnoise » dont le montant s'élève au bas mot à 60 millions de dollars de l'époque.

Est-ce l'épisode Becker qui a déterminé les pouvoirs publics à ne pas reconduire M. Jean-Yves Haberer dans ses fonctions ? C'est peu probable. Chaque grande banque a à son passif quelque affaire du même genre. De l'avis général, c'est plutôt sa longue carrière dans la haute administration et au Trésor (et les inimitiés qui ont pu naître de cette occasion) qui expliquent cette décision. Outre le fait qu'il ait par ailleurs pâti d'une double image d'« excellent haut fonctionnaire » mais de banquier « manquant de souffle » dans une maison dont les coups à la hussarde ont fait la renommée.

SERGE MARTI.

A la Compagnie financière de Suez

M. Jean Peyrelevade : une révélation

Rien ne prédisposait, au départ, M. Jean Peyrelevade à devenir président de la Compagnie financière de Suez. Polytechnicien, ingénieur en chef de l'armement, puis de l'aviation civile, il fut, en 1973, détaché au Crédit lyonnais pour y devenir directeur du département du commerce extérieur. Socialiste, comme M. Jean Deffland, son président depuis février 1982, il fut pris par M. Pierre Mauroy comme directeur adjoint de son cabinet. En mars 1983, quand il fallut remplacer à la présidence de la Compagnie financière de Suez M. Georges Plescoff, touché par la limite d'âge, le gouvernement pensa à cet homme de quarante-quatre ans.

Au premier abord, il n'avait pas de quoi éblouir ni impressionner fortement les cadres de la Compagnie. D'un caractère réservé, peu soucieux de son apparence, avec, sous sa veste, un éternel chandail, méfiant, anxieux de ne pas se faire « téléguidé » par quiconque, il allait s'appliquer à reconstituer la structure de l'empire Suez, mis à mal par les nationalisations de février 1982, qui l'avaient notamment privé d'une bonne partie de ses banques : Sofinco (crédit à la consommation) et la Banque La Hénin (crédit à l'immobilier).

M. Peyrelevade s'employait d'abord, parachevant l'œuvre de Georges Plescoff, son prédécesseur,

à maintenir une participation importante, plus de 34 %, dans le groupe d'assurance Abeille Paix (groupe Victoire), qui avait failli lui échapper complètement après mai 1981 au profit de la Compagnie industrielle de M. François. Un armistice était conclu avec ce dernier, comportant un partage équitable des participations et des influences.

Puis ce fut la reconquête des banques perdues, la Banque La Hénin et Sofinco. Virent s'y ajouter la Banque de crédit, très profitable. M. Peyrelevade négocia également la vente au GAN de sa participation de 40 % dans le Crédit industriel et commercial, dont Suez avait pris le contrôle en 1971, après une bataille mémorable et dont l'intégration dans le groupe ne fut jamais réellement réalisée. Enfin, M. Peyrelevade avait, en octobre 1985, été désigné pour négocier avec succès l'installation d'un Disneyland à Marne-la-Vallée.

Très apprécié par l'ensemble des cadres du groupe, qui le regretteront, M. Peyrelevade a été, on peut le dire, le meilleur président qu'ait eu la Compagnie financière de Suez depuis vingt ans. Une véritable révélation.

F. R.

UNIVERSITÉ PARIS-NORD

IUT de VILLETANEUSE

FORMATION CONTINUE

Informaticien spécialisé en base de données et intelligence artificielle

NIVEAU : Bac + 2, bonne connaissance de l'informatique (type DUT informatique).

DURÉE : 8 mois, du 3 novembre 1986 au 30 juin 1987.

PUBLIC : demandeurs d'emploi et salariés dans le cadre du congé individuel de formation ou du plan de formation.

RENSEIGNEMENTS : Centre de formation continue de l'IUT de Villetaneuse, av. Jean-Baptiste-Clement, 93430 VILLETANEUSE
Tél. : 48-21-61-70, 48-28-90-48
postes 4840, 4841, 4842

Patronat et syndicats signent un accord sur les congés de conversion dans la construction navale

Quatre organisations syndicales (CFDT, FO, CFTC et CGC) et l'Union des industries métallurgiques et chimiques (UIMM) ont signé le 23 juillet un accord sur les congés de conversion dans le secteur de la construction et de la réparation navales. La CGT a quitté la réunion. L'accord cadre de 1984, qui arrive à échéance à la fin 1986, sera reconduit jusqu'au 1^{er} août 1988.

Une amélioration par rapport aux dispositions actuellement en vigueur a été introduite. Ainsi, pour les entreprises qui déposent leur bilan (cas de Normed), il est prévu de faire bénéficier les salariés de quarante-huit à cinquante-deux ans du système des congés de conversion. Selon les dispositions de l'accord-cadre, ne pouvaient en bénéficier que les salariés âgés de moins de quarante-huit ans et, par dérogation, ceux de cinquante-trois à cinquante-cinq ans. Une négociation paritaire chez la Normed aura lieu le 30 juillet.

Pendant qu'avaient lieu les négociations entre le patronat et les syndicats, quelque deux mille personnes de La Ciotat et de La Seyne ont défilé à Paris pour défendre la Normed. Aucun incident n'a eu lieu.

La veille, M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, avait signé une convention entre l'Etat et la Normed qui permet de payer les salaires de juillet et d'août et de constituer les approvisionnements nécessaires à la poursuite de l'exploitation de l'entreprise pendant cette période. Cette décision, précise-t-on au ministère, « correspond à l'engagement de M. Madelin de prendre les dispositions pour que rien n'interrompe le processus de conversion des navires en cours de construction chez la Normed ».

Cet apport d'argent frais par l'Etat doit permettre à l'administrateur judiciaire de poursuivre son travail de redressement de l'entreprise au moins jusqu'à la fin août, et donc de repousser une éventuelle décision de liquidation.

Au siège de la Normed, où l'on indique que le personnel va bénéficier d'une semaine supplémentaire de congés payés — le temps de remettre en état un planning des approvisionnements — l'administrateur judiciaire a déclaré qu'il n'avait reçu jusqu'à présent « aucune proposition sérieuse de reprise, pour tel ou tel site », conforme à l'article 83 de la loi du 25 janvier 1985 selon laquelle toute offre doit être remise avec la justification du financement.

Concurrence « franco-française »

Air France et UTA pourront desservir la Californie et la Polynésie

Les deux compagnies aériennes (UTA qui fait partie du groupe des Chargeurs réunis) et Air France ne sont pas parvenues à s'entendre pour exploiter en commun les droits de trafic que le gouvernement des États-Unis vient d'accorder à la France pour la desserte Paris - San Francisco.

C'est pourquoi, à la demande d'UTA, le Conseil supérieur de l'aviation marchande s'est réuni le 23 juillet afin d'examiner le dossier et de rendre un avis au vu duquel M. Jacques Douffignies, ministre des transports, a pris une décision.

En fait, M. Douffignies n'a pas tranché dans le vif et a adopté un compromis qui laisse aux compagnies la possibilité de trouver ultérieurement un arrangement. Il a attribué les droits sur San Francisco à la fois à Air France et à UTA, à condition que soit également ouverte la liaison vers Papeete (à partir de la côte ouest des États-Unis) à Air France. Celle-ci, qui dessert déjà Los Angeles neuf fois par semaine, pourra donc poursuivre ses vols vers la Polynésie et à partir de Los Angeles, et aussi, désormais, à partir de San Francisco. UTA, qui vole vers la Polynésie actuellement à partir de Los Angeles, pourra effectuer des vols Papeete-San Francisco-Paris et vice versa, et donc remettre en cause le « partage du monde » entre les deux compagnies décidé par les accords de 1963 et 1974.

Début juillet, M. Douffignies avait écrit à MM. Marceau Long et René Laporte, respectivement président d'Air France et président d'UTA, pour demander aux deux compagnies de trouver un terrain d'entente. Il leur avait même tracé en pointillés les voies d'un arrangement possible.

Pour le gouvernement, il fallait à la fois éviter une guerre franco-française, défendre le pavillon national sur l'Atlantique nord où les compagnies américaines accroissent leur part de marché et, au-delà de la côte ouest des États-Unis, améliorer la desserte de la Polynésie française en quantité de vols et en régularité. Ce territoire d'outre-mer, de plus, a émis le désir de créer une compagnie aérienne régionale qui ne peut, à l'évidence, se constituer qu'avec l'appui technique et financier de l'un des deux « grands » de métropole, Air France ou UTA, ou des deux.

M. Douffignies, dans une lettre datée du 3 juillet, avait suggéré qu'Air France et UTA étudient les possibilités d'exploitation conjointes en assurant une desserte continue sans changement d'avion entre Paris et Papeete, « selon un schéma qui pourrait s'inspirer des vols croisés que les deux compagnies avaient mis en œuvre l'année dernière ».

Quelques jours après, M. Long avait répondu au ministre que ces propositions convenaient à l'entreprise nationale, « qui était prête à ouvrir avec UTA des conversations sur les modalités techniques et com-

merciales d'une telle exploitation (...) pour éviter de disperser nos énergies dans des luttes fratricides ».

Air France a accueilli « avec satisfaction » la décision du ministre et se dit prête à « trouver un accord avec UTA sur les modalités d'exploitation des nouveaux droits qui lui ont été accordés ». UTA, aussi se félicite d'une décision qui « met fin » au monopole français d'Air France sur le continent nord-américain, et elle laisse prévoir une offensive commerciale aux États-Unis non seulement pour la desserte de San Francisco, mais aussi pour celle de Los Angeles et de Miami.

F. Gr.

Le calendrier de négociations dans les travaux publics

Après la CGC, FO et la CFTC signent le « protocole d'intentions »

Le « protocole d'intentions » conclu entre la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), organisation patronale, et la CGC le 9 juillet, a reçu l'accord officiel de la CFTC et de FO, lors d'une nouvelle séance de négociations le mardi 22 juillet (le Monde du 11 juillet). Comme prévu, n'ont pas apporté leur signature la CGT et la CFDT, cette dernière se réservant la possibilité d'apprécier les propositions concrètes du patronat sur l'emploi, et la façon dont sera définie la réalité du motif économique des licenciements.

Un calendrier de cinq réunions a été minutieusement précisé. Le 16 septembre, une journée entière sera consacrée à l'adaptation de l'emploi aux besoins (en particulier les procédures de contrôle se substituant à l'autorisation administrative de licenciement) : le droit d'information, le rôle du comité d'entreprise ou d'établissement, des délégués du personnel, et la commission paritaire de l'emploi ; les délais, le montant des indemnités, et le plan social ; enfin les possibilités de contrôle a

posteriori, et le champ d'application des accords futurs. Le 30 septembre, une demi-journée sera consacrée à la formation qualifiante et l'emploi des jeunes (contrat spécifique à la branche). Les réunions des 7 et 29 novembre seront destinées à poursuivre les ordres du jour des précédents, et celui du 4 novembre reste à définir.

La FNTP aurait souhaité que la négociation démarre plus tôt, dès la première semaine de septembre, ce qui semble confirmer son désir de garder la longueur d'avance qu'elle a sur les négociations interprofessionnelles, qui ne commenceront que le 23 septembre. Elle aimerait bien servir d'exemple au CNPF. Cependant M. Jean-Pierre Lafont, président de la commission sociale de la FNTP, est conscient des difficultés qu'il aura à convaincre les syndicats qu'il aura à réduire des délais préfabriqués aux licenciements : les négociations « seront longues et difficiles. Nous prendrons notre temps, car nous ne sommes pas pressés ».

F. K.

Demandeurs d'emploi en juin : - 0,2 %

Lors de la présentation du rapport de M. Malinvaud sur les statistiques de l'emploi, le mardi 22 juillet, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a reconnu que le chiffre des demandeurs d'emploi à fin juin (le Monde du 18 juillet) avait été sous-estimé de 6 000 par suite d'un incident dans le traitement informatique des données du Val-d'Oise, incident entraîné par la mise en service d'un nouveau logiciel. Cette erreur ramène de 0,3 % à 0,2 % la baisse du nombre des demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières. Le chiffre, a précisé le ministre, sera rectifié le mois prochain lors de la présentation des données de juillet.

● Rectificatif. — Une erreur de transmission s'est glissée dans l'article de Paul Fabra paru dans le Monde du 23 juillet. Il fallait lire, à propos de l'abaissement à 35 % des prélèvements publics : un objectif apparemment irréalisable (et non pas « totalement irréalisable »).

JEU DE LA FORTUNE

AU 17 JUILLET

ILS ONT GRATTE

ILS ONT GAGNÉ

DÉJÀ ILS ONT GAGNÉ DES MILLIERS DE LOTS!

100.000 F. Mlle Claudine TOXE ou Relais Total de la Blaise Dreux (28)	50.000 F. M. Eric FAUBOIS ou Relais Total de Charente Gap (05)	50.000 F. Mlle LUCMALE ou Relais Total de la Closerie Laval (53)	25.000 F. M. Richard TOUSSAINT ou Relais Total Pomcarré Bar-Le-Duc (55)	10.000 F. M. Eric COMPIN ou Relais Total des Capucins Coulommiers (77)	10.000 F. Mlle M.-R. LEDORZE ou Relais Total du Chamois Vandœuvre (54)	10.000 F. M. Henry BARREYRE ou Relais Total de l'Orne Le Pontet (64)
---	--	--	---	--	--	--

ET DÉJÀ 11 BX

Mme Françoise PENGAUD ou Relais Total des Ardilliers Angoulême (16)	M. Alain FOUQUET ou Relais Total de Mar Viro La Seyne-Sur-Mer (83)
---	--

ET AUSSI 100 LOTS DE 1.000 F ET 2 LOTS DE 2.500 F

ENCORE 139 BX

ET DES DIZAINES DE MILLIERS DE LOTS EN JEU!

TOTAL

QUAND LA FORTUNE EST BONNE LE PLAISIR EST TOTAL

JEU GRATUIT SANS OBLIGATION D'ACHAT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Unibail au règlement mensuel - Comptes du 1^{er} semestre 1986

1. - Les actions d'Unibail actuellement cotées à la Bourse de Paris sont admises, à compter du 24 juillet 1986, au règlement mensuel.

Les engagements bruts en crédit-bail s'élevaient, à la fin 1985, à 1,3 milliard.

Le patrimoine locatif composé essentiellement de bureaux situés dans les quartiers d'affaires de Paris représentait, à la même date, une valeur nette comptable de 360 millions : sa valeur vénale estimée avec prudence, était de 750 millions. Un nouvel immeuble de bureaux (3 000 mètres carrés) situé à Paris, 106, rue de Richelieu a été acquis dans le courant du 2^e trimestre. Il sera mis en service, après rénovation, début 1987.

2. - Les données principales du 1^{er} semestre se présentent ainsi :

	1 ^{er} semestre 1985	1 ^{er} semestre 1986
Nouveaux engagements de crédit-bail courus (HT)	50,6 MF	77,1 MF
Chiffre d'affaires (redevances et loyers (HT))	138,3 MF	156,7 MF
Charges d'exploitation, amortissements et provisions	89,2 MF	106,0 MF
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	49,0 MF	50,7 MF
BÉNÉFICE NET	40,8 MF	50,6 MF



L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 27 juin 1986 sous la présidence de M. Jean-Claude Pittau au siège de la société.

L'assemblée, après avoir entendu le rapport de gestion du conseil d'administration et les rapports des commissaires aux comptes, a approuvé les comptes de l'exercice qui se traduisent par une perte de 9 969 975 F affectée au compte de report à nouveau.

Ce résultat s'obtient après provision pour dépréciation des travaux en cours de 11 MF constituée pour couvrir les pertes potentielles sur chantiers non terminés. En effet, aucune compensation ne peut être faite avec les plus-values latentes existantes.

Dans son allocution, le président a tenu à souligner que la méthode comptable retenue ne présentait en compte que les résultats des chantiers achevés dans l'année, la provision de 11 MF, ci-dessus évoquée, est venue obérer le résultat de l'exercice. En effet, si l'on tenait compte des plus-values latentes de 7 MF sur les

chantiers non terminés, la provision économique nécessaire ne serait que de 4 MF. L'obligation comptable consistant à ne prendre en considération que la seule moins-value permet de constituer une réserve de 7 MF pour l'exercice en cours.

Dans la suite de son discours, M. Jean-Claude Pittau a confirmé que le carnet de commandes, tant par son montant (950 MF) que par la qualité des marges en augmentation et l'importance de certains contrats (caserne de gendarmerie à Maisons-Alfort 65 MF, parkings à St-Quentin-en-Yvelines 47,7 MF, logements ZAC Châlons 44 MF, bureaux pour plus de 80 MF, la Grande salle Opéra, Bastille 78 MF...), est le meilleur que la société a jamais eu.

Grâce à ces marchés, signés dès le second semestre 1985, l'entreprise devrait réaliser en 1986 un chiffre d'affaires d'environ 660 MF, en augmentation de 15 %, et surtout retrouver sa capacité bénéficiaire sur cet exercice.

EPARGNER POUR INVESTIR

SLIVARENTE

Société d'investissement à Capital Variable

Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 1986

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société, réunie le 24 juin 1986 sous la présidence de Monsieur Jacques ROCHE a approuvé les comptes de l'exercice 1985-1986.

- Revenus distribuables : F 466,25 millions.
- Revenu global par action : F 12,22 composé d'un dividende net de F 17,73 et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) de F 149.
- Mise en paiement dès le 25 juin 1986 au titre du coupon n° 32.

Comme les années précédentes, le montant du dividende pourra être réinvesti en actions de la Société, en franchise totale de droit d'entrée, pendant un délai de trois mois à compter de la mise en distribution.

CREDIT LYONNAIS

EPARGNER POUR INVESTIR

GESTILION

Société d'investissement à Capital Variable

Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 1986

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société, réunie le 25 juin 1986 sous la présidence de Monsieur Michel RENAULT, a approuvé les comptes de l'exercice 1985-1986.

- Revenus distribuables : F 724,17 millions.
- Revenu global par action : F 15,22 composé d'un dividende net de F 5 840,26 et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) de F 31,02.
- Mise en paiement dès le 27 juin 1986 au titre du coupon n° 4.

Comme les années précédentes, le montant du dividende pourra être réinvesti en actions de la Société, en franchise totale de droit d'entrée, pendant un délai de trois mois à compter de la mise en distribution.

CREDIT LYONNAIS

Economie

Avec 8 % du produit national

Le tourisme est une industrie qui rapporte

A l'occasion d'une communication au conseil des ministres du 23 juillet, M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat chargé du tourisme, a affirmé que la France doit relever le défi que constitue le doublement du nombre des touristes dans le monde d'ici à l'an 2000, si elle veut conserver sa place sur les marchés internationaux. Il a annoncé que l'Etat favoriserait la création de produits nouveaux tant pour la clientèle française que pour les touristes étrangers : tourisme rural, animation, tourisme du troisième âge, tourisme fluvial, etc. Mais il souhaite que les structures que le secrétariat d'Etat a créées permettent aux différents partenaires de s'associer afin de définir des actions communes (Etat, régions, départements, professionnels). Le budget du secrétariat d'Etat, qui devrait passer de 287 millions de francs en 1986 à 295 millions de francs en 1987, lui permettra de participer à ces initiatives. Enfin, la formule de chèques-vacances sera réformée.

En 1984, le tourisme a rapporté plus de devises à la France que l'agro-alimentaire ou l'automobile. En 1985, le solde positif de la balance touristique a atteint 31,5 milliards de francs. Le tourisme contribue à 300 milliards de francs au produit national brut (soit 8 %). Il occupe 600 000 salariés et crée autant d'emplois induits. Il est devenu une véritable industrie, mais la France saura-t-elle préserver sa part du marché au plan international (12 %) ?

Sans doute Paris est-elle la première ville de congrès du monde et la France est-elle devenue le deuxième pays pour le nombre des visiteurs étrangers (1), mais les activités touristiques, qui ont traversé la crise sans encombre stationnent aujourd'hui. L'affaiblissement du dollar et la crainte du terrorisme peuvent expliquer en partie ce phénomène avec la diminution du nombre des touristes venant d'outre-Atlantique, mais ce coup d'arrêt aura servi de catalyseur à la profession et aux pouvoirs publics : la croissance dans ce secteur n'est plus spontanée.

Le tourisme doit aujourd'hui répondre à de nouvelles demandes : séjours plus courts en raison de l'émiettement des vacances, recherche de thèmes ou d'activités, croissance du camping. D'autre part, la concurrence internationale fait apparaître, ainsi que le souligne dans un rapport le Comité économique et social, que le tourisme ne peut plus désormais, « se développer sans une réelle stratégie ».

Les structures d'accueil relèvent encore de l'artisanat : parc immobilier hétéroclite (200 000 chambres n'ont pas encore de salle de bain) personnel peu qualifié, absence de politique commerciale. Il faut donc « mieux vendre la France » aux étrangers mais aussi aux Français.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) Selon un rapport sur l'industrie touristique des élèves de l'ENAE.

ENTREPRISES

Les deux plus importants fabricants français d'équipements céréalières fusionnent

Les sociétés Stolz et Sequipag, qui sont les deux plus importants fabricants d'équipements céréalières français, vont fusionner en 1987. La nouvelle société, dont la répartition du capital n'est pas encore arrêtée, emploiera plus de six cents personnes, avec un chiffre d'affaires de 400 millions de francs. Le groupe d'ingénierie agro-alimentaire belge De Smet participera au montage. Ces rapprochements permettront la constitution d'un ensemble couvrant l'essentiel des besoins d'équipements du secteur des céréales et des oléagineux, en France et à l'étranger, où il compte déjà dix-sept filiales ou établissements. Sequipag, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 285 millions de francs en 1984-1985, est une filiale de l'Union nationale des coopératives agricoles de céréales (UNCCAC) qui, en 1983, devant l'importance prise par ses moyens de stockage, avait créé son propre service d'ingénierie, transformé en

SARL en 1973. Les difficultés de l'agriculture mondiale et la concurrence dans ce secteur ont entraîné des pertes pour Sequipag, déficitaires depuis 1983-1984. Celles de l'exercice 1984-1985 étaient de l'ordre de 50 millions de francs.

Les réveils Bayard

déposent une seconde fois leur bilan

Bayard, c'est fini. La célèbre fabrique de réveils (120 personnes), de Saint-Nicolas-d'Aliermont (Seine-Maritime), rachetée en 1984 à Matra par des repreneurs locaux, vient, pour la seconde fois, de déposer son bilan.

Jusqu'au début des années 1980, Bayard avait réussi à maintenir sa suprématie sur le marché des réveils mécaniques. La percée de l'électronique avait déjà sérieusement ébranlé la société. L'arrivée des réveils mécaniques chinois, vendus en France à 90 F, quand le coût de fabrication d'un produit similaire chez Bayard atteignait 120 F, lui a porté un coup de grâce.

Marchés financiers

PARIS, 23 juillet ↑

Nette amélioration

Après deux séances de dérapage, la Bourse de Paris a réussi mercredi, jour de liquidation générale, à modifier sa trajectoire pour reprendre sa progression. Dans la matinée déjà, au cours de la session préliminaire, l'indice des valeurs industrielles avait monté de 1,31 %. Il devait par la suite enregistrer un score assez voisin : 1,08 %. Bref, le mois boursier s'est terminé en beauté. Parmi les vedettes du jour, l'on retiendra les noms de Pinetemps, Peugeot, S&P, Renault, Alcatel (dont l'action va être divisée par quatre), BSN, Baghin, Dumez, Lafarge, Molt, Michelin, CSF au plus haut, dopé, semble-t-il, par le maintien du président A. Gomez, même du titre participatif Rhône-Poulenc.

Selon les professionnels, l'essentiel des ventes bénéficiaires ayant été réalisé les jours précédents, le marché, débarrassé de ce poids, a automatiquement refait surface. Tablant sur un bon mois d'août, des investisseurs ont préféré prendre immédiatement des positions, quitte à payer un peu plus cher avec le coût du report. Ce qui suppose une certaine dose d'optimisme, revivifié est vrai par l'amélioration observée sur les autres places. Cet avis était partagé par de nombreux spécialistes.

Quelques-uns parlaient de la reprise de Wall Street mais avouaient cependant ne pas lui trouver un caractère déterminant.

Sur le marché obligataire, les variations de cours ont été peu significatives avec un peu d'effritement ici, une tendance à peine soutenue ailleurs. Le MATIF s'est légèrement replié.

NEW-YORK, 23 juillet ↑

Soutenu

Pour la troisième séance consécutive, les cours ont progressé, mercredi, à Wall Street. Mais le mouvement s'est fortement ralenti. A l'ouverture même, la baisse était au rendez-vous, et la reprise qui a suivi, permettant au « Dow » de repasser comme la veille la barre des 1 800 points (1 811,70), a perdu de sa force en fin de parcours. A la clôture, l'indice des valeurs industrielles s'établissait à 1 798,37, soit à 3,24 points au-dessus de son niveau précédent. Le bilan de la journée a été d'une qualité comparable à ce résultat. Sur 1 963 valeurs traitées, 854 ont monté, 735 ont baissé et 374 n'ont pas varié.

De l'avis des professionnels, le froid et le chaud ont tour à tour soufflé sur le marché, avec, d'abord, les mauvais résultats trimestriels pour General Motors (-19 %) et Chrysler (-22 %), et la hausse de 0,5 % des prix de détail en juin, ensuite, avec l'annonce d'une remontée, le mois dernier, pour la première fois depuis janvier des commandes de biens durables (+2 %). Cette dernière information a quelque peu encouragé les investisseurs à reprendre des positions sans parvenir toutefois à leur faire abandonner leur attitude de réserve. L'activité est restée modérée avec 133,25 millions de titres échangés, contre 138,47 millions.

VALEURS	Cours du 22 juillet	Cours du 23 juillet
Alcatel	35 1/2	35 7/8
A.T.T.	22 7/8	23 3/4
Banque	58 1/4	58 5/8
Bombardier	38 3/4	39 1/8
Du Pont de Nemours	75 1/4	77
Eastman Kodak	65 1/2	65 5/8
General Electric	60 1/4	60 3/4
General Motors	74 7/8	75
IBM	133 3/8	133 1/8
Intel Corp.	54 1/4	54 3/4
Johnson & Johnson	61	61 3/4
Merck	65 7/8	66 3/8
Schering	30 5/8	30 7/8
U.S. Steel	51 1/4	50 3/4
Union Carbide	22 3/4	22 7/8
Westinghouse	51 1/4	51 3/8
World Corp.	48 1/2	48 5/8

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,87 F =

Après un sursaut temporaire à 6,93 F mercredi après-midi, le dollar est revenu à ses positions de départ, sauf vis-à-vis du yen. Ce sursaut était dû à des déclarations de M. Volcker, président du FED, sur le danger d'une nouvelle baisse du billet vert.

	23 juillet	24 juillet
FRANCFORT	2,1263	2,1280
Dollar (en DM)	2,1263	2,1280
TOKYO	155,95	156,60
Dollar (en yen)	155,95	156,60
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		
Paris (24 juillet)	7 1/2 %	
New-York (23 juillet)	6 3/8 %	

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	22 juillet	23 juillet
Valeurs françaises	138,1	139,4
Valeurs étrangères	101,7	102,5
C° des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	363,7	367,1

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

Industrielles : 1795,13 1798,37

LONDRES

(indice Financial Times)

Industrielles : 1747,1 1768,8

Mines d'or : 180,7 197,2

Fonds d'Etat : 85,55 88,86

TOKYO

Nikkei Dow Jones 17639,3 17840,1

Indice général : 1395,82 1421,51

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 23 juillet

Nombre de contrats : 3 400

COURS	ÉCHEANCES			
	—	—	—	—
Dernier	110,60	111,25	112,15	112,30
Précédent	110,55	111,40	112,30	112,40

AUTOUR DE LA CORBEILLE

DOUBLEMENT DES RÉSULTATS SEMESTRIELS AVANT IMPÔT DE LA BIP. — La Banque internationale de placement (BIP), filiale à 46 % de la Société générale, spécialisée dans l'arbitrage, a déposé, au premier semestre 1986, un résultat net avant impôt de 106 millions de francs, contre 42 millions de francs pour la même période de 1985. Le bénéfice par action devrait évoluer de 40 F à 79/93 F, et le dividende passerait de 12,5 F à 14,5 F.

LA REDOUTE : ÉMISSION DE NOUVELLES OBLIGATIONS. — La Redoute va émettre des obligations pour un montant total de 1,5 milliard de francs. Il s'agit d'obligations à bons de souscription d'action (pour deux ans), d'obligations convertibles en actions (pour trois ans) et d'obligations classiques à émettre sur le marché français ou international, avec pour chacune de ces émissions un plafond de 500 millions de francs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ les	+ hors	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-U	6,875	6,875	+ 25	+ 37	+ 55	+ 80
DM	4,938	4,942	- 64	- 48	- 138	- 182
Yen (100)	4,318	4,318	+ 81	+ 97	+ 170	+ 198
DM	3,234	3,273	+ 62	+ 75	+ 132	+ 152
F.B. (100)	2,645	2,645	+ 27	+ 35	+ 66	+ 80
S.S. (100)	15,634	15,634	+ 39	+ 13	- 88	- 40
S.S.	3,927	3,927	+ 59	+ 77	+ 132	+ 159
L. (1 000)	4,697	4,704	- 183	- 159	- 329	- 329
£	16,247	16,247	- 265	- 227	- 516	- 482

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 3/8	6 5/8	6 1/2	6 5/8	6 1/2	6 5/8	6 1/2	6 5/8
SE-U	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4
DM	5 7/8	6 1/8	5 11/16	5 13/16	5 3/4	5 3/4	5 7/16	5 9/16
F.B. (100)	1 3/4	1 7/2	1 3/16	1 7/2	1 3/16	1 7/2	1 3/16	1 7/2
S.S. (100)	1 3/4	2 1/4	1 15/16	1 15/16	1 7/8	1 7/8	1 15/16	1 15/16
S.S.	9 3/4	10	10 7/8	11 3/8	11 1/2	11 1/2	11 1/4	11 5/8
L. (1 000)	9 3/4	10	9 15/16	10 1/16	9 15/16	10 1/16	9 15/16	10 1/16
£	7 3/8	7 7/8	7 1/8	7 5/8	7 1/8	7 3/8	7 3/16	7 7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE	ALTO	ALTER	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SÉLECTIONNÉES	AEDF-CANDI	L.U.A.P. INVESTISSEMENTS
Orientation	Obligations françaises	Obligations françaises et étrangères	60 % min. actions françaises et étrangères (C.A. & R. 1985)	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
SITUATION AU 30 JUIN 1986						
Nombre d'actions en circulation	6.664.133	2.990.296	1.005.450	1.325.439	3.551.196	2.890.296
Actif net total (en millions de F)	1.277,97	619,15	419,33	736,51	2.158,59	1.601,78
réparti comme suit :						
a) France :						
- obligations classiques et indexées	95,8 %	57,1 %	31,5 %	37,8 %	32,2 %	30,7 %
- obligations convertibles	2,5 %	0,6 %	1,6 %	1,1 %	0,5 %	1,4 %
- actions	2,5 %	42,3 %	66,9 %	61,1 %	67,3 %	67,9 %
b) Étranger : actions et obligations	34,8 %	42,3 %	18,6 %	18,6 %	7,3 %	1,4 %
c) Disponibilités	1,7 %	7,5 %	1,2 %	7,5 %	5,6 %	1,7 %
Valeur liquidative de l'action (en F)	191,77	213,19	417,06	555,67	619,11	381,20
PERFORMANCES AU 30 JUIN 1986 (dividende net réinvesti lors du détachement)						
Gain total :						
- sur une période de 5 ans (depuis le 30.06.81)	+ 150,5 %	+ 130,6 %	+ 333,6 %	+ 295,5 %	+ 316,3 %	+ 148,5 %
- sur une période de 10 ans (depuis le 30.06.76)	+ 304,6 %	+ 318,9 %	-	+ 521,6 %	+ 646,8 %	+ 386,8 %
Souscriptions et rachats reçus aux guichets de						
LA BANQUE WOERNIS						
45, Boulevard Haussmann, 75009 PARIS. (Tél. 42.66.90.10) et dans ses diverses agences.						

مكتبة الأصيل

Marchés financiers

Marchés financiers

... Le Monde • Vendredi 25 juillet 1986 23

BOURSE DE PARIS

25 JUILLET 1973

Compagn	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagn	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagn	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
1560	A.S. 1973	1548	1570	1662	+ 0.38	1560	Chad. Pétrole	1548	1570	1662	+ 0.38	1560	Chad. Pétrole	1548	1570	1662	+ 0.38
1416	C.A.E. 25	4380	4386	4390	+ 0.22	1416	C.A.E. 25	4380	4386	4390	+ 0.22	1416	C.A.E. 25	4380	4386	4390	+ 0.22
1140	B.A.P. T.P.	1133	1133	1132	- 0.01	1140	B.A.P. T.P.	1133	1133	1132	- 0.01	1140	B.A.P. T.P.	1133	1133	1132	- 0.01
1000	B.A.P. T.P.	1142	1142	1140	- 0.17	1000	B.A.P. T.P.	1142	1142	1140	- 0.17	1000	B.A.P. T.P.	1142	1142	1140	- 0.17
2000	Chad. Pétrole	2530	2638	2638	+ 0.24	2000	Chad. Pétrole	2530	2638	2638	+ 0.24	2000	Chad. Pétrole	2530	2638	2638	+ 0.24
1698	Rennet P.T.P.	1730	1733	1768	+ 0.19	1698	Rennet P.T.P.	1730	1733	1768	+ 0.19	1698	Rennet P.T.P.	1730	1733	1768	+ 0.19
1227	B.A.P. T.P.	1228	1238	1238	+ 0.82	1227	B.A.P. T.P.	1228	1238	1238	+ 0.82	1227	B.A.P. T.P.	1228	1238	1238	+ 0.82
1382	St-Gabriel T.P.	1348	1348	1348	+ 1.36	1382	St-Gabriel T.P.	1348	1348	1348	+ 1.36	1382	St-Gabriel T.P.	1348	1348	1348	+ 1.36
1382	Thomson T.P.	1348	1348	1348	+ 1.36	1382	Thomson T.P.	1348	1348	1348	+ 1.36	1382	Thomson T.P.	1348	1348	1348	+ 1.36
380	Acron	4115	4817	4817	+ 1.67	380	Acron	4115	4817	4817	+ 1.67	380	Acron	4115	4817	4817	+ 1.67
720	Alkali	1010	1010	1010	+ 1.43	720	Alkali	1010	1010	1010	+ 1.43	720	Alkali	1010	1010	1010	+ 1.43
746	Alkali	1010	1010	1010	+ 1.43	746	Alkali	1010	1010	1010	+ 1.43	746	Alkali	1010	1010	1010	+ 1.43
2140	Alkali	2270	2250	2250	- 0.08	2140	Alkali	2270	2250	2250	- 0.08	2140	Alkali	2270	2250	2250	- 0.08
390	Alkali	1598	1570	1570	- 0.08	390	Alkali	1598	1570	1570	- 0.08	390	Alkali	1598	1570	1570	- 0.08
140	Alkali	378	378	378	+ 1.06	140	Alkali	378	378	378	+ 1.06	140	Alkali	378	378	378	+ 1.06
410	Alkali	368	368	368	+ 1.06	410	Alkali	368	368	368	+ 1.06	410	Alkali	368	368	368	+ 1.06
1580	Alkali	1818	1820	1821	+ 0.10	1580	Alkali	1818	1820	1821	+ 0.10	1580	Alkali	1818	1820	1821	+ 0.10
130	Alkali	238	238	238	+ 0.59	130	Alkali	238	238	238	+ 0.59	130	Alkali	238	238	238	+ 0.59
1180	Alkali	1468	1468	1468	+ 0.59	1180	Alkali	1468	1468	1468	+ 0.59	1180	Alkali	1468	1468	1468	+ 0.59
1000	Alkali	1250	1242	1250	+ 0.64	1000	Alkali	1250	1242	1250	+ 0.64	1000	Alkali	1250	1242	1250	+ 0.64
816	Alkali	614	614	614	+ 0.64	816	Alkali	614	614	614	+ 0.64	816	Alkali	614	614	614	+ 0.64
1000	Alkali	1075	1075	1075	+ 0.64	1000	Alkali	1075	1075	1075	+ 0.64	1000	Alkali	1075	1075	1075	+ 0.64
410	Alkali	1180	1180	1180	+ 0.64	410	Alkali	1180	1180	1180	+ 0.64	410	Alkali	1180	1180	1180	+ 0.64
320	Alkali	878	886	886	+ 0.91	320	Alkali	878	886	886	+ 0.91	320	Alkali	878	886	886	+ 0.91
300	Alkali	430	430	442	+ 2.79	300	Alkali	430	430	442	+ 2.79	300	Alkali	430	430	442	+ 2.79
120	Alkali	760	760	760	+ 0.10	120	Alkali	760	760	760	+ 0.10	120	Alkali	760	760	760	+ 0.10
170	Alkali	584	586	589	+ 0.44	170	Alkali	584	586	589	+ 0.44	170	Alkali	584	586	589	+ 0.44
120	S.L.S.	1458	1476	1480	+ 0.19	120	S.L.S.	1458	1476	1480	+ 0.19	120	S.L.S.	1458	1476	1480	+ 0.19
120	Alkali	2250	2258	2264	+ 0.44	120	Alkali	2250	2258	2264	+ 0.44	120	Alkali	2250	2258	2264	+ 0.44
1100	Alkali	1580	1580	1580	+ 0.82	1100	Alkali	1580	1580	1580	+ 0.82	1100	Alkali	1580	1580	1580	+ 0.82
1100	Alkali	1200	1225	1225	+ 2.06	1100	Alkali	1200	1225	1225	+ 2.06	1100	Alkali	1200	1225	1225	+ 2.06
1150	S.L.S.	3800	3911	3911	+ 2.82	1150	S.L.S.	3800	3911	3911	+ 2.82	1150	S.L.S.	3800	3911	3911	+ 2.82
2000	Camiflor	3210	3225	3221	- 0.04	2000	Camiflor	3210	3225	3221	- 0.04	2000	Camiflor	3210	3225	3221	- 0.04
1540	Calmo	1680	1680	1680	- 0.07	1540	Calmo	1680	1680	1680	- 0.07	1540	Calmo	1680	1680	1680	- 0.07
1220	Alkali	1260	1330	1351	+ 0.03	1220	Alkali	1260	1330	1351	+ 0.03	1220	Alkali	1260	1330	1351	+ 0.03
1220	Alkali	1260	1330	1351	+ 0.03	1220	Alkali	1260	1330	1351	+ 0.03	1220	Alkali	1260	1330	1351	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03
1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56	1480	Calmo	1722	1440	1440	- 0.56
1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+ 0.03	1220	C.F.A.O.	1668	1675	1677	+						

23 JUILLET

Cours relevés
à 17 h 33

Règlement mensuel

Comptant (sélection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
% du nom.	% du coupon		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours	
Obligations						Étrangères					
Em. 7% 1973	7750		De Indulg. del.	3770	3750	Nouv. Ind. del.	180	180			
Em. 8,30 % 77	121 30	1 486	Cop. Lyon-Alain	4230	4230	CRB Parisien	406	389 80			
8,30 % 78/83	103 70	0 322	Compagnie d'Al.	1118	1118	Orangy	230	230	AEG	1070	963 0
8,80 % 78/86	103 70	5 401	C.M.P.	25	25	Orangy	230	230	Alco	486	
10,20 % 79/94	109 75	9 657	Cédif F.E.J.	671	644	Palin Nouvel	560	550	Alco	486	
12,25 % 81/86	111 19	10 851	Créd. Gds. Ind.	1230	1230	Palinor CP	978	978	Aluminium	1715	1715
12,50 % 81/86	113 10	10 851	Crédit Lyonnais C.L.	725	725	Paris France	276	275	Aluminium Branc	631	640
12,50 % 81/88	113 10	10 851	Cr. Universel (Cr.)	107	107	Paris-Orléans	331	330	As. Pétrolif.	361 50	
12,50 % 81/89	113 10	10 851	Crédit	157	157	Paris-Strasbourg	100	100	Asiat	130	
16,25 % 81/87	109 86	14 547	Danley S.A.	478	478	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
16,25 % 82/90	125 15	8 527	Davy Aet. d. p.	2300	2350	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
16 % Jan 82	127 40	1 573	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
14,40 % 81/86	106 45	8 126	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
14,40 % 81/86	106 45	8 126	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
12,20 % 81/86	123 70	4 811	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
12,20 % 81/86	123 70	4 811	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
10,25 % 81/86	118	3 767	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 12,75 % 81	1705		De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
OAT 10 % 1980	116 50	1 589	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
OAT 8,30 % 1987	114 04	6 048	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
OAT 8,30 % 1986	114 04	6 048	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
Cr. France 1 %	103 70	1 496	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
Cr. France 3 %	103 70	0 633	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF Parisien	105	0 533	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF Suez	105	0 533	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 6 %	103 80	0 533	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 11,25 % 85	117 70	6 656	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 10,30 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	410	Asiat	130	
CRF 9,50 % 86		0 795	De Dornier	1056	1070	Paris-Strasbourg	400	41			

Second marché

[illegible]

SICAV *(sélection)*

VALEURS		VALEURS		VALEURS	
Emission	Rachet	Emission	Rachet	Emission	Rachet
Frais incl.	net	Frais incl.	net	Frais incl.	net
A.A.A.	708 21	Frank-Associations	1267 31	Parmeur-Rexel	1068 25
Adams France	445 95	France 1	391 13	Parmeur-Rexel	1068 25
Air France	585 87	Frankfrance	394 30	Parmeur-Rexel	770 27
Antidrac	654 03	Francia	744 22	Parmeur-Rexel	770 27
A.G.F. Assurances Inc. CFI	1090 07	Francia 2	7018 17	Parmeur-Rexel	7028 03
A.G.F. SODIS	314 04	Francia 3	588 96	Parmeur-Rexel	5286 16
Assurances 1	1090 07	Francia 4	12252 62	Parmeur-Rexel	21627 01
A.G.F. Indemnité	445 01	Francia 5	1276 58	Parmeur-Rexel	1736 10
A.G.F. DRLE	1198 28	Francia 6	69225 34	Parmeur-Rexel	6150 69
Agfa	843 85	Francia 7	147 88	Parmeur-Rexel	1211 42
Alcatel	224 29	Francia 8	894 23	Parmeur-Rexel	14163 88
A.L.T.O.	777 70	Francia 9	481 26	Parmeur-Rexel	1744 56
Assurances 2	777 70	Francia 10	740 83	Parmeur-Rexel	528 66
Assurances 3	259 39	Francia 11	1115 32	Parmeur-Rexel	405 32
Assurances 4	5038 05	Francia 12	1367 36	Parmeur-Rexel	10865 03
Assurances 5	397 13	Francia 13	1823 37	Parmeur-Rexel	12140 63
Assurances 6	445 01	Francia 14	1313 91	Parmeur-Rexel	1276 87
Assurances 7	209 19	Francia 15	1546 04	Parmeur-Rexel	15034 76
Assurances 8	561 25	Francia 16	688 50	Parmeur-Rexel	1028 40
Assurances 9	1828 59	Francia 17	751 88	Parmeur-Rexel	12054 46
Assurances 10	785 04	Francia 18	1471 61	Parmeur-Rexel	785 13
Assurances 11	383 82	Francia 19	11480	Parmeur-Rexel	1381 23
Assurances 12	11883 29	Francia 20	631 08	Parmeur-Rexel	688 92
Assurances 13	336 25	Francia 21	14700 37	Parmeur-Rexel	768 05
Assurances 14	461 17	Francia 22	17657 89	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 15	251 15	Francia 23	159 73	Parmeur-Rexel	386 67
Assurances 16	2654 40	Francia 24	123 23	Parmeur-Rexel	217 74
Assurances 17	812 33	Francia 25	605 02	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 18	348 47	Francia 26	810 85	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 19	12174 35	Francia 27	322 37	Parmeur-Rexel	1138 08
Assurances 20	614 38	Francia 28	154 99	Parmeur-Rexel	825 05
Assurances 21	104 23	Francia 29	1220 08	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 22	541 24	Francia 30	11874 01	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 23	133 94	Francia 31	25389 51	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 24	1074 31	Francia 32	74255 50	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 25	223 11	Francia 33	171 32	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 26	339 22	Francia 34	163 26	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 27	2848 78	Francia 35	183 13	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 28	6040 87	Francia 36	14225 50	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 29	25035 95	Francia 37	171 32	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 30	7943 25	Francia 38	163 26	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 31	1476 45	Francia 39	183 13	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 32	727 48	Francia 40	183 13	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 33	821 48	Francia 41	183 13	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 34	1719 63	Francia 42	183 13	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 35	311 38	Francia 43	183 13	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 36	1161 13	Francia 44	183 13	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 37	414 48	Francia 45	183 13	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 38	331 55	Francia 46	183 13	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 39	860 43	Francia 47	183 13	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 40	531 82	Francia 48	183 13	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 41	590 88	Francia 49	183 13	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 42	2819 78	Francia 50	183 13	Parmeur-Rexel	527 52
Assurances 43	8279 53	Francia 51	183 13	Parmeur-Rexel	527 52

Droits et bons

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Attribution		
Agence Havas	320	328
Intec. Miroslav	418	....
Premier Orlé	352	....
Souscription		
Cofinag .....	....	....
Crédit F. 1998 .....	....	....
Picouss P.P. ....	....	....
Safely .....	....	....
Sinco .....	....	....

Cote des changes

OFFICIEL.	COURS préc.	COURS 23/7	COURS DES BILLET	
			Achat	Vente
	8 866	8 869	5 630	7 071
	8 857	8 857		923
046	308 000	308 000		15 856
	15 681	15 682	15	28
12	286 470	286 810	27 750	19 500
12	82 470	82 470	80	80
12	92 470	92 300	8 880	10 850
(C 1)	10 256	10 244	9 990	94 500
10	5 017	5 020	4 900	5 000
10	4 300	4 300	4 200	4 200
	400 330	399 700	367 900	406 500
	97 780	97 880	94	94
04	46 830	46 816	44 650	47 100
	5 047	5 048	4 950	4 950
04	4 682	4 682	4 500	4 500
	4 576	4 546	4 500	5 200

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 23/7
Or fin (à la m.)	77800	77800
Pièces d'argent	76500	76500
Pièces françaises 20 fr.	519	515
Pièces françaises 10 fr.	382	378
Pièces françaises 5 fr.	515	515
Pièces latines 20 fr.	458	458
Souverains	876	873
Pièces de 20 dollars	2880	2885
Pièces de 10 dollars	1472	1473
Pièces de 5 dollars	741	740
Pièces de 50 pence	2985	2985
Pièces de 10 Baïles	482	481
Livre sterling	347	351 78
De Zurich	353 50	348
De Hongkong	354 00	352 70

o : coupon détaché
 o : offert
 d : droit détaché
 * : demandé
 * : prix précédent
 * : marché continu.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
2 La rencontre d'Irène entre le roi Hassan II et M. Pères.	5 Le débat sur le logement à l'Assemblée.	7 L'affaire du Carrefour du développement.	14 Le quarantième Festival d'Avignon.	19 à 21 La nomination des nouveaux PDG des entreprises privatisables.	Radio-télévision 17
4 URSS : remue-ménage dans les écoles diplomatiques de Moscou.	6 Le débat sur l'audiovisuel au Sénat.	15 Préhistoire : nos ancêtres les cannibales.	15 Cinéma : Roger Coggio prépare le tournage du <i>Journal d'un fou</i> .	21 Accord sur les congés de conversion dans la construction navale.	Annouces classées 18
— Grande-Bretagne : le mariage princier.	6 Le communiqué du conseil des ministres.	18 Sports : le Tour de France.	— Musique : le Festival de Montpellier.	— La querelle de la desserte aérienne de San-Francisco.	Météorologie 17
	— Nouvelle-Calédonie : M. Montpezat nommé haut-commissaire.		— Communication.		Mots croisés 17
					Journal officiel 17
					Carte 18
					Programmes des spectacles .. 18

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : la visite du secrétaire au Foreign Office

« L'impatience des Noirs doit être comprise »

déclare Sir Geoffrey Howe

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Peu de chose a filé de la première journée de Sir Geoffrey Howe en Afrique du Sud. Le secrétaire au Foreign Office s'est refusé à répondre aux questions portant sur la teneur de ses entretiens, les qualifiant de « confidentiels ». Il a seulement précisé que les discussions avaient été « franches, courtoises et substantielles ».

Ses deux principaux interlocuteurs, MM. Pieter Botha et « P. Botha », respectivement chef de l'Etat et ministre des affaires étrangères, n'ont également voulu faire aucun commentaire. Néanmoins, après son entrevue de quatre-vingt-dix minutes avec le président de la République, l'émisère de la Communauté européenne a dit qu'il se proposait d'aider à nourrir les graines de la réconciliation, afin qu'elles puissent prendre racine et

flourir. Ces semences qui ont pour nom la libération de Nelson Mandela et la légalisation de l'ANC (Congrès national africain), ce sont les deux exigences formulées par la Communauté européenne.

Sir Geoffrey a pris des gants pour expliquer que « le changement doit venir de l'intérieur du pays et être accepté à l'intérieur du pays », mais que les étrangers qui voient les choses de moins près peuvent dépeindre le débat. Il a rappelé que la Grande-Bretagne se souvenait de la ténacité avec laquelle les Afrikaners s'étaient battus il y a bientôt un siècle (pendant la guerre des Boers) contre les troupes de Sa Majesté pour ce qu'ils pensaient être juste. Il a fait remarquer qu'il ne fallait pas effrayer ceux qui craignent un « changement trop rapide », mais a-t-il ajouté, « ce que les étrangers voient clairement est qu'après vingt-cinq ans, le vent du changement en Afrique secoue sa partie australe jusqu'à ses racines ».

Il s'agissait-là d'une référence au discours prononcé par le premier ministre britannique Harold Macmillan en février 1960, au Parlement sud-africain, et qui est resté dans l'histoire sous le nom de « vent du changement ». Hendrik Verwoerd, le père de l'apartheid, avait répondu : « Il ne doit pas y avoir une justice seulement pour le Noir en Afrique, mais aussi pour le Blanc... c'est notre seule patrie. Nous n'avons nulle part où aller ».

Référence en déclarant que « l'impatience de la population noire, dans l'endurance a été grandement éprouvée, doit aussi être comprise. On ne peut manquer d'être ému, à la pensée qu'une génération entière a grandi pendant que Nelson Mandela est resté derrière les barreaux ». C'est-à-dire vingt-cinq ans. Le secrétaire du Foreign Office a également cité la charte de la liberté, établie en 1955 par le Congrès du peuple, qui stipule que l'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent.

Sir Geoffrey a dit et répété que le dialogue était « le chemin le plus direct vers un pays démocratique, prospère et non racialement ». L'hostilité des leaders noirs anti-apartheid, qui ont refusé de le rencontrer, ne le « décourage » pas. Il espère qu'ils

reconnaîtront qu'il est venu en « ami » et modifieront leur position. Le Front démocratique uni (UDF), l'évêque anglican Desmond Tutu, Nelson Mandela, Allan Boesak et Beyers Naude refusent toujours de lui accorder un entretien.

Judi, le ministre des affaires étrangères britannique doit se rendre à Lusaka, où un nouvel entretien est prévu avec le président zambien, M. Kenneth Kaunda. Sa mission est vue en Afrique du Sud comme le dernier espoir avant l'imposition de sanctions, même si le discours du président Reagan, mardi soir, a redonné confiance aux dirigeants du pays. Elle est considérée par les dirigeants noirs comme un nouveau moyen de gagner du temps pour les pays occidentaux qui refusent de comprendre ce que les sept « sages » du Commonwealth avaient appris après trois visites et de multiples rencontres : « Le gouvernement sud-africain n'est pas prêt à négocier un avenir non racialement pour le pays, sinon à ses conditions — disaient-ils dans leur rapport. Des conditions qui, de la façon la plus objective et la plus réaliste, ne répondent pas aux aspirations raisonnables des Noirs et aux normes et principes démocratiques communément admis ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Les Américains vont commercialiser le premier vaccin obtenu par manipulations génétiques

La Food and drug administration (FDA) américaine a annoncé le 23 juillet qu'elle avait accordé un visa d'homologation pour un nouveau vaccin contre l'hépatite virale de type B produit par manipulations génétiques. C'est la première fois qu'une autorisation est accordée à ce type de vaccin. C'est aussi le premier vaccin humain produit par manipulation génétique à être commercialisé.

L'autorisation de la FDA a été accordée aux laboratoires Chiron Corp. d'Emeryville (Californie). La commercialisation sera assurée dès janvier prochain par la multinationale Merck, Sharp and Dohme. Ce vaccin baptisé Recombivax/B est constitué d'un fragment du virus de l'hépatite B obtenu après modification du patrimoine génétique d'une espèce de levure. Il s'agit du pre-

mier vaccin dit « de seconde génération ».

Après la mise au point, en France dès 1976, par le professeur Philippe Maras d'un vaccin contre l'hépatite B, la décision de le produire en grande quantité a été prise par les personnes infectées par le virus (vaccin actuellement commercialisé par Pasteur Vaccins), de nombreuses équipes de chercheurs ont, à travers le monde, cherché à produire un vaccin en utilisant les techniques des manipulations génétiques. Il s'agissait avant tout de mettre au point un produit présentant toutes les garanties d'innocuité. En effet, le vaccin fabriqué à partir du sang demeurait toujours (uniquement pour des raisons psychologiques, aucun accident n'ayant jamais été à déplorer) un produit potentiellement suspect : « Le vaccin dérivé du plasma est sûr, mais le nouveau vaccin va rassurer encore davantage les groupes à haut risque », a notamment déclaré le docteur Frank Young (FDA). Il s'agit d'un argument particulièrement important aux Etats-Unis où la crainte — qu'on sait aujourd'hui totalement infondée — d'une transmission du SIDA à partir d'une vaccination contre l'hépatite B demeure toujours vive.

Compte tenu de l'énorme marché international que constitue aujourd'hui la prévention vaccinale de l'hépatite B, la décision de la FDA permet aux deux firmes américaines concernées de bénéficier d'un net avantage commercial. En Europe, la société belge RIT (filiale de la multinationale Smith, Kline and French) a mis au point un vaccin similaire baptisé Engerix B et a déposé plusieurs demandes d'homologation dans différents pays. Côté français, on a mis sur une voie différente en utilisant non pas une levure, mais des cellules animales (de hamster) au patrimoine héréditaire modifié. Les premiers essais cliniques conduits par la société Pasteur Vaccins à partir des travaux de l'équipe du professeur Pierre Tiollais, commenceront en septembre prochain.

JEAN-YVES NAU.

EN BREF

● GUINÉE-EQUATORIALE : tentative de coup d'Etat ? — Vingt-cinq militaires équato-guinéens ont été arrêtés, les 19 et 20 juillet, à la suite d'une tentative de coup d'Etat contre le régime du président Teodoro Obiang N'Guema, affirme, le mercredi 23 juillet, le journal madrilène El País. Dans cette tentative de putsch, dirigée par un militaire du nom de Munda, ancien attaché militaire de l'ambassade de Guinée-Equatoriale à Madrid, trois anciens ministres seraient impliqués, dont M. Embo Orjano, qui est un parent du président Obiang. — (AFP.)

Sur le vif

Ô le beau mariage !

— Ben, dis donc, elle tire une de ces gueules la Queen. Elle a l'air drôlement revêlée !

— Enfin, Germaine, pas du tout ! C'est la dignité royale. Tiens, regarde Diana.

— Affreuse ! Ce bicorne, c'est pas possible. Elle est trop maigre. Ça lui fait un de ces pifs ! Tu crois Cyranos. Elle a l'air bizarre. Paraît qu'elle est raide dingue.

— Ce qu'ils sont beaux, les deux frères ! Moi, je me taperais bien le plus jeune. Remarque Andrew est pas mal non plus.

— Ben, ma vieille, t'es pas difficile. Vulgaire, oui ! Une tête de garçon coiffeur. Moi j'en voudrais ni cru ni cuit. Oh là là, fétuque la reine mère, dis donc ! Quel âge ça lui fait ? Et ce chapeau !

— Moi, je la trouve adorable. Ça y est, la voilà ! Ce qu'elle est belle, Fergie, somptueuse, je vais te dire, et pis sensuelle et pis drôle et pis...

— Elle ! Une vache ! Un tas ! Et courrouce, avec ça. Pauvre garçon, paraît qu'il veut rester dans la marine. Elle va lui faire porter

une de ces paires de cornes à ne plus pouvoir tenir debout dans sa cabine. La bonne femme en jeune, là, c'est qui ?

— La mère de la mariée. Drôlement jeune, hein !

— Complètement tirée. Arrête ! Tu lui donnes une pichenette sur la joue, ça fait : Donggg !

— Qu'est-ce que t'en sais ? Oh ! Les petites pages. On dirait qu'ils sortent d'un livre d'images. C'est William, tu crois, le blondinet en bout de rang ?

— Non, mais regarde comment il se tient, si c'est pas honteux ! Eh ben, ils sont bien barrés, les British avec un héritier pareil. Vise un peu la fille de la princesse Margaret, lady Je-sais-pas-quoi. Nulle, hein ?

— Enfin, tu vois pas qu'elle est ravissante ? Nettoie les verres de tes lunettes. Et arrête de triturer tes points noirs. Déjà que les gens jeunes, beaux, riches et célèbres ça te donne des boutons !

CLAUDE SARRAUTE.

A Lyon

Polémique sur les circonstances de la saisie de quatre radios

Les quatre radios locales saisies le mercredi 23 juillet à Lyon ont repris leurs émissions avec du matériel de secours, quelques heures après l'intervention des forces de police. Tôt le matin, celles-ci avaient saisi NRJ, Radio Nostalgie, Hit FM et Radio Scoop, quatre des stations privées les plus écoutées, à la demande de M. Georges Fenech, juge d'instruction au tribunal d'instance de Lyon. Télédiffusion de France (TDF) venait pourtant de retirer une plainte déposée il y a plusieurs mois avec Radio France et la préfecture de police de Lyon, pour « parasitage des liaisons ».

Cette opération a aussitôt soulevé une vive polémique : M. de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture et à la communication, a publié le jour même un communiqué pour exprimer son indignation. « Je suis scandalisé que l'on porte atteinte à des entreprises dont les employés risquent d'être contraints au chômage technique », a-t-il indiqué avant d'évoquer « le caractère rétrograde et inadéquat de la loi Fillioud sur les radios locales ». « Tout en respectant l'indépendance de la justice, je suis surpris qu'on ait voulu faire appliquer cette loi à quelques semaines de la mise en œuvre de la nouvelle loi sur la communication », a ajouté le secrétaire d'Etat.

De son côté, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, estimait, ce jeudi 24 juillet, que « la concertation pouvait permettre, comme dans bien d'autres cas, de régler cette affaire ». Il accuse M. de Villiers de « tenter de s'abriter derrière la législation existante et l'indépendance de la justice ».

Enfin, le PDG de Radio-France, M. Jean-Noël Jeanneney, après s'être déclaré mercredi « content sans triomphalisme », s'est à son tour « étonné que l'émotion de M. de Villiers ne concerne que les auditeurs des radios touchées ». En outre, il « regrette que M. de Villiers ne puisse dire mot des centaines de milliers de fidèles du secteur public », victimes des « tricheurs de la bande FM ».

Les conditions dans lesquelles l'opération de saisie s'est déroulée a provoqué à Lyon quelques remous. Le retrait de plainte de TDF n'a pas

été effectué avant le déclenchement des opérations de saisie, mais alors que celles-ci étaient largement avancées, soit au début de l'après-midi du mercredi 23 juillet. Le retrait a été fait auprès du juge d'instruction par M. André Fatoux, directeur régional de TDF, qui avait tenté, aux toutes premières heures de la matinée, de faire enregistrer cet acte de procédure auprès d'un commissaire de police sur le terrain. Aurait-il été effectué avant la saisie que cela n'aurait rien changé : les autres plaintes, à commencer par celles du préfet de police, demeurent. Le parquet de Lyon comme la chancellerie, informée comme il se doit d'une intervention politiquement délicate, n'y voient pas fait obstacle. Sinon, comment expliquer que le juge d'instruction ait pu obtenir l'assistance de forces de gendarmerie et de police relativement importantes ?

Plus surprenant encore, reste le fait qu'une opération qui réclame, pour être efficace, une totale discrétion dans la préparation, ait fait l'objet de fuites. M. Jean-Paul Baudouin, président du réseau de NRJ, dont la sympathie pour M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication, est avérée, nous a confirmé qu'il avait été prévenu de l'opération, sans toutefois en dire plus long sur l'origine de cette information. Une intervention aurait été faite également au dernier moment auprès d'un fonctionnaire de la police judiciaire pour tenter d'arrêter la procédure de saisie. Les circonstances de cette affaire suscitent un certain émoi dans les milieux judiciaires lyonnais.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 24 juillet

Nette hausse : + 1,45 %

La Bourse de Paris a poursuivi son raffermissement le 24 juillet, en séance du matin, l'indicateur de séance gagnant 1,45 %. Deux valeurs « supérieures » ont été retenues (La Redoute et SEB) étaient entrées au marché continu. Parmi les plus fortes hausses, on notait Michelin (+ 4,8 %), Bancaire (+ 3,8 %), Pernod-Ricard (+ 2,9 %). En repli figuraient Alstom (- 2,2 %), Leroy-Somer (- 0,9 %), Valeo (- 0,8 %) et Louis Vuitton (- 0,1 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	434	439	442
Agencia France	1610	1630	1630
Air Liquide S.A.	728	729	743
Alcatel	358	362	360
Banque Paribas	1189	1210	1245
Banque Paribas (C)	1000	1015	1015
Banque Paribas (E)	1225	1225	1230
B.S.N.	3911	3930	3950
Campana	2220	2225	2225
Chausson S.A.	1210	1210	1222
Club Méditerranée	537	537	545
Danet	1500	1510	1515
Elf-Aquitaine	1135	1162	1168
Elf-Aquitaine (C)	276	280	280
Elf-Aquitaine (E)	2855	2880	2880
Elf-Aquitaine (S)	1300	1300	1304
Michelin	3100	3225	3230
Mid (C)	6250	6310	6370
Mid (E)	2150	2150	2230
Mid (S)	1050	1065	1085
Oréal (C)	3725	3770	3760
Pernod-Ricard	987	990	995
Pernod-Ricard (C)	815	820	820
Sanofi	708	715	715
Source Paribas	812	815	822
Télédiffusion	3300	3270	3300
Thomson-C.S.F.	1470	1500	1505
Toshiba C.F.P.	369 50	372	374 50
T.S.I.	3200	3220	3220
Valeo	472	468	468

A B C D F G H

M. Jean de Lipkowski chargé d'une mission sur l'influence française en Asie

M. Jean de Lipkowski, député RPR de Charente-Maritime, a été chargé par le premier ministre d'une mission d'études et de propositions « auprès du ministre des affaires étrangères, a-t-on appris le mercredi 23 juillet. Dans la lettre qu'il lui a adressée le 18 juillet dernier, M. Chirac écrit notamment : « En Asie du Sud comme en Extrême-Orient, notre influence culturelle, scientifique et technique, de même que notre présence économique demeurent nettement insuffisantes. J'ai la conviction que les Etats de ces deux régions peuvent devenir pour la France des partenaires plus proches. Trois principaux thèmes me paraissent devoir orienter votre réflexion dans le cadre de cette mission. Vous pourriez analyser d'une manière comparative les efforts d'assistance et de coopération que nous consentons dans ces régions par rapport à nos principaux partenaires occidentaux, et mesurer les influences que nous y exerçons dans les domaines culturels, scientifique et commercial. Vous pourriez examiner la manière dont les moyens consacrés par la France à ces pays (...) pourraient être rendus plus efficaces (...). Vous pourriez, enfin, analyser les secteurs de coopération ou d'intervention qui vous apparaîtraient prioritaires (...) ».

M. Chirac précise en outre que M. de Lipkowski sera conduit à travailler « en étroite liaison » avec M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, « qui est plus particulièrement chargé d'une mission de réflexion sur notre politique en Asie ».

A Paris
Prise d'otages à la banque Worms

Un homme retient en otage, depuis 10 heures environ, jeudi 24 juillet, plusieurs personnes à l'intérieur de la banque Worms, 45, boulevard Haussmann, à Paris, dans le neuvième arrondissement. L'homme réclame une forte somme d'argent en échange de la libération des otages.

Les policiers de la brigade de recherche et d'intervention se sont aussitôt rendus sur place.

● Les Américains inquiets pour leurs déchets radioactifs. — Certains cuves enterrées au centre de déchets atomiques de Savannah-River (Caroline du Sud) courent le risque d'être exploitées et de disséminer des substances radioactives dans l'environnement. C'est ce qu'affirme, dans un rapport rédigé après cinq ans d'études, un mouvement écologiste américain, l'Institut pour une politique de l'environnement. Des poches d'hydrogène se seraient formées à l'intérieur de ces cuves, qui, au nombre d'une cinquantaine, contiennent des déchets nucléaires. M. Ross Stevens, porte-parole du centre de Savannah-River, a reconnu qu'il était impossible de garantir qu'une explosion n'aurait jamais lieu, mais que cette éventualité était très improbable.

Le numéro du « Monde » daté 24 juillet 1986 a été tiré à 459 679 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM